

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAINE

LA COMMISSION

Département des Politiques Economiques  
et de la Fiscalité Intérieure

**NOTE DE CADRAGE MACROECONOMIQUE  
2022-2026 DE L'UNION**



Bénin



Burkina-Faso



Côte d'Ivoire



Guinée Bissau



Mali



Niger



Sénégal



Togo



2<sup>ème</sup> EDITION



Avril 2022

## Avant-propos

La « Note de cadrage macroéconomique de l'Union » est une publication périodique du Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure (DPE) de la Commission de l'UEMOA, dirigé par **Monsieur Mahamadou GADO** depuis mai 2021.

Elle analyse les perspectives macroéconomiques régionales pour les huit (08) Etats membres de l'UEMOA et l'Union. De ce point de vue, elle constitue une contribution importante au suivi des économies nationales et à l'exercice de la surveillance multilatérale par la Commission. En effet, la « Note de cadrage macroéconomique de l'Union » vise à contribuer à l'enrichissement des discussions entre la Commission et les Etats membres, dans le cadre des objectifs poursuivis par l'Union, notamment à travers la procédure de surveillance multilatérale stipulée à l'Article 4, point b, du Traité de l'UEMOA.

La présente publication, qui constitue la deuxième (2<sup>ème</sup>) édition de la note expose les perspectives économiques et financières de l'Union élaborées par les services techniques du DPE, sur la période 2022-2026, correspondant à l'horizon couvert par les « Rapports sur les perspectives économiques et financières à moyen terme » des Etats membres de décembre 2021.

Ces discussions sont aujourd'hui particulièrement importantes dans le contexte international et régional actuel, fortement marqué par les incertitudes liées à l'offensive de la Russie en Ukraine déclenchée le 24 février dernier et à l'évolution la pandémie de Covid-19 toujours empreinte d'un faible taux de vaccination des populations de l'Union.

A ces incertitudes s'ajoutent les tensions inflationnistes observées au sein des économies de l'Union depuis le mois d'octobre 2021 qui résultent de la reprise mondiale post-Covid-19, des perturbations relevées au niveau des chaînes d'approvisionnement mondiales et des difficultés induites par la sécheresse dans les pays du Sahel et la persistance de la crise sécuritaire qui se traduit notamment par le déplacement de populations habituellement actives dans l'agriculture, perturbant ainsi les résultats des campagnes agricoles.

La « Note de cadrage macroéconomique 2022-2026 » a été rédigée par une équipe de la Direction de la Prévision et des Etudes Economiques (DPEE), composée de :

- **Monsieur Kalidou THIAW**, Directeur de la Prévision et des Etudes Economiques ;
- **Monsieur Soumana HAROUNA IDE**, Chargé des Prévisions et des Etudes Economiques ;
- **Monsieur Abiboulaye MOUSSA**, Chargé de la Surveillance Multilatérale ;
- **Monsieur Totas Antonio Joao CORREIA**, Chargé des Prévisions et des Etudes Economiques.

Avec les contributions de Messieurs :

- **Koladé Ayédero OKOUDJOU**, Chef de la Division des Etudes Economiques ;
- **Kouakou Hyppolite KONAN**, Chef de la Division du Suivi des Economies Nationales ;
- **Aba CAMARA**, Chargé des Etudes et des Statistiques Economiques ;
- **Paterne GNAZALE**, Chargé de la surveillance multilatérale.

## Table des matières

Contexte et rappel des objectifs de la note de cadrage macroéconomique de l'Union .	7
<b>Messages clés .....</b>	<b>8</b>
1.1. Perspectives de croissance des principaux partenaires commerciaux de l'Union .....	9
1.2. Evolution des cours internationaux des matières premières agricoles, produits miniers d'exportation et taux de change de l'Union .....	9
1.3. Evolution de la conjoncture économique internationale au premier trimestre 2022 et ses impacts probables sur les perspectives mondiale et régionale ....	11
<b>II. SITUATION ECONOMIQUE RECENTE ET PERSPECTIVES 2022-2026 DE L'UNION .....</b>	<b>13</b>
2.1. Situation économique récente.....	13
2.2. Perspectives économiques 2022-2026 de l'Union.....	15
2.3. Principaux résultats .....	16
<b>III. Evolution récente et perspectives macroéconomiques 2022-2026 des Etats membres.....</b>	<b>21</b>
3.1. Bénin .....	21
3.2. Burkina Faso.....	25
3.3. Côte d'Ivoire.....	29
3.4. Guinée Bissau.....	33
3.5. Mali .....	36
3.6. Niger .....	40
3.7. Sénégal.....	44
3.8. Togo.....	48
<b>SOURCES DE DONNEES .....</b>	<b>53</b>
<b>ANNEXES.....</b>	<b>54</b>

## Liste des tableaux

<i>Tableau 1: Perspectives de croissance 2022-2026 de l'Union et des Etats membres (en %)</i> .....	17
<i>Tableau 2: Perspectives de croissance 2022-2026 des Etats vues par la Commission <sup>(*)</sup>, les Services Nationaux <sup>(**)</sup> et le FMI <sup>(***)</sup> (en %)</i> .....	20
<i>Tableau 3: Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2019-2021 du Bénin</i> .....	21
<i>Tableau 4: Agrégats de la BDP et de la monnaie du Bénin (en mds FCFA)</i> .....	24
<i>Tableau 5: Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2019-2021 du Burkina Faso</i> .....	25
<i>Tableau 6: Agrégats de la BDP et de la monnaie du Burkina Faso (en mds FCFA)</i> .....	28
<i>Tableau 7: Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2019-2021 de la Côte d'Ivoire</i> .....	29
<i>Tableau 8: Agrégats de la BDP et de la monnaie de la Côte d'Ivoire (en mds FCFA)</i> .....	32
<i>Tableau 9: Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2019-2021 de la Guinée Bissau</i> .....	33
<i>Tableau 10: Agrégats de la BDP et de la monnaie de la Guinée Bissau (en mds FCFA)</i> .....	36
<i>Tableau 11: Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2019-2021 du Mali</i> .....	37
<i>Tableau 12: Agrégats de la BDP et de la monnaie du Mali (en mds FCFA)</i> .....	39
<i>Tableau 13: Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2019-2021 du Niger</i> .....	41
<i>Tableau 14: Agrégats de la BDP et de la monnaie du Niger (en mds FCFA)</i> .....	43
<i>Tableau 15: Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2019-2021 du Sénégal</i> .....	45
<i>Tableau 16: Agrégats de la BDP et de la monnaie du Sénégal (en mds FCFA)</i> .....	48
<i>Tableau 17: Evolution des indicateurs macroéconomiques 2019-2021 du Togo</i> .....	49
<i>Tableau 18: Agrégats de la BDP et de la monnaie du Togo (en mds FCFA)</i> .....	51

## Liste des graphiques

Figure 1 : Croissance économique des partenaires .....	9
Figure 2: Evolution des cours de l'or (\$/toz) .....	9
Figure 3: Evolution des cours du pétrole (\$ US/baril) .....	10
Figure 4: Evolution des cours du coton (en \$ US/Kg).....	10
Figure 5: Evolution des cours de la fève de cacao (\$/Kg) .....	10
Figure 6 : Evolution des cours du café arabica et robusta (\$/Kg) .....	11
Figure 7 : Evolution du taux de change (F cfa/\$, naira, yuan) .....	11
Figure 8: Contribution des secteurs à la croissance 2018-2021 de l'Union (en points).....	13
Figure 9: Agrégats des finances publiques 2018-2021 de l'Union (en % du PIB).....	14
Figure 10 : Evolution du solde global de la BDP et de la masse monétaire.....	15
Figure 11: Contribution des secteurs à la croissance 2021-2026 de l'Union (en points).....	17
Figure 12: Evolution des agrégats des finances publiques et de la dette (en % du PIB) sur la période 2021-2026 .....	18
Figure 13: Evolution de la croissance et du taux d'inflation du Bénin (en %).....	22
Figure 14: Contribution des secteurs à la croissance du Bénin (en points) .....	22
Figure 15: Agrégats des finances publiques (en % du PIB) .....	23
Figure 16: Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB).....	23
Figure 17: Evolution de la croissance et du taux d'inflation au Burkina Faso (en %) .....	26
Figure 18: Contribution des secteurs à la croissance du Burkina Faso (en points).....	26
Figure 19: Agrégats des finances publiques (en % du PIB) .....	27
Figure 20: Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB).....	27
Figure 21: Evolution de la croissance et du taux d'inflation en Côte d'Ivoire (en %) .....	30
Figure 22: Contribution des secteurs à la croissance de la Côte d'Ivoire (en points).....	30
Figure 23: Agrégats des finances publiques (en % du PIB) .....	31
Figure 24: Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB).....	31
Figure 25: Evolution de la croissance et du taux d'inflation en Guinée-Bissau (en %).....	34
Figure 26: Contribution des secteurs à la croissance de la Guinée-Bissau (en points) .....	34
Figure 27: Agrégats des finances publiques (en % du PIB) .....	35
Figure 28: Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB).....	35
Figure 29: Evolution de la croissance et du taux d'inflation au Mali (en %) .....	38
Figure 30: Contribution des secteurs à la croissance du Mali (en points).....	38
Figure 31: Agrégats des finances publiques (en % du PIB) .....	39
Figure 32: Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB).....	39
Figure 33: Evolution de la croissance et du taux d'inflation au Niger (en %) .....	42
Figure 34: Contribution des secteurs à la croissance du Niger (en points).....	42
Figure 35: Agrégats des finances publiques (en % du PIB) .....	43
Figure 36: Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB) .....	43
Figure 37: Evolution de la croissance et du taux d'inflation au Sénégal (en %).....	46
Figure 38: Contribution des secteurs à la croissance du Sénégal (en points) .....	46
Figure 39: Agrégats des finances publiques (en % du PIB) .....	47
Figure 40: Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB).....	47
Figure 41: Evolution de la croissance et du taux d'inflation au Togo (en %).....	50
Figure 42: Contribution des secteurs à la croissance du Togo (en points) .....	50
Figure 43: Agrégats des finances publiques (en % du PIB) .....	51
Figure 44: Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB).....	51

## SIGLES ET ABBREVIATIONS

<b>BDSM</b>	Base de Données de la Surveillance Multilatérale
<b>BDP</b>	Balance des Paiements
<b>CNPE</b>	Comités Nationaux de Politique Economique
<b>COVID-19</b>	Maladie à Coronavirus 2019
<b>DPE</b>	Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure
<b>DPEE</b>	Direction de la Prévision et des Etudes Economiques
<b>FMI</b>	Fond Monétaire International
<b>INS</b>	Institut National de la Statistique
<b>MAPS</b>	Modèle d'Analyse, de Prévision et de Simulation
<b>PCSCS</b>	Pacte de Convergence, de Stabilité, de Croissance et de Solidarité
<b>PIB</b>	Produit Intérieur Brut
<b>PNDES</b>	Plan National de Développement Economique et Social
<b>PSE</b>	Plan Sénégal Emergent
<b>RSM</b>	Rapport Semestriel d'Exécution de la Surveillance Multilatérale
<b>TRE</b>	Tableau Ressources-Emplois
<b>UEMOA</b>	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
<b>WEO</b>	World Economic Outlook

## Contexte et rappel des objectifs de la note de cadrage macroéconomique de l'Union

La Commission de l'UEMOA, dans le cadre de sa mission de coordination des politiques budgétaires de ses Etats membres, en cohérence avec la politique monétaire commune, pilote le dispositif de la surveillance multilatérale. Défini par le Traité de l'UEMOA en son article 63 et renforcé par l'acte additionnel n°04/99 du 08 décembre 1999 portant Pacte de Convergence, de Stabilité, de Croissance et de Solidarité (PCSCS), ledit dispositif évalue les performances des Etats membres à travers des rapports semestriels d'exécution de la surveillance multilatérale et au moyen d'indicateurs macroéconomiques appelés critères de convergence. Ce cadre est resté en vigueur jusqu'à la suspension temporaire de l'application du PCSCS, le 27 avril 2020, par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union. Depuis lors, la Commission poursuit l'exercice de sa mission de surveillance multilatérale à travers l'analyse des rapports semestriels sur les perspectives économiques et financières à moyen terme des Etats membres, conformément aux dispositions de la Recommandation N°02/2020/CM/UEMOA du 26 juin 2020 relative aux modalités d'exercice de la surveillance multilatérale.

Le cadrage macroéconomique de l'Union élaboré par les services de la Commission vise à renforcer le mécanisme d'évaluation des performances des Etats membres, notamment à travers l'analyse, sur une base quantitative, de la cohérence interne et externe des rapports semestriels d'exécution de la surveillance multilatérale (RSM). A cet effet, le cadrage macroéconomique de l'Union est élaboré au cours du premier trimestre et révisé au troisième trimestre de la même année afin d'actualiser les données historiques et de mieux prendre en compte les évolutions de la conjoncture économique au sein de l'Union. L'horizon de projection est aligné à celui du dernier rapport d'exécution de la surveillance multilatérale (RSM) et les analyses concernant la période récente reposent sur les données officielles transmises à la Commission par les Etats membres.

La présente note s'appuie ainsi sur le RSM de décembre 2021 et évalue la pertinence des résultats annoncés par les Etats membres au regard des performances antérieures, des réformes économiques et financières et programmes de développement mis en œuvre par les Etats membres, ainsi des conséquences de l'évolution de l'environnement international et le degré d'occurrence des risques identifiés sur le moyen terme. La démarche adoptée a pour objectif de contribuer à l'amélioration du dialogue entre la Commission et les Etats membres sur les cadrages macroéconomique et budgétaire nationaux, dans un contexte de plus en plus marqué par la budgétisation à moyen terme, la récurrence des crises (sanitaire, économique, sécuritaire, géopolitique, etc.) et l'accentuation des effets néfastes du dérèglement climatique sur l'activité économique.

## Bref aperçu de l'UEMOA

	2019	2020	2021 <sup>(est)</sup>
Population (en millions)	126,1	129,9	133,8
Croissance du PIB réel (en %)	5,7	1,8	6,1
PIB nominal (mds FCFA)	88 608,6	91 947,9	99 468,0
Solde budgétaire global (en % du PIB)	-2,5	-5,6	-5,7
Taux d'inflation (en %)	-0,7	2,1	3,6
Taux d'endettement (en %)	43,5	50,1	53,3
Taux de pression fiscale (en %)	13,4	13,0	13,5
Masse salariale (en % des recettes fiscales)	39,5	42,8	41,0
Taux d'investissement (en %)	23,9	24,0	24,6
Solde global BDP (mds FCFA)	1 635,1	15,8	842,1
Masse monétaire (mds FCFA)	30 600,5	35 656,4	41 467,0

## Messages clés

- La reprise de l'activité économique de l'Union se poursuivrait en 2022 avec une croissance de 6,0%, après 6,1% en 2021<sup>1</sup>, soit une révision à la baisse de 0,9 point de pourcentage (pp) et de 0,5 pp, respectivement, par rapport au cadrage macroéconomique de la Commission de mai 2021 et des prévisions issues des Etats membres dans le cadre du rapport d'exécution de la surveillance multilatérale (RSM) de décembre 2021. En 2023, cette croissance est projetée à 7,6%, sous l'hypothèse de l'aboutissement des projets pétroliers au Niger et au Sénégal, entres autres, et à 6,5%, en moyenne, sur la période 2024-2026, grâce au dynamisme attendu de tous les secteurs d'activités, après une sortie progressive de la crise sanitaire. Toutefois, les risques de correction à la baisse de cette croissance demeurent élevés pour les mois à venir, notamment en raison de(s) : (i) l'incertitude relative à la fin de la pandémie de Covid-19 ; (ii) conséquences des tensions inflationnistes sur la consommation et les revenus des populations ; (iii) la persistance, l'intensification et l'extension régionale des menaces sécuritaires ainsi que les effets du dérèglement climatique qui pourraient se traduire par la recrudescence des phénomènes de sécheresse et d'inondations ; (iv) l'impact des bouleversements politiques et institutionnels dans certains Etats membres et les implications des sanctions prises par les institutions communautaires en vue d'un retour à l'ordre constitutionnel ; et (v) les retombées négatives des tensions géopolitiques en Europe.**
- Les efforts de consolidation budgétaire des Etats membres se renforceraient, permettant à l'Union d'enregistrer un déficit budgétaire global de 4,9% du PIB en 2022, contre 5,7% en 2021.** Ce déficit devrait être inférieur ou égal à 3% du PIB à partir de 2024. Néanmoins, les performances des Etats membres en matière de mobilisation des ressources intérieures resteraient faibles, notamment en raison des besoins importants liés à la mise en œuvre des plans nationaux de relance économique et aux charges publiques (rémunération des salariés, intérêts sur la dette, etc.).
- Le taux d'endettement public de l'Union maintiendrait sa tendance haussière, se situant à 54,6% en 2022, après 53,3% en 2021.** Bien que ce taux soit en dessous du seuil de 70% retenu dans le cadre du PCSCS suspendu, son évolution rapide observée depuis 2015 doit interpellier les autorités en vue d'assurer sa viabilité et sa soutenabilité, à travers une gestion prudente et, surtout, une utilisation efficace des ressources mobilisées dans les secteurs porteurs de croissance et le renforcement du capital humain. Sur la période 2023-2026, le taux d'endettement resterait au-dessus de 50%.

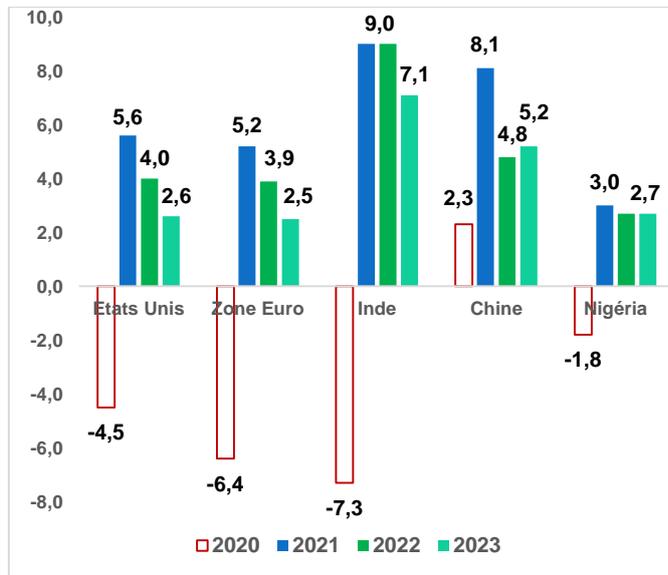
<sup>1</sup> Estimation à partir des données officielles reçues par la Commission en novembre 2021 dans le cadre de l'élaboration du Rapport semestriel d'exécution de la Surveillance multilatérale.

# I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

## 1.1. Perspectives de croissance des principaux partenaires commerciaux de l'Union

*La reprise amorcée par l'activité économique mondiale au cours des trois (03) premiers trimestres de 2021 a été freinée par le variant Omicron en fin d'année et accentue les risques sur les perspectives*

**Figure 1 : Croissance économique des partenaires (en %)**



Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale (WEO)*, janvier 2022

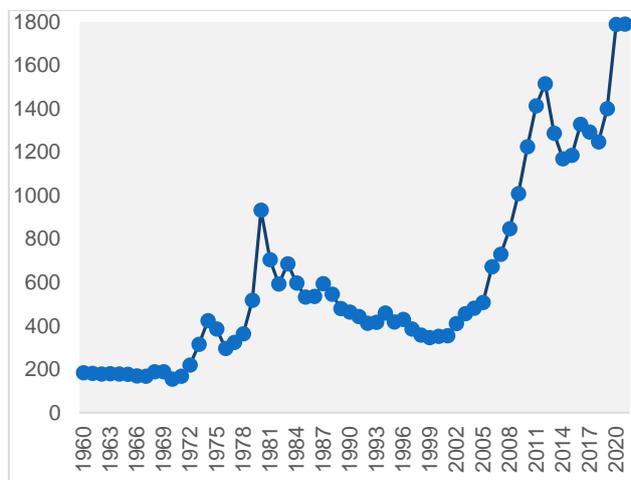
La croissance économique a globalement repris dans les principaux pays partenaires commerciaux de l'Union en 2021. Cette reprise a été soutenue, entre autres, par le rebond des cours des produits de base pour les pays producteurs, dont le Nigéria, les mesures de soutien à l'activité économique adoptées par les pouvoirs publics ainsi que les banques centrales et l'assouplissement des restrictions, grâce aux campagnes de vaccination contre la Covid-19. Il est à noter que la Chine a atteint en 2021 sa plus forte croissance économique depuis plus d'une décennie.

Toutefois, la flambée des cours du pétrole et les perturbations enregistrées au niveau des chaînes de distribution mondiales ont conduit à une hausse importante de l'inflation dans toutes les régions du monde. Les perspectives, quoique bonnes, demeurent sujettes à des risques, notamment avec l'apparition de nouveaux variants de la pandémie.

## 1.2. Evolution des cours internationaux des matières premières agricoles, produits miniers d'exportation et taux de change de l'Union

*Une bonne tenue des cours internationaux des principales matières premières exportées par les Etats membres en 2021, notamment l'or, le café, le cacao et le coton, accompagnée d'une envolée des cours du pétrole.*

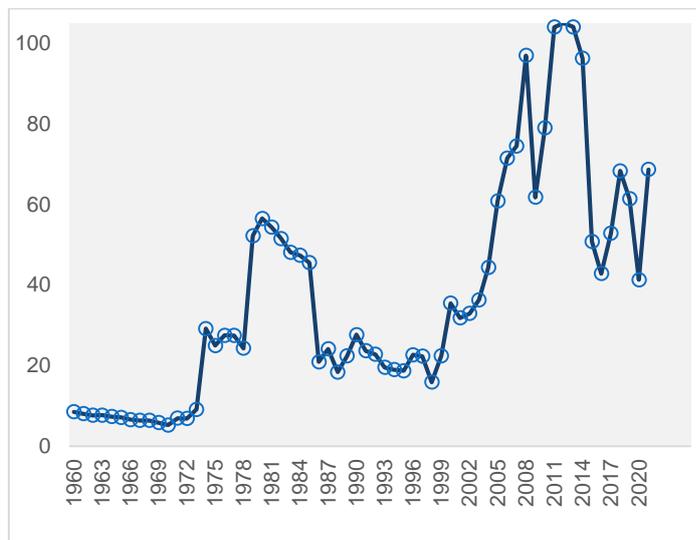
**Figure 2: Evolution des cours de l'or (\$/toz)**



Source : Banque mondiale, *Pink Sheet*, janvier 2022

L'or a continué de bénéficier, en 2021, de son statut de valeur refuge en cette période de crise économique et de forte incertitude quant au terme de celle-ci. Son cours international s'est situé à 1 789,4 \$ l'once troy (toz) en 2021, soit une légère hausse de 1,1 \$ (+0,1%) par rapport à 2020. Sur la période 2022-2026, avec la reprise progressive de l'activité mondiale, le cours de l'or devrait se replier tout en restant à un niveau appréciable, autour d'une moyenne de 1 726,8 \$/toz. Les principaux Etats membres producteurs d'or profiteraient de cette tenue satisfaisante des cours pour améliorer, à moyen terme, leurs exportations et les recettes de porte tirées de celle-ci.

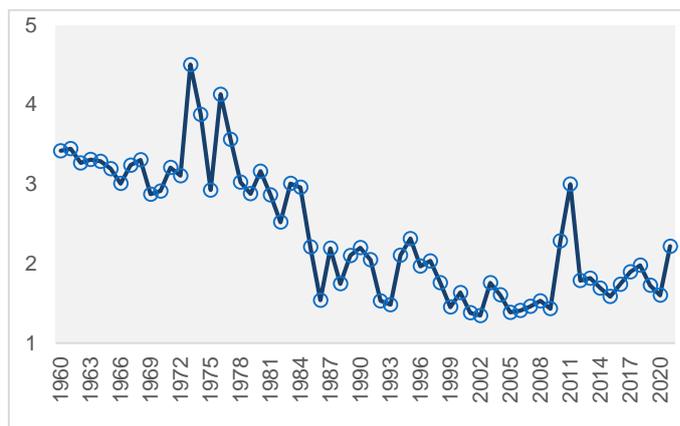
**Figure 3: Evolution des cours du pétrole (Moyenne des cours « Dated Brent », « West Texas intermediate », et « Dubai Fateh », en \$ US)**



Source : FMI, WEO, janvier 2022

Pour ce qui est du pétrole, ses cours internationaux ont fortement repris, en 2021, grâce à la vigueur retrouvée de l'activité économique mondiale, après l'effondrement observé durant la crise de 2020. Cette situation a alimenté la forte tension inflationniste dans le monde en fin d'année 2021 et au début de l'année 2022. La moyenne annuelle des cours des trois (03) produits que sont le *Brent*, le *Dubai Fateh* et le *West Texas Intermediate* s'est située à 69,1 \$/baril, contre 41,3 \$/baril en 2020, soit une hausse de 27,8 \$ (+67,3%) En 2022, les cours ressortiraient à 77,3 \$/baril, avant de fléchir à 71,3 \$/baril en 2023. La Côte d'Ivoire, le Niger et le Sénégal tireraient le plus d'avantages de cette évolution.

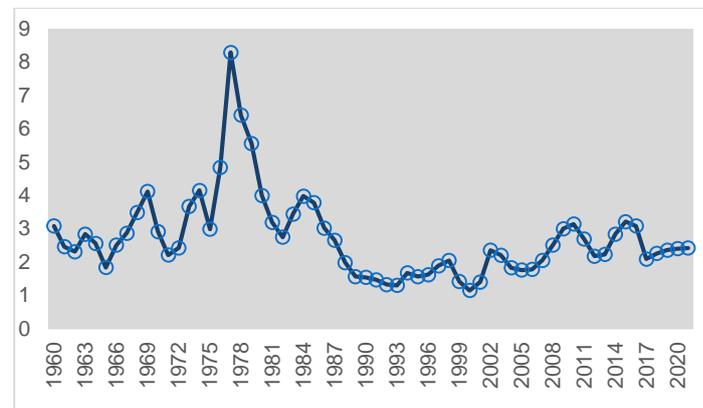
**Figure 4: Evolution des cours du coton (en \$ US/Kg)**



Source : Banque mondiale, *Pink Sheet*, janvier 2022

S'agissant du coton, ses cours ont enregistré une hausse, en 2021, grâce à la reprise de sa demande dans les grands pays consommateurs que sont la Chine, les Etats Unis, l'Inde et le Pakistan. Les cours ont connu une augmentation de 38,5% par rapport à 2020. Sur la période 2022-2026, en lien, entres autres, avec la bonne tenue globale de l'activité du textile, un repli significatif des cours ne serait pas attendu. Ainsi, les productions cotonnières du Bénin, du Burkina Faso et du Mali devraient bénéficier de ces perspectives favorables pour les prix.

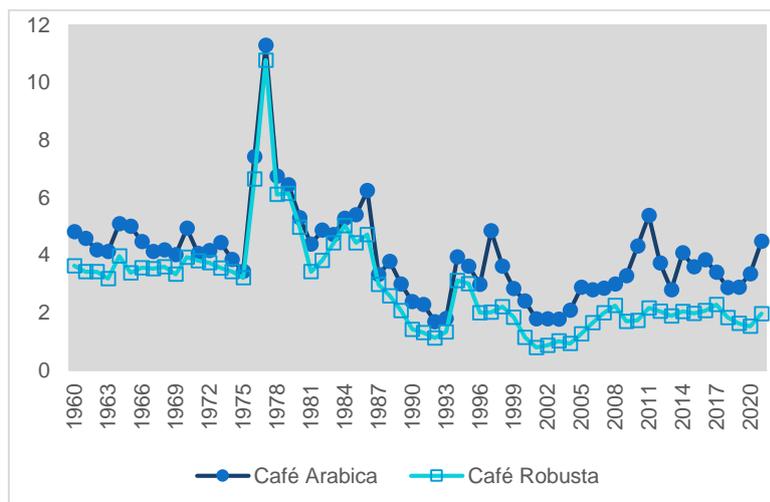
**Figure 5: Evolution des cours de la fève de cacao (\$/Kg)**



Source : Banque mondiale, *Pink Sheet*, janvier 2022

Concernant la fève de cacao, ses cours internationaux ont poursuivi leur tendance haussière observée depuis 2018. Bien que l'évolution enregistrée en 2021 ait été timide (+0,8%), cette situation devrait contribuer à favoriser sa production en Côte d'Ivoire qui est le premier producteur mondial de cacao.

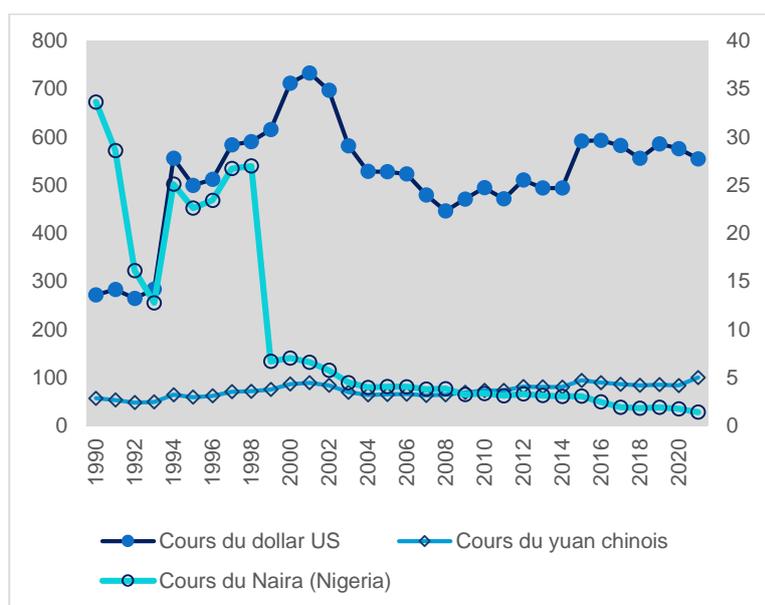
**Figure 6 : Evolution des cours du café arabica et robusta (\$/Kg)**



Les cours internationaux du café ne sont pas restés en marge du rebond global observé pour les produits de base en 2021. En effet, les cafés *Arabica* et *Robusta* ont enregistré des hausses respectives de 33,8% et 28,6% de leurs cours, soit leurs augmentations les plus importantes observées, depuis 2014 pour l'Arabica et 2006 pour le Robusta.

Source : Banque mondiale, *Pink Sheet*, janvier 2022

**Figure 7 : Evolution du taux de change (F cfa/\$, naira, yuan)**



Au niveau des taux de change, en 2021, le franc CFA (F cfa) s'est apprécié par rapport au dollar américain et le naira du Nigeria. En revanche, il s'est déprécié par rapport au yuan chinois. En effet, un dollar américain s'échangeait contre 554,5 Fcfa en 2021, après 575,6 en 2020. Pour ce qui est du naira nigérian, un naira valait 1,4 Fcfa en 2021, après 1,7 en 2020 et le yuan chinois équivaut à 100,1 Fcfa en 2021, contre 83,4 l'année précédente.

Source : BCEAO

### 1.3. Evolution de la conjoncture économique internationale au premier trimestre 2022 et ses risques sur les perspectives mondiales

*Le déclenchement de la guerre en Ukraine pèse sur l'activité économique mondiale, alimentant davantage une inflation déjà insoutenable pour les populations et compromettant les perspectives*

Au premier trimestre 2022, l'environnement économique international est marqué par l'accentuation de la forte poussée inflationniste observée depuis le mois d'octobre 2021 et les conséquences économiques de la Guerre en Ukraine déclenchée le 24 février de l'année.

Bien que les facteurs explicatifs des tensions inflationnistes des derniers mois soient multiples et divers, en fonction des régions et pays, il va sans dire qu'elle a en grande partie été alimentée par l'augmentation des cours des produits alimentaires et énergétiques résultant,

d'abord, de la reprise économique post covid-19, laquelle a été, par la suite, aggravée par la guerre en Ukraine dont les belligérants sont des grands producteurs et exportateurs dans le monde.

Le cours moyen du pétrole a ainsi été de 83,9 \$US le baril en janvier 2022, soit l'une de ses plus fortes valeurs avant octobre 2014, passant ensuite à 93,5 \$US le baril en février et 112,4 \$US le baril en mars, ce qui correspond à un record historique.

Pour ce qui est des cours des produits alimentaires, l'indice FAO de ces produits a été de 125,1 en 2021 soit une hausse annuelle de 26,1%. Au premier semestre 2022, l'indice a été en moyenne de 142,3, soit une augmentation de 22,8% comparativement au même trimestre de 2021, porté par la progression des prix de l'huile (+40,4%), du lait (+20,7%), des céréales (+19,6%), de la viande (+15,7%) et du sucre (+15,5%). Les cours du blé et du maïs dont la Russie et l'Ukraine deux des principaux fournisseurs sur les marchés mondiaux ont grimpé pour se situer à des niveaux inédits en mars 2022.

Les Etats membres de l'UEMOA subissent également, depuis 2021, la flambée des prix à la consommation, notamment en raison de la hausse des prix des produits importés. Toutefois, la faiblesse des échanges entre l'Union et les protagonistes limitent les impacts directs du conflit sur les économies des Etats membres. Ces impacts passeraient par les prix des produits alimentaires importés, des engrais agricoles, une croissance moins importante dans les pays partenaires et le bouleversement économique mondial que la crise a entraîné (sanctions économiques contre la Russie, mouvement des populations notamment des réfugiés ukrainiens en Europe, etc.).

Les perspectives économiques internationales sont ainsi fortement incertaines au regard de la situation et les grandes institutions internationales dont le FMI ont annoncé des révisions à la baisse de la croissance mondiale pour l'année 2022 et à moyen terme, par rapport à leurs dernières prévisions.

## II. SITUATION ECONOMIQUE RECENTE ET PERSPECTIVES 2022-2026 DE L'UNION

### 2.1. Situation économique récente

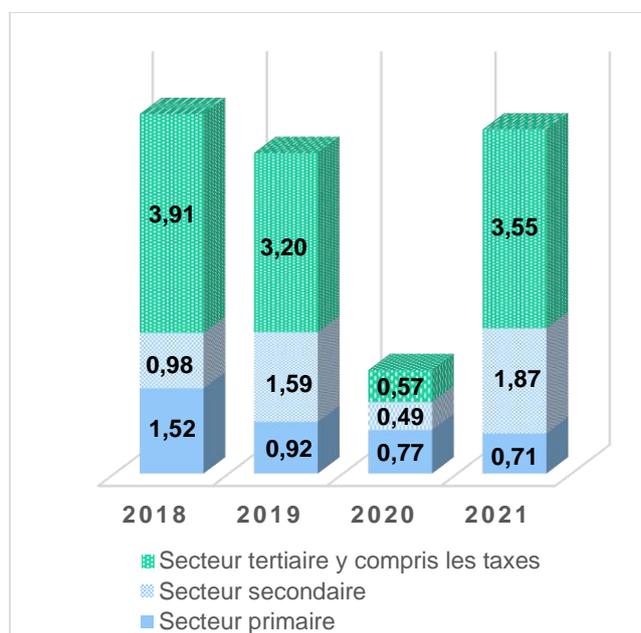
#### 2.1.1. Secteur réel et prix

*Un dynamisme retrouvé de la croissance économique en 2021, mais qui demeure fragile et insuffisant pour enrayer les conséquences néfastes de la crise sanitaire et sécuritaire au sein de l'Union*

La crise sécuritaire que traverse l'Union depuis les cinq (05) dernières années a continué d'impacter la tenue normale de l'activité économique dans certaines zones des principaux Etats membres touchés. En outre, au cours de l'année, l'Union a enregistré trois (03) vagues de contamination à la Covid-19 (janvier-avril, juillet-septembre, décembre) avec 185 600 cas confirmés, contre 68 086 cas en 2020. Le nombre de décès dus à la pandémie s'élève à 3 253 en 2021, soit un taux de létalité de 1,8%, contre 1 162 en 2020. La vaccination de la population a été timide au cours de l'année, avec 6,9 millions d'individus totalement vaccinés, soit 5,5% de la population totale.

D'après les dernières estimations, l'UEMOA a renoué, en 2021, avec son rythme de croissance économique d'avant crise sanitaire. En effet, la croissance économique de l'Union est estimée à 6,1%, contre 1,8% en 2020, portée notamment par les secteurs secondaire et tertiaire. Le secteur primaire a ralenti en raison des baisses de production agricole enregistrées dans certains pays, notamment le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Par ailleurs, l'année a été marquée par l'intensification des menaces terroristes dans le Sahel et leur extension à d'autres Etats membres (Bénin, Côte d'Ivoire et Togo).

*Figure 8: Contribution des secteurs à la croissance de l'Union (en points)*



Par rapport aux prévisions du RSM de décembre 2020, la croissance économique de l'Union a été révisée à la hausse, de 0,2 pp en 2021 et de 0,5 pp en 2020.

Cette révision provient principalement des secteurs secondaire et tertiaire, spécifiquement des branches activités extractives avec, entre autres, la production d'or, la construction grâce à la poursuite des investissements publics, le commerce qui profite de la reprise de l'activité économique ainsi que les services non marchands. La production agricole a néanmoins été en dessous des attentes et elle pourrait se révéler déterminante dans la révision des estimations de croissance au cours des mois à venir.

Source : Commission de l'UEMOA

En ce qui concerne les prix à la consommation, à l'instar des autres régions du monde, des tensions inflationnistes ont été observées au cours du second semestre de l'année, portant ainsi le taux d'inflation annuel moyen à 3,6%, contre 2,1% en 2020.

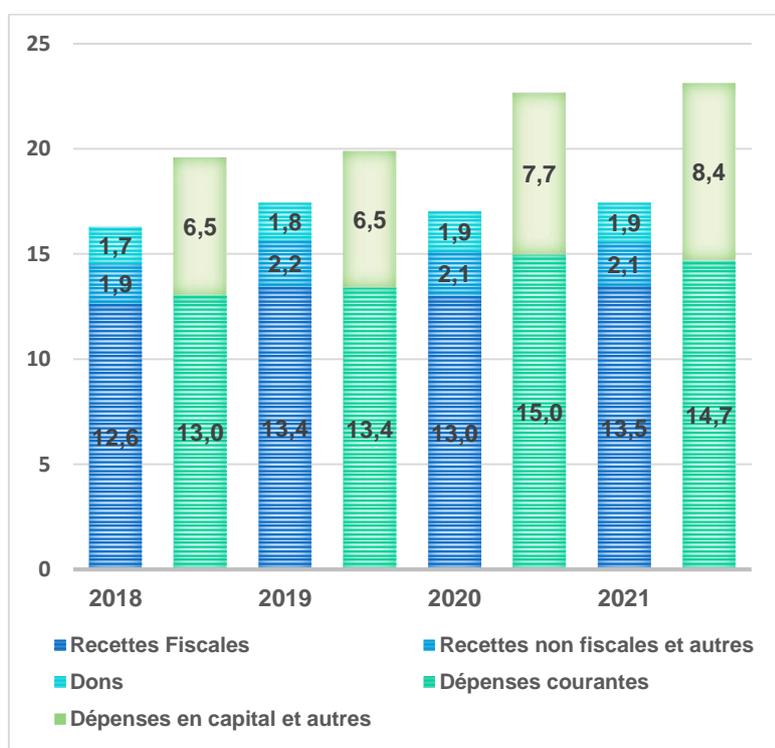
## 2.1.2. Finances publiques et dette

*Une performance dans la mobilisation des ressources, mais qui demeure toujours largement en dessous des besoins de dépenses, n'offrant ainsi qu'une alternative de recours à l'endettement*

Après les pertes de recettes induites par la crise sanitaire, le recouvrement des ressources budgétaires de l'Union a été appréciable dans l'ensemble des Etats membres en 2021. En effet, les recettes fiscales ont augmenté de 11,9% en 2021, après leur timide progression de 0,5% enregistrée en 2020, ce qui les a portées à 13,5% du PIB, contre 13,0% un an auparavant. Cette situation résulte de la reprise globale de l'activité économique ainsi que de la mise en œuvre des réformes au niveau des régions financières. Les autorités publiques ont également poursuivi leurs politiques de mobilisation des ressources extérieures afin de continuer de faire face à la crise sanitaire et de relancer leurs économies avec des dons en hausse de 5%, contre 11,0% l'année précédente. Toutefois, les recettes non fiscales se sont contractées de 8,1%, après une hausse de 4,7% en 2020. En somme, les recettes totales et dons ont été en hausse de 10,6%, représentant ainsi 17,4% du PIB en 2021, après la hausse de 1,4% qui les situaient à 17,0% du PIB en 2020.

En 2021, les dépenses totales de l'Union n'ont pu être compressées à la suite de leur forte progression enregistrée en 2020 (+18,3%). En effet, elles ont connu une hausse de 9,6% pour représenter 22,7% du PIB, portées par toutes les composantes des dépenses. Les charges (dépenses courantes) ont augmenté de 6,0%, entre autres, suite aux augmentations respectives des dépenses de salaires et d'intérêts de la dette publique de 7,2% et 15,2% (respectivement, 5,5% et 1,8% du PIB). Concernant les dépenses en capital, elles ont progressé de 16,2%, contre 25,9% en 2020, pour se situer respectivement à 7,8% et 7,2% du PIB, grâce à la poursuite et à l'accélération de certains grands projets d'investissement public (infrastructures routières, énergétiques, sportives, etc.).

*Figure 9: Agrégats des finances publiques 2018-2021 de l'Union (en % du PIB)*



En dépit de la bonne mobilisation des ressources, l'évolution conséquente des dépenses n'a pas permis au déficit budgétaire global de se résorber. Il est ressorti, en 2021, à 5,7% contre 5,6% en 2020. Pour ce qui est de la dette publique, son encours s'est situé à 53,3% du PIB en 2021, soit 3,2 pp de plus que son niveau de 2020. Par rapport à 2018, le taux d'endettement de l'Union a augmenté de 11,4 pp, ce qui devrait renforcer l'attention qui lui est accordée depuis un certain temps par les autorités en vue d'assurer la viabilité de la dette publique à moyen et long terme.

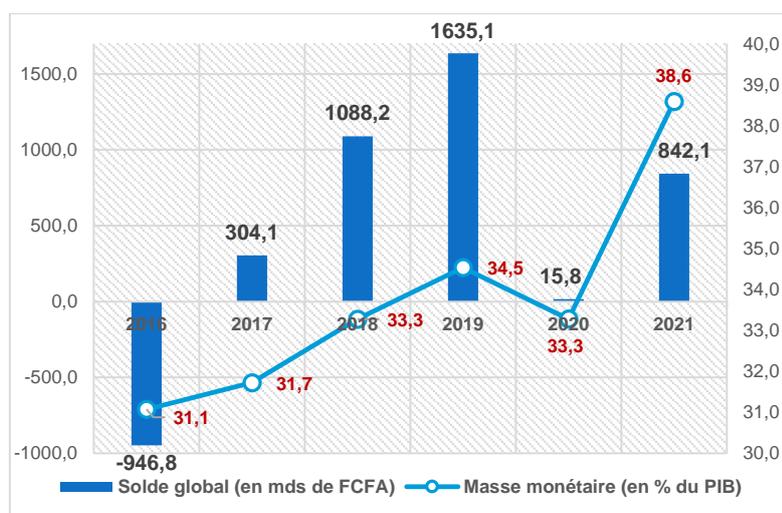
Source : Commission de l'UEMOA

### 2.1.3. Secteur extérieur et monnaie

*Un excédent du solde global de la balance des paiements de l'Union qui se renforce avec, entre autres, les entrées nettes de capitaux et une masse monétaire en nette augmentation, grâce à la poursuite des mesures des institutions financières régionales pour lutter contre la pandémie*

L'évolution des comptes extérieurs des Etats membres de l'UEMOA est marquée en 2021 par la reprise progressive de l'activité économique au plan international, notamment à la faveur des progrès de la vaccination anti-Covid-19. Dans ce contexte, les échanges extérieurs des Etats membres se traduiraient en 2021 par un solde global excédentaire de 842,1 milliards, contre 15,8 milliards un an plus tôt. Cette évolution serait notamment liée à la hausse des entrées nettes de capitaux au titre du compte financier, dont le niveau a permis de financer le déficit du compte courant.

*Figure 10 : Evolution du solde global de la BDP et de la masse monétaire de l'Union*



La situation monétaire de l'Union en 2021, comparée à celle de 2020, est caractérisée par un accroissement de la masse monétaire, consécutif à la progression, à la fois, des actifs extérieurs nets et des créances intérieures. La masse monétaire s'est consolidée pour ressortir à 41 467,0 milliards. Les dépôts (transférables et autres inclus dans la masse monétaire) se sont accrus de 4 705,3 milliards (+17,2%) et la circulation fiduciaire a augmenté de 1 105,2 milliards, soit une hausse relative de 13,3%.

Source : BCEAO

### 2.2. Perspectives économiques 2022-2026 de l'Union

*Des perspectives économiques toujours prometteuses quoique revues à la baisse par rapport au cadrage macroéconomique de mai 2021, en raison des risques de plus en plus pesants sur les économies de l'Union*

#### **Encadré 1:** Méthode de calcul des agrégats de l'Union

Les perspectives de l'Union sont dégagées à partir de celles des Etats membres. Ainsi, les agrégats de l'Union exprimés en valeur, notamment le PIB nominal et les agrégats des finances publiques, sont obtenus par la simple somme des valeurs observées au niveau des Etats membres. La démarche présente des limites, particulièrement pour les finances publiques dont la méthodologie de production des données n'est pas toujours harmonisée dans la pratique (différences de champs et de manuels de référence).

En revanche, pour les comptes nationaux, tous les Etats membres ont, aujourd'hui, procédé à la revalorisation de leurs PIB, avec comme nouvelles années de base 2014 pour le Sénégal, 2016 pour le Togo et 2015 pour les autres, ainsi qu'à la migration du Système de Comptabilité Nationale (SCN) de 1993 vers le SCN de 2008. Toutefois, le Mali n'a pas encore commencé à élaborer ses prévisions sur la base des nouveaux comptes nationaux et poursuit ses travaux de cadrage avec 1999 comme année de base. A cet effet, la nouvelle année de base des comptes nationaux à prix constants de l'Union est passée de 1999 à 2015 et pour déterminer ces agrégats, les comptes de tous les Etats sont ramenés à cette base, à partir de leurs PIB à prix courants et déflateurs, tout en conservant le taux de croissance national.

### 2.2.1. Hypothèses de prévision

Les hypothèses qui sous-tendent les prévisions pour l'Union reposent principalement sur :

- l'évolution favorable des cours des principaux produits d'exportation de l'Union (or, pétrole, café, cacao, etc.) et la bonne tenue de la demande mondiale desdits produits;
- la tenue globalement satisfaisante de la production agricole;
- la mise en œuvre effective et efficace des plans nationaux de relance économique ;
- la bonne couverture vaccinale de la population, d'ici fin 2022 ;
- un apaisement de la situation sécuritaire;
- le démarrage de la production de pétrole au Sénégal et le début de l'exportation de pétrole brut au Niger, à partir de 2023;
- la mise en œuvre efficace des réformes dans le domaine des finances publiques dans les Etats membres : augmentation des recettes, maîtrise des dépenses courantes, amélioration de l'efficacité des dépenses d'investissement.

### 2.3. Principaux résultats

#### 2.3.1. Secteur réel

*Une croissance économique vigoureuse sur la période 2022-2026, mais qui demeure fragile et insuffisante pour enrayer définitivement les conséquences des crises sanitaire et sécuritaire*

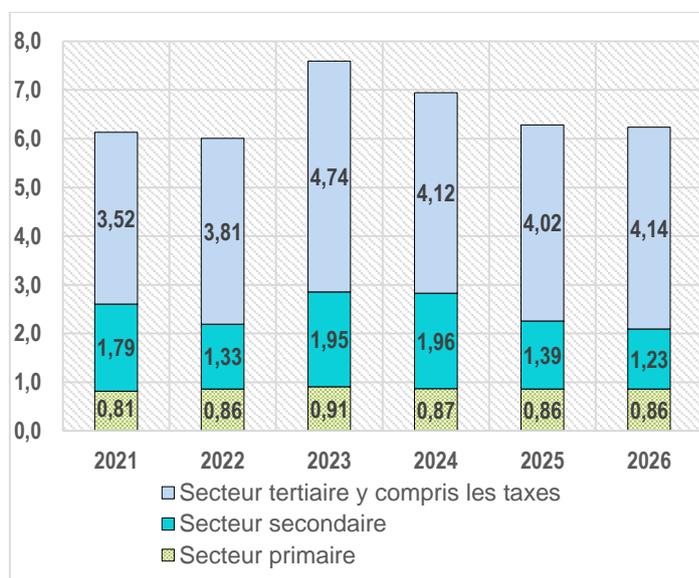
L'activité économique de l'Union devrait poursuivre sa dynamique de relance en 2022, mais à un rythme moindre qu'escompté dans le cadrage macroéconomique de mai 2021. En effet, au regard de la recrudescence de la pandémie et de la faiblesse dans la mobilisation de la population pour la vaccination, il est fait l'hypothèse que la vague observée en fin 2021 devrait au moins s'étendre jusqu'à la fin du premier trimestre 2022, comme cela a été le cas en 2021, et le risque de la survenue d'autres vagues demeure élevé. Par ailleurs, l'incertitude sur la fin de la crise institutionnelle au Mali entraverait, quoiqu'à des niveaux différenciés, les échanges commerciaux des Etats membres. La croissance se situerait à 6,0% en 2022, soit une révision à la baisse de 0,9 pp et de 0,5 pp par rapport au cadrage de mai 2021 et des prévisions du RSM de décembre 2021.

La croissance serait portée, en 2022, par les secteurs primaire et tertiaire qui progresseraient respectivement de 4,0% et 6,6%, contre 3,2% et 6,2% en 2021. Le secteur primaire profiterait d'une campagne agricole plus favorable, aussi bien, grâce à la bonne pluviosité attendue qu'à la poursuite des investissements publics destinés à soutenir la production des activités rurales. Quant au secteur tertiaire, il se caractériserait par un retour progressif à la normale des activités dans les domaines du transport et de l'hôtellerie, avec la tenue de grands événements dans la région, mais aussi du commerce. Le secteur secondaire serait toujours dynamique, même si sa progression serait ralentie. En effet, il progresserait de 6,4%, après son rebond de 9,0% observé en 2021. Cette évolution résulterait de l'atonie des activités extractives et du renforcement de la branche construction.

La croissance économique de l'Union ressortirait à 7,6% en 2023, après les 6,0% de 2022, puis s'établirait à 6,9% en 2024 et respectivement à 6,3% et 6,2% en 2025 et 2026. Ainsi, en 2023, la croissance a été revue à la hausse (+0,2 pp) par rapport au cadrage de mai en raison, entre autres, du report en 2023 de l'exportation de pétrole brut au Niger, alors que celle-ci devait commencer en 2022 selon le cadrage précédent. En revanche, elle est en baisse de 0,7 pp par rapport au RSM de décembre 2021. Pour ce qui concerne les années 2024 et 2025, la croissance a été corrigée à la baisse, respectivement de 0,1 pp et 0,3 pp par rapport au cadrage de mai 2021, compte tenu de la persistance de la pandémie et du caractère de plus en plus aléatoire de la production agricole, auxquels s'ajoutent l'incertitude autour des effets

attendus de la mise en œuvre des plans de relance économique et de la crise sécuritaire. Comparativement aux perspectives du RSM de décembre 2021, les corrections à la baisse de la croissance des années 2024, 2025 et 2026 sont respectivement de 0,7 pp et 0,4 pp et de 0,7 pp.

*Figure 11: Contribution des secteurs à la croissance 2021-2026 de l'Union (en points)*



Le secteur tertiaire (y compris les taxes) continuerait d'être, sur la période 2022-2026, le plus grand contributeur à la croissance de l'Union. La contribution du secteur secondaire se renforcerait en 2023 et 2024, grâce à la production pétrolière. Quant au secteur primaire, son apport à la croissance serait toujours significatif, mais fragile, au regard des conséquences du dérèglement climatique qui accentuent l'imprévisibilité de la production agricole.

Source : Commission de l'UEMOA

Les perspectives de croissance de l'Union et des Etats membres sont résumées dans le tableau ci-après :

*Tableau 1: Perspectives de croissance 2022-2026 de l'Union et des Etats membres (en %)*

Etats Membres	2021	2022	2023	2024	2025	2026
BENIN	7,0	6,8	7,7	6,9	7,3	6,2
BURKINA FASO	7,1	6,6	6,9	5,0	5,2	5,9
COTE D'IVOIRE	6,5	6,7	7,6	7,4	7,0	7,1
GUINEE BISSAU	6,3	3,8	4,9	4,7	5,0	5,1
MALI	5,2	4,5	4,7	4,8	4,4	4,7
NIGER	5,5	5,3	8,9	10,6	6,0	5,2
SENEGAL	5,0	5,0	10,2	6,8	5,9	5,8
TOGO	5,3	5,3	5,7	5,8	6,0	5,7
UEMOA	6,1	6,0	7,6	6,9	6,3	6,2

Source : Commission de l'UEMOA

### 2.3.1.1. Finances publiques et dette publique

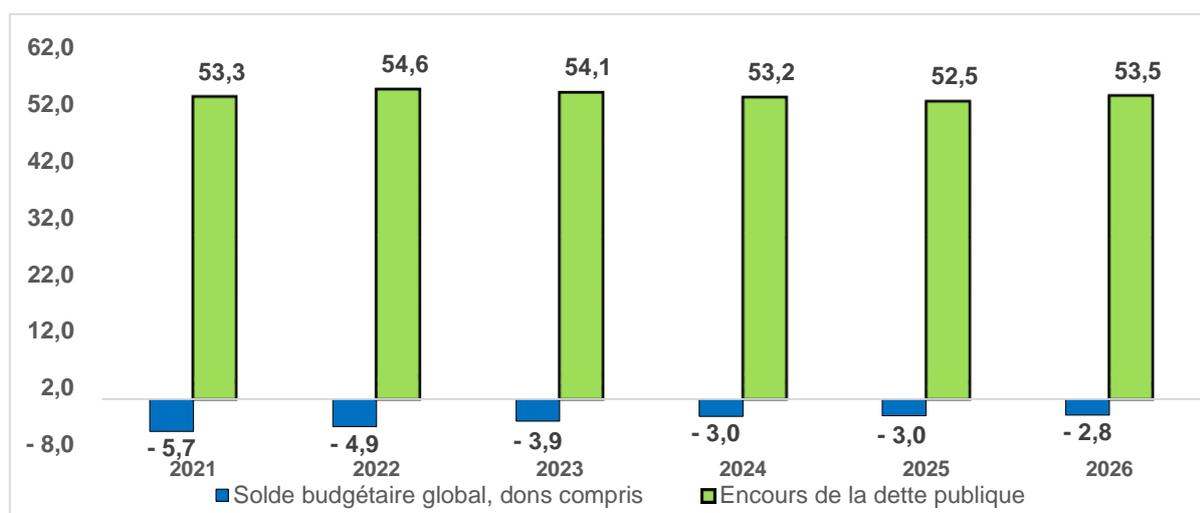
*Une consolidation budgétaire globale qui interviendrait à partir de 2024, grâce à une amélioration de la mobilisation des recettes fiscales et une meilleure maîtrise des charges, mais avec un taux d'endettement relativement élevé*

Sous l'hypothèse d'une mise en œuvre efficace des réformes structurelles au niveau des régies financières (lutte contre la fraude et les détournements, renforcement des capacités, informatisation, etc.), des performances seraient réalisées dans le recouvrement des recettes fiscales qui progresseraient sur toute la période sous revue, passant de 13,6% du PIB en 2022 à 14,5%, en moyenne, entre 2023 et 2026. Globalement, les recettes se situeraient à 17,4% du PIB en 2022, puis à 17,9%, en moyenne, sur la période 2023-2026. Toutefois, le recouvrement des recettes de l'Union continuerait de demeurer relativement faible au regard

des taux de croissance économique attendus, en raison de l'étroitesse de l'assiette fiscale et de la l'importance persistante du secteur informel. Le montant des dépenses publiques continuerait d'être important pour financer les projets d'investissement retenus dans le cadre des plans nationaux de développement et faire face aux charges incompressibles (salaires et intérêts de la dette, notamment).

Les dépenses publiques de l'Union devraient s'établir à 22,3% du PIB en 2022 et, en moyenne, à 21,1% sur la période 2023-2026. En somme, le déficit budgétaire global ressortirait à 4,9% du PIB en 2022, puis à 3,9% en 2023, ensuite à 3,0% en 2024 comme en 2025, et 2,8% en 2026.

*Figure 12: Evolution des agrégats des finances publiques et de la dette (en % du PIB) sur la période 2021-2026*



Source : Commission de l'UEMOA

Le taux d'endettement de l'Union ne devrait pas se réduire significativement sur la période 2022-2026, par rapport à son niveau atteint en 2020 et 2021. Cette situation s'expliquerait par un besoin de financement des déficits induits par la conduite des grands projets structurants. Toutefois, même si les Etats membres font de plus en plus montre d'une bonne qualité de signature sur le marché financier régional, et même à l'international, en levant d'importantes ressources, les autorités doivent assurer l'utilisation effective desdites ressources pour la réalisation efficace des investissements, mais également la poursuite des actions destinées à garantir la viabilité de la dette publique. Le taux d'endettement de l'Union se situerait à 54,6% en 2022, après 54,3% en 2021. Sur le reste de la période, le taux d'endettement ressortirait à 54,1% en 2023 et, respectivement, à 53,2% et 52,5% puis 53,5% en 2024, 2025 et 2026.

### 2.3.2. Risques et recommandations de politiques économiques

L'Union continue de faire preuve d'un niveau de résilience appréciable face aux différentes situations difficiles qu'elle rencontre (crises sécuritaire et sanitaire, impact du dérèglement climatique, etc.) en affichant des taux de croissance relativement élevés. L'examen des plans nationaux de développement économique et de la situation des chantiers de réformes et de projets pour la période sous revue augure de bonnes perspectives. Toutefois, ces perspectives demeurent fragiles au regard de la faible emprise actuelle des autorités publiques sur les menaces sécuritaires et les aléas climatiques. En outre, les bouleversements institutionnels intervenus dans certains Etats membres et les sanctions prises par les institutions sous régionales pour favoriser un retour rapide à l'ordre constitutionnel entraveraient l'activité économique et la mise en œuvre de certains projets et programmes financés par l'extérieur.

De même, si l'Union semble épargnée des conséquences graves de la pandémie Covid-19, comparativement à certaines régions du monde, la persistance de cette dernière et sa mutation, à travers des variants de plus en plus contagieux, ne garantit pas un retournement de situation, notamment au vu de la faible mobilisation de la population pour la vaccination.

Par ailleurs, les performances attendues dans le recouvrement des ressources intérieures pour faire face aux besoins et atteindre la consolidation budgétaire<sup>2</sup> restent sujettes à de multiples facteurs dont la conduite efficace de réformes. Ainsi, si les ressources ne sont pas mobilisées de manière conséquente, cela pourrait fragiliser davantage la situation des Etats membres et les contraindre quant au respect de leurs engagements vis-à-vis de leurs créanciers.

Dès lors, les recommandations suivantes sont formulées à l'endroit des Etats membres :

- veiller à une mise en œuvre efficace des plans de relance économique et des projets de développement structurants porteurs de croissance ;
- poursuivre les efforts de création d'espaces budgétaires, à travers le renforcement de la mobilisation de recettes fiscales, notamment par l'élargissement de l'assiette fiscale, l'intensification de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, l'extension des initiatives en matière de télé-procédure, la poursuite des efforts de rationalisation des dépenses fiscales, la maîtrise des dépenses courantes et une meilleure efficacité des dépenses d'investissement public ;
- poursuivre la mobilisation des ressources extérieures pour la réalisation des infrastructures, tout en privilégiant la recherche de financements concessionnels et innovants en vue de maintenir la soutenabilité de la dette publique.

---

<sup>2</sup> Dans la suite de la note, les commentaires concernant la consolidation budgétaire mettent l'accent sur les années à partir desquelles le déficit budgétaire global, dons compris, devrait être inférieur ou égal à 3% du PIB, en lien avec le dernier seuil retenu pour le critère de convergence y relatif.

Tableau 2: Perspectives de croissance 2022-2026 des Etats vues par la Commission<sup>(\*)</sup>, les Services Nationaux<sup>(\*\*)</sup> et le FMI<sup>(\*\*\*)</sup> (en %)

ETATS MEMBRES	2021			2022			2023			2024			2025			2026		
	Com.	S. N.	FMI	Com.	S. N.	FMI	Com.	S. N.	FMI	Com.	S. N.	FMI	Com.	S.N.	FMI	Com.	S.N.	FMI
<b>BENIN</b>	7,0	7,0	5,5	6,8	7,0	6,5	7,7	7,8	6,5	6,9	8,5	6,5	7,3	9,4	6,5	6,2	10,2	6,5
<b>BURKINA FASO</b>	7,1	7,1	6,7	6,6	6,8	5,6	6,9	8,3	5,3	5,0	5,4	5,3	5,2	5,3	5,3	5,9	5,3	5,3
<b>COTE D'IVOIRE</b>	6,5	6,5	6,0	6,7	7,1	6,5	7,6	8,2	6,4	7,4	8,2	6,3	7,0	8,2	6,1	7,1	7,7	6,0
<b>GUINEE BISSAU</b>	6,3	6,3	3,3	3,8	3,6	4,0	4,9	3,8	5,0	4,7	3,6	5,0	5,0	3,4	5,0	5,1	3,3	5,0
<b>MALI</b>	5,2	5,2	4,0	4,5	5,3	5,3	4,7	5,5	5,0	4,8	5,0	5,0	4,4	5,0	5,0	4,7	5,0	5,0
<b>NIGER</b>	5,5	5,5	5,4	5,3	7,1	6,6	8,9	9,3	10,4	10,6	11,1	11,4	6,0	6,5	8,6	5,2	6,9	6,0
<b>SENEGAL</b>	5,0	5,0	4,7	5,0	5,5	5,5	10,2	11,5	10,8	6,8	7,4	6,2	5,9	6,3	5,4	5,8	6,4	5,4
<b>TOGO</b>	5,3	5,3	4,8	5,3	6,1	5,9	5,7	6,3	6,1	5,8	6,5	6,3	6,0	6,7	6,5	5,7	7,1	6,5

NB : (\*) : Commission de l'UEMOA, cadrage décembre 2021 ; (\*\*) : Services Nationaux (il s'agit des perspectives à date des Etats membres reçues par la Commission) ; (\*\*\*) : FMI : Fonds Monétaire International (perspectives de l'économie mondiale d'octobre 2021).

### III. Evolution récente et perspectives macroéconomiques 2022-2026 des Etats membres

#### 3.1. Bénin

##### 3.1.1. Evolution macroéconomique récente<sup>3</sup>

*Une croissance de 7,0% en 2021, portée principalement par les secteurs secondaire et tertiaire et, dans une moindre mesure le primaire, accompagnée d'une aggravation du déficit budgétaire global (-6,5% en 2021, contre -4,7% en 2020)*

La croissance économique du Bénin a maintenu son dynamisme en 2021, ressortant à 7,0%, après 3,8% en 2020, grâce à tous les secteurs, notamment en raison de la bonne tenue de la production agricole et de la pêche, de la construction avec la phase 2 du projet d'asphaltage (revêtement des voiries en bitume et pavés, réalisation de caniveaux, aménagement d'espace vert, etc.) et le démarrage des travaux d'un deuxième lot de 3000 logements, le commerce et le transport, suite à l'augmentation des activités portuaires, et des actions en faveur de la digitalisation de l'économie. Du côté de la demande, la consommation finale et les investissements ont principalement soutenu l'activité économique. L'inflation ressortirait à 1,7%, contre 3,0% en 2020.

Au niveau des finances publiques, le déficit budgétaire global s'est aggravé, se situant à 6,5% du PIB contre 4,7% en 2020. Cette situation tient à la forte hausse des dépenses totales (+17,8%) qui ont représenté 20,6% du PIB, contre 19,1% en 2020, sans que l'augmentation des recettes ne suive (+7,4% contre 9,2%, soit respectivement 14,1% et 14,4% du PIB). L'évolution des dépenses provient en grande partie de l'augmentation des dépenses d'investissement (+35% contre +91,2% en 2020), accentuée par la hausse des charges courantes (+8,0% contre +21,8% en 2020). S'agissant des recettes, le recul dans la mobilisation des dons (-26,0% contre +55,8% en 2020) a atténué les performances dans le recouvrement des recettes fiscales (+13,6%, soit 11,0% du PIB, contre +6,1% et 10,5% du PIB en 2020).

Concernant l'encours de la dette, il est ressorti à 49,2% du PIB en 2021, soit une augmentation de 3,0 pp du PIB par rapport à 2020. Cette hausse provient principalement de la dette extérieure (+41,8%, soit 33,8% du PIB), suite aux interventions du pays sur le marché international, alors que la dette intérieure s'est réduite (-16,6%, soit 15,4% du PIB).

*Tableau 3: Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2019-2021 du Bénin*

	2019	2020	2021
<i>PIB nominal (en mds)</i>	8 432,2	9 008,8	9 830,9
<b>Croissance réelle (en %)</b>			
<i>Secteur primaire</i>	5,2	1,8	3,2
<i>Secteur secondaire</i>	13,6	5,2	10,5
<i>Secteur tertiaire y compris taxes</i>	6,0	4,5	7,6
<b>PIB</b>	6,9	3,8	7,0
<b>Finances publiques et dette (en % du PIB)</b>			
<i>Recettes Fiscales</i>	10,6	10,5	11,0
<i>Solde budgétaire global</i>	-0,5	-4,7	-6,5
<i>Encours de la dette</i>	41,2	46,1	49,2
<b>Balance des Paiements (en mds de FCFA)</b>			
<i>Solde global</i>	45,6	306,9	593,1
<b>Situation monétaire (en Mds)</b>			
<i>Masse monétaire</i>	2 346,0	2 751,9	3 203,7

Source : Commission de l'UEMOA

<sup>3</sup> Sauf indication contraire les données utilisées dans cette partie au niveau du secteur réel, des Finances publiques et de la dette publiques sont les dernières transmises officiellement à la Commission dans le cadre du Rapport d'exécution de la surveillance multilatérale

Pour ce qui est du solde global de la balance des paiements, il est ressorti excédentaire de 593,1 milliards en 2021, après 306,9 milliards en 2020 et la masse monétaire se consoliderait en se situant à 32,6% du PIB.

### 3.1.2. Perspectives 2022-2026

#### 3.1.2.1. Principales hypothèses

Les prévisions macroéconomiques 2022-2026 reposent sur les hypothèses suivantes :

- la consolidation des acquis du PAG 2016-2021 et le relèvement des chaînes de valeur ajoutée pour le développement du secteur de la transformation ;
- la poursuite des projets d'investissements publics dans l'agriculture, la construction, ainsi qu'au niveau du port de Cotonou;
- la mise en œuvre effective et efficace des réformes financières : (i) la bonne tenue du trafic portuaire, en lien avec l'ensemble des mesures en cours visant la modernisation de l'espace du port national ; ii) la poursuite de la promotion du tourisme et ses implications sur les activités des hôtels, restaurants, entreprises de transport, etc. ; (iii) l'élargissement de la base assurable et le développement des activités d'assurance en lien avec l'opérationnalisation de l'assurance maladie pour tous ; (iv) le dynamisme de l'activité commerciale en raison de l'évolution attendue dans les secteurs primaire et secondaire et ses effets induits sur les activités bancaires ; (v) la tendance robuste attendue dans le secteur des télécommunications, en lien avec une demande qui resterait vigoureuse ; (vi) l'augmentation des dépenses sociales, notamment à l'endroit des couches des plus défavorisées, etc.

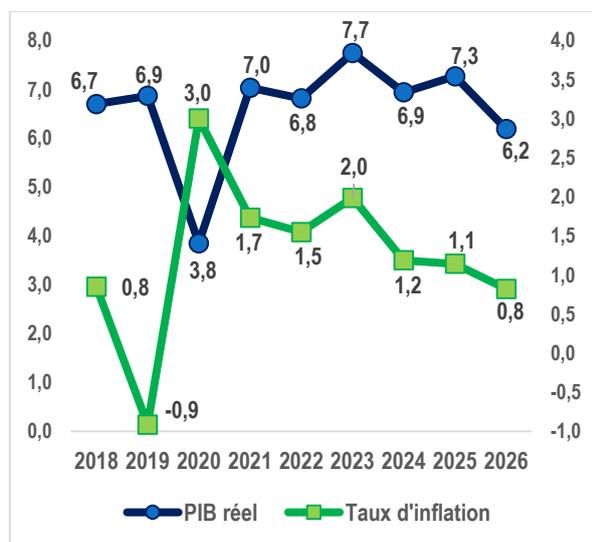
#### 3.1.2.2. Principaux résultats

##### 3.1.2.2.1. Secteur réel et prix

*Une croissance qui se renforcerait progressivement, sous l'impulsion de la poursuite des grands travaux publics et d'un secteur agricole dynamique*

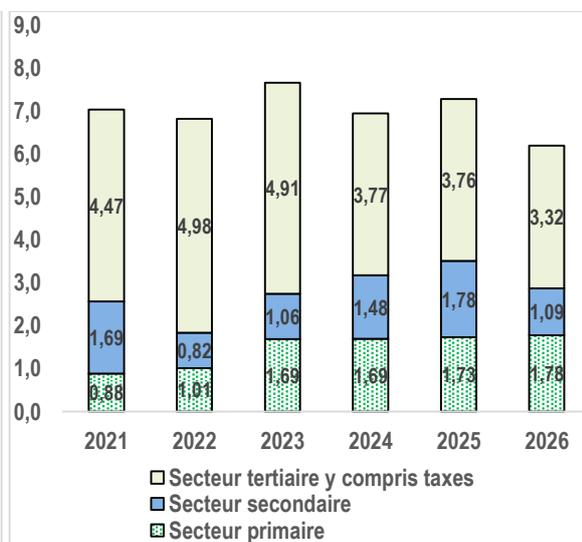
L'activité économique au Bénin se renforcerait en 2022, avec une croissance de 6,8%, après 7,0% en 2021, soit une révision à la hausse de 0,2 pp par rapport au cadrage de mai 2021, mais elle est en inférieure de 0,2 pp aux prévisions du pays reçues dans le cadre du RSM de décembre 2021. Cette croissance serait soutenue par tous les secteurs d'activité.

*Figure 13: Evolution de la croissance et du taux d'inflation au Bénin (en %)*



Source : Commission de l'UEMOA

*Figure 14: Contribution des secteurs à la croissance du Bénin (en points)*



Source : Commission de l'UEMOA

Sur le reste de la période sous revue, l'activité économique progresserait de 7,7% en 2023, de 6,9% en 2024 et respectivement de 7,3% et 6,2% en 2025 et 2026, grâce à la poursuite des grands travaux d'investissement public et à une tenue satisfaisante de la campagne agricole.

Comparativement aux prévisions élaborées par la Commission en mai 2021, la croissance est corrigée en hausse de 1,0 pp, en moyenne, au regard de la résilience dont a fait preuve le pays, mais également des orientations de politique économique des autorités. Toutefois, par rapport aux perspectives nationales, c'est une révision moyenne à la baisse de 1,3 pp qui a été effectuée, en raison des incertitudes qui pèsent, de manière globale, sur l'activité économique. L'inflation continuerait d'être maîtrisée, avec un taux moyen de 1,5% projeté sur la période 2022-2026.

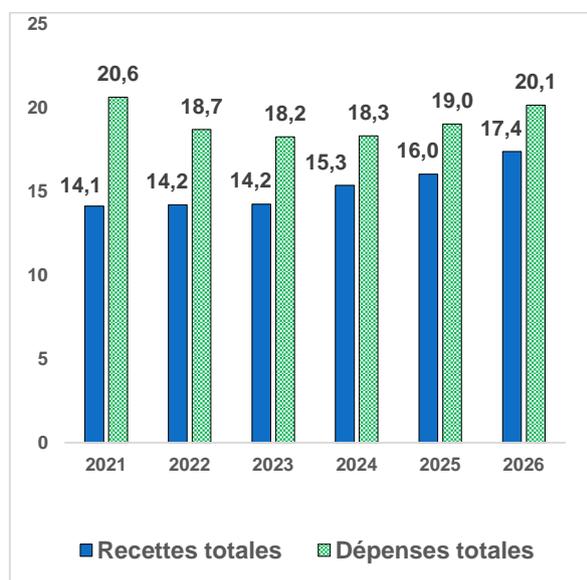
Du côté de la demande, la croissance serait portée par la consommation finale (+4,9%, en moyenne), particulièrement tirée par la consommation de l'administration publique (+9,4%), tandis que l'investissement (+9,7%, en moyenne) serait porté par ses composantes aussi bien publique (+13,1%) que privée (+7,9%).

### 3.1.2.2.2. Finances publiques et dette publique

**Un déficit public rapporté au PIB de 3,0% en 2024, impulsé par un recouvrement appréciable des recettes fiscales et une maîtrise des charges sur la période, et assorti d'un taux d'endettement moyen de 48,2%**

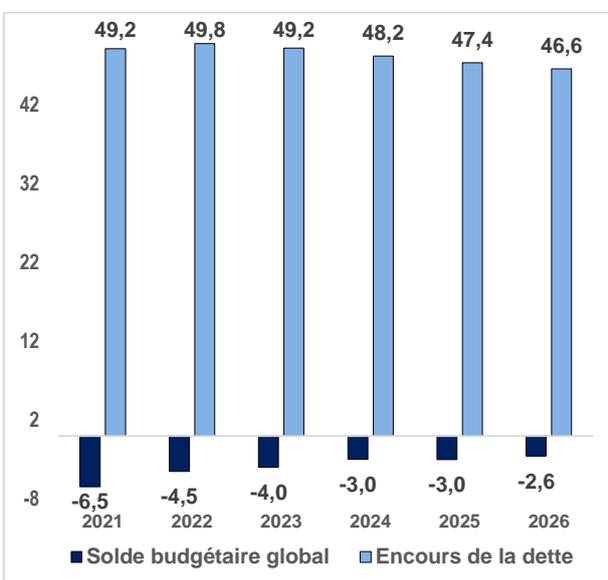
A la suite de la hausse de 7,4% enregistrée en 2021, les recettes totales du Bénin devraient progresser de 8,6% en 2022 pour s'établir à 14,1% du PIB, comme lors de l'année précédente. Cette situation s'expliquerait par un recouvrement plus important des recettes fiscales, atténué par la baisse projetée des dons.

*Figure 15: Agrégats des finances publiques (en % du PIB)*



Source : Commission de l'UEMOA

*Figure 16: Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB)*



Source : Commission de l'UEMOA

La mobilisation des recettes publiques se consoliderait sur la période 2022-2026, permettant ainsi aux recettes fiscales de passer à 11,3% du PIB en 2022, après 11,0% en 2021, pour atteindre 13,0% en 2025 et 14,1% en 2026. Sur la période 2022-2026, une maîtrise des charges devrait être observée. Ainsi, les dépenses totales diminueraient de 1,0% en 2022 principalement du fait du fléchissement des subventions (-5,1%) et des dépenses d'investissement (-2,1%). En moyenne, sur le reste de la période, les dépenses augmenteraient, en moyenne, de 8,7%. En conséquence, le déficit budgétaire serait de 4,6%

du PIB en 2022, ensuite de 3,9% en 2023, puis de 3,0% en 2024 et respectivement de 2,8% et 2,7% en 2025 et 2026. La dette publique, quant à elle, ressortirait à 49,8% du PIB en 2022 pour se situer à 49,2% en 2023 et 48,2% en 2024, et respectivement, à 47,4% et 46,6% en 2025 et 2026.

### 3.1.2.2.3. Balance des paiements et situation monétaire

*Un solde global de la balance des paiements qui resterait excédentaire sur toute la période et la masse monétaire qui se consoliderait avec un accroissement des créances sur les autres secteurs*

Le solde global de la balance des paiements continuerait de rester excédentaire sur la période 2022-2026, passant de 334,0 milliards en 2022 à 73,8 milliards en 2026.

Pour ce qui est du secteur monétaire, la masse monétaire poursuivrait sa consolidation en progressant, en moyenne, de 8,0% (30,2% du PIB), soutenue par l'augmentation des créances sur les autres secteurs (21,5% du PIB) accordées pour soutenir l'activité économique.

*Tableau 4: Agrégats de la BDP et de la monnaie du Bénin (en mds FCFA)*

Agrégats et Indicateurs	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
<b>Balance des paiements</b>							
Solde des transactions courantes (en mds)	-141,7	-444,2	-264,6	-354,4	-476,5	-553,7	-528,5
Solde des transactions courantes (en % du PIB)	-1,6	-4,5	-3,2	-3,5	-4,0	-4,1	-3,4
Solde global (en mds)	306,9	593,1	334,0	160,4	138,6	72,9	73,8
<b>Situation monétaire</b>							
Créance sur les autres secteurs (en mds)	1662,1	1 777,4	2371,2	2547,7	2687,9	2867,9	3062,4
Masse monétaire M2 (en mds)	2 751,9	3 203,7	3 311,0	3 434,9	3 766,3	4 141,0	4 405,7
Masse monétaire M2 (en % du PIB)	30,5	32,5	31,0	29,2	29,4	29,8	31,7

Source : Commission de l'UEMOA.

### 3.1.3. Risques et recommandations

Les risques qui entourent les prévisions sont relatifs à :

- l'incertitude autour de la fin de la pandémie et de ses éventuelles conséquences sur l'activité économique ;
- des conditions climatiques défavorables et une faiblesse de la demande mondiale de coton, pouvant compromettre les projections de la branche agriculture ;
- la non maîtrise des charges, notamment celles relatives aux intérêts sur la dette publique au regard de leur progression (+25,8%) observée en 2021 (soit, 20,5% des recettes fiscales).

Les autorités béninoises devraient ainsi prendre les dispositions en vue de :

- la poursuite de la mise en œuvre des plans de riposte sanitaire, économique et sociale à la crise sanitaire de la Covid-19 ;
- la poursuite des programmes de soutien à la production agricole ;
- la maîtrise des charges et une amélioration du niveau de recouvrement des recettes budgétaires, à travers l'élargissement de l'assiette fiscale, la modernisation de l'administration fiscale et douanière, la lutte contre la fraude et la corruption.

## 3.2. Burkina Faso

### 3.2.1. Evolution macroéconomique récente<sup>4</sup>

*Une forte accélération de la croissance, portée principalement par les secteurs secondaire et tertiaire et accompagnée d'un déficit budgétaire global assez élevé*

L'activité économique au Burkina Faso a évolué, en 2021, dans un contexte économique défavorable marqué par l'accentuation des menaces sécuritaires et la recrudescence de la pandémie de Covid-19. Néanmoins, la croissance économique s'est renforcée en se situant à 7,1%, contre 1,9% en 2020. Cette évolution de l'activité économique a été soutenue, entre autres, par le dynamisme des activités extractives (+14,3%), en particulier celles liées à la production d'or, et le regain des activités manufacturières (+9,1%). Du côté de la demande, les investissements et la consommation finale ont, dans une moindre mesure, porté cette croissance. L'inflation est, quant à elle, ressortie à 3,9%, contre 1,9% en 2020, en lien principalement avec la hausse observée au niveau de toutes les fonctions, à l'exception de la fonction « Transports ».

Au niveau des finances publiques, les recettes totales ont progressé de 7,9% pour représenter 19,4% du PIB, principalement grâce à la hausse des recettes fiscales (+16,0%, contre -3,0% en 2020) et à celle des dons (+4,3%). Les dépenses totales ont, quant à elles, augmenté de 7,0% pour s'établir à 24,6% du PIB, en lien avec de la hausse des dépenses courantes et des dépenses en capital. En somme, le déficit budgétaire global est ressorti à 5,1% en 2021, après 5,3% du PIB en 2020. Quant à l'encours de la dette, il s'est situé à 52,6% du PIB en 2021, contre 47,3% en 2020.

Concernant les échanges extérieurs, le solde global de la balance des paiements a affiché un excédent de 393,1 mds, après 476,0 mds en 2020, et la masse monétaire s'est consolidée en se situant à 52,5 du PIB après 47,5% l'année précédente.

*Tableau 5: Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2019-2021 du Burkina Faso*

	2019	2020	2021
<i>PIB nominal (en mds)</i>	9 369,2	10 065,3	10 762,2
<b>Croissance réelle (en %)</b>			
<i>Secteur primaire</i>	1,7	6,5	4,7
<i>Secteur secondaire</i>	2,3	8,1	11,1
<i>Secteur tertiaire</i>	8,8	-2,3	6,3
<b>PIB</b>	<b>5,7</b>	<b>1,9</b>	<b>7,1</b>
<b>Finances publiques et dette (en % du PIB)</b>			
<i>Recettes Fiscales</i>	15,1	13,6	14,8
<i>Solde global (en % du PIB)</i>	-3,4	-5,3	-5,1
<i>Encours de la dette</i>	42,2	47,3	52,6
<b>Balance des Paiements (en mds de FCFA)</b>			
<i>Solde global</i>	67,7	476,0	393,1
<b>Situation monétaire (en Mds)</b>			
<i>Masse monétaire</i>	4 056,4	4 779,2	5 653,3

Source : Commission de l'UEMOA

<sup>4</sup> Sauf indication contraire les données utilisées dans cette partie au niveau du secteur réel, des finances publiques et de la dette publique sont les dernières transmises officiellement à la Commission dans le cadre du Rapport d'exécution de la surveillance multilatérale

### 3.2.2. Perspectives 2022-2026

#### 3.2.2.1. Principales hypothèses

Les prévisions reposent, entre autres, sur les hypothèses suivantes :

- la poursuite et l'accélération des grands projets d'investissement public : travaux de construction de l'aéroport international de Donsin, des logements sociaux, et de l'autoroute Yamoussoukro – Ouagadougou ;
- le renforcement de la production minière : mise en exploitation et entrée en production des mines de Yimiougou (*Nord Gold Yimiougou*) et de Ouaré (*Ouare mining companing*) en 2021 et la reprise de la production de la mine de Netiana (*Netiana Mining Company*) ainsi que l'entrée en production de la mine de Bomboré (*Orezone Bombore SA*) en 2022 et de la mine de Batié (*Konkéra SA*) en 2023 ;
- l'augmentation de la production d'électricité : construction de onze (11) nouvelles centrales solaires photovoltaïques d'une puissance cumulée de 532,8 MW et des centrales thermiques de 200 MW en PPP.

#### 3.2.2.2. Principaux résultats

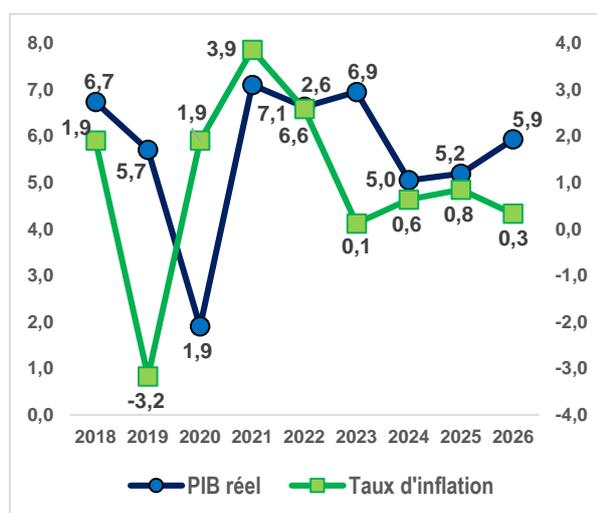
##### 3.2.2.2.1. Secteur réel et prix

*Une croissance qui se consoliderait davantage, revigorée par la production agricole et l'intensification des grands travaux publics*

La vigueur de l'activité économique du Burkina Faso observée en 2021 se poursuivrait en 2022, avec une croissance de 6,6%, soit une révision à la hausse de 0,9 pp par rapport au cadrage de mai 2021 et à la baisse de 0,2 pp, comparativement aux prévisions du pays. Cette correction à la hausse tient à la prise en compte de la résilience de l'économie, mais également à l'amélioration attendue de la production agricole. Néanmoins, leur baisse par rapport aux prévisions nationales s'explique par l'amplification des incertitudes autour de la fin de la pandémie, l'apaisement de la crise sécuritaire et le dérèglement climatique qui rend de plus en plus difficile toute visibilité sur la tenue de la production agricole.

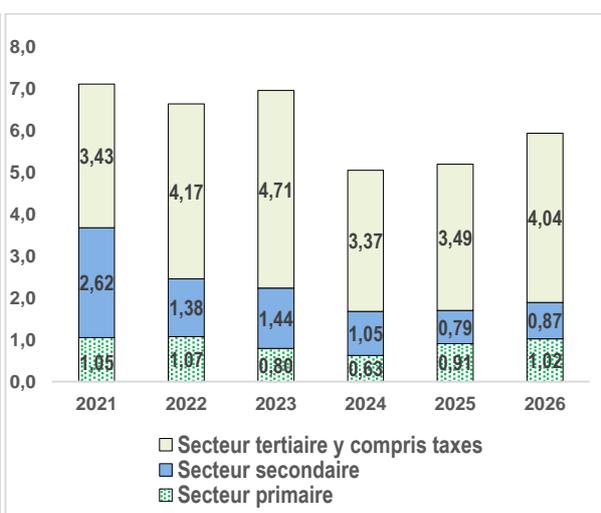
Sur le reste de la période, la croissance s'établirait à 6,9% en 2023, ensuite à 5,0% en 2024, puis 5,2% et 5,9% en 2025 et 2026, soit une révision moyenne à la baisse de 1,0 pp, par rapport aux dernières prévisions de la Commission et de 0,3 pp vis-à-vis des perspectives du pays.

*Figure 17: Evolution de la croissance et du taux d'inflation au Burkina Faso (en %)*



Source : Commission de l'UEMOA

*Figure 18: Contribution des secteurs à la croissance du Burkina Faso (en points)*



Source : Commission de l'UEMOA

Il est toutefois à relever que la croissance resterait dynamique, soutenue par les mesures de renforcement de la production agricole (structuration et organisation des filières, comme l'anacarde et le sésame, et mise à disposition à prix subventionné d'engrais minéraux et de semences améliorées).

Par ailleurs, l'activité économique bénéficierait de la poursuite et du démarrage de grands travaux de bitumage, d'entretien et de réhabilitation de routes, des travaux de construction de l'aéroport international de Donsin, de l'intensification des programmes de construction des logements sociaux et de la mise en œuvre des projets « Backbone national » et « G-Cloud ».

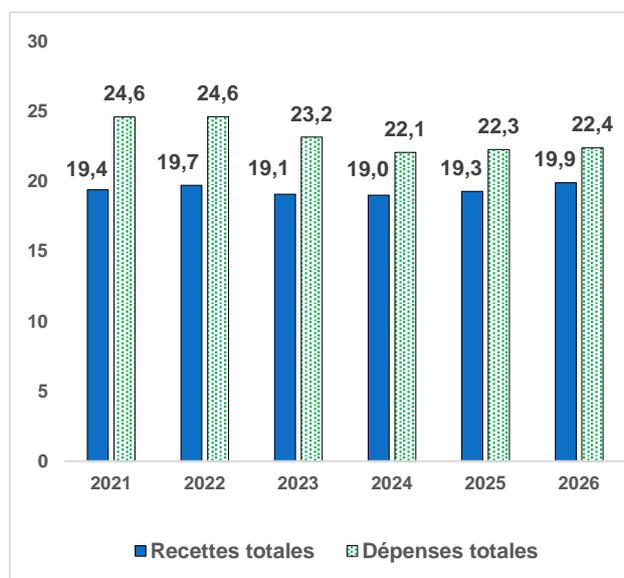
Du côté de la demande, l'amélioration du revenu des ménages, renforcé par la consommation finale (+5,3%, en moyenne) et l'investissement (+5,1%, en moyenne), porté par ses composantes aussi bien privée (+5,5%, en moyenne) que publique (+4,8%, en moyenne), tireraient principalement la croissance. L'inflation ressortirait, en moyenne, à 0,9% sur la période 2022-2026.

### 3.2.2.2. Finances publiques et dette publique

*Un déficit budgétaire rapporté au PIB de 3,0% en 2024, grâce à de bonnes performances dans la mobilisation des ressources et à une maîtrise des charges contribuant à porter le taux d'endettement moyen à 54,9%*

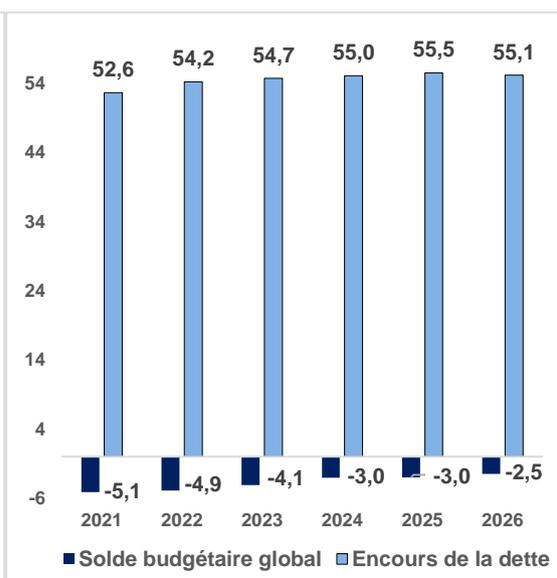
Une amélioration du recouvrement des ressources intérieures par les régies financières est attendue en 2022 ainsi que sur la période 2023-2026. Cette évolution favorable de la mobilisation des ressources serait en lien avec la poursuite du dynamisme de l'activité économique et la poursuite de la mise en œuvre des réformes, notamment l'élargissement de la modernisation des régies financières, le renforcement de la politique fiscale et la rationalisation des exonérations fiscales. Ainsi, les recettes fiscales devraient passer de 14,8% du PIB en 2022 à 16,6% en 2026. La mobilisation des dons resterait appréciable sur la période (1,9% du PIB, en moyenne) contribuant ainsi à porter les recettes totales à 19,4% du PIB, en moyenne, sur la période 2022-2026.

*Figure 19: Agrégats des finances publiques (en % du PIB)*



Source : Commission de l'UEMOA

*Figure 20: Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB)*



Source : Commission de l'UEMOA

S'agissant des dépenses, leur composante relative aux dépenses en capital devrait se consolider plus que celle consacrée aux charges que les réformes permettraient de maîtriser.

Ainsi, les dépenses totales devraient représenter 22,9% du PIB, en moyenne, sur la période sous revue. Le déficit budgétaire qui en résulterait serait de 4,9% du PIB en 2022 et se situerait ensuite à 4,1% en 2023, puis 3,0% en 2024 et 2025 et 2,5% en 2026. La dette publique, quant à elle, ressortirait à 54,2% du PIB en 2022, 54,7% en 2023, ensuite à 55,0% en 2024 puis à 55,5% et 55,1% respectivement en 2025 et 2026.

### 3.2.2.2.3. Balance des paiements et situation monétaire

*Un solde global de la balance des paiements qui resterait excédentaire sur toute la période et la masse monétaire se consoliderait avec un accroissement des créances sur les autres secteurs*

Le solde global de la balance des paiements devrait maintenir son excédent, comme au cours des années antérieures, sur toute la période 2022-2026. En effet, il serait de 206,2 milliards (1,6% du PIB), en moyenne.

Pour ce qui est du secteur monétaire, la masse monétaire poursuivrait sa consolidation en progressant, en moyenne, de 4,7% (47,2% du PIB), soutenue par l'augmentation des créances détenues par le secteur bancaire sur les autres secteurs (36,6% du PIB) pour soutenir l'activité économique.

*Tableau 6: Agrégats de la BDP et de la monnaie du Burkina Faso (en mds FCFA)*

Agrégats et Indicateurs	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
<b>Balance des paiements</b>							
Solde des transactions courantes (en mds)	-101,1	-544,6	-519,2	-628,0	-552,4	-567,4	-534,7
Solde des transactions courantes (en % du PIB)	-1,0	-5,1	-4,5	-5,1	-4,3	-4,2	-3,7
Solde global (en mds)	475,1	213,7	354,5	165,9	215,1	134,5	161,0
<b>Situation monétaire</b>							
Créance sur les autres secteurs (en mds)	3 188,5	3 553,9	3 894,0	4 284,6	4 720,7	5 207,4	5 694,0
Masse monétaire M2 (en mds)	4 779,2	5 653,3	5 854,2	5 980,7	6 077,9	6 393,6	6 709,3
Masse monétaire M2 (en % du PIB)	47,5	52,5	51,0	48,6	47,0	47,0	46,8

Source : Commission de l'UEMOA

### 3.2.3. Risques et recommandations

Les risques qui entourent les prévisions sont relatifs à :

- l'intensification des menaces sécuritaires, pesant de plus en plus sur les ressources publiques et les activités économiques ;
- des difficultés (financières et institutionnelles) dans la mise en œuvre du plan de relance économique ;
- les conséquences du bouleversement constitutionnel dans la mise en œuvre de certains grands projets structurants financés en partie par l'extérieur ;
- le rythme de progression de la masse salariale qui atteindrait 48,9% des recettes fiscales, en moyenne, sur la période 2022-2026.

Les autorités burkinabè devraient prendre les dispositions en vue de poursuivre :

- les efforts visant à assurer un environnement sécuritaire propice au développement des activités ;
- la mise en œuvre des plans de riposte sanitaire, économique et sociale à la crise sanitaire de la Covid-19 ;

- les réformes sur la maîtrise de la masse salariale.

### 3.3. Côte d'Ivoire

#### 3.3.1. Evolution macroéconomique récente<sup>5</sup>

*Une accélération de la croissance en 2021, portée par les secteurs secondaire et tertiaire et accompagnée d'un déficit budgétaire élevé, comme en 2020*

L'activité économique a repris son rythme de progression d'avant crise, ressortant à 6,5% en 2021, après 2,0% en 2020, principalement grâce au dynamisme des secteurs secondaire (+11,2%) et tertiaire (+6,9%). Concernant le secteur primaire, il a enregistré une évolution moindre avec un taux de croissance de 1,3%, en lien avec la baisse de la production de l'agriculture d'exportation (-1,4%). Du côté de la demande, la croissance a été principalement portée par les investissements (+10,2%). L'inflation est, quant à elle, ressortie à 4,2%, contre 2,4% en 2020.

Au niveau des finances publiques, les recettes totales ont progressé de 8,0% pour représenter 14,9% du PIB, principalement grâce aux performances dans le recouvrement des recettes fiscales (+9,7%) et la mobilisation des dons (+26,3%). Les dépenses totales ont, quant à elles, augmenté de 8,5% pour se situer à 20,5% du PIB, en lien avec la forte progression aussi bien des charges (+6,8%) que celles des dépenses en capital (+13,4%). En conséquence, le déficit budgétaire est ressorti à 5,6% du PIB, comme en 2020. Quant à l'encours de la dette, il se situerait à 51,1% du PIB, contre 47,6% en 2020, soit une progression de 3,5 pp.

Pour ce qui est du solde global de la balance des paiements, il s'est amélioré en ressortant excédentaire de 630,7 mds, contre un excédent de 607,0 mds un an auparavant et la masse monétaire s'est davantage consolidée, ressortant à 40,2% du PIB, après 36,9% en 2020.

*Tableau 7: Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2019-2021 de la Côte d'Ivoire*

	2019	2020	2021
<i>PIB nominal (en mds)</i>	34 298,9	35 311,4	38 439,2
<b>Croissance réelle (en %)</b>			
<i>Secteur primaire</i>	5,3	2,2	1,3
<i>Secteur secondaire</i>	11,5	1,9	7,4
<i>Secteur tertiaire y compris taxes</i>	4,8	1,9	7,5
<b>PIB</b>	<b>6,2</b>	<b>2,0</b>	<b>6,5</b>
<b>Finances publiques et Dette (en % du PIB)</b>			
<i>Recettes Fiscales</i>	12,3	12,3	12,4
<i>Solde global (en % du PIB)</i>	-2,3	-5,6	-5,6
<i>Encours de la dette</i>	38,8	47,1	51,1
<b>Balance des Paiements (en mds de FCFA)</b>			
<i>Solde global</i>	477,7	607,0	630,7
<b>Situation monétaire (en Mds)</b>			
<i>Masse monétaire</i>	10 770,1	13 042,6	15 435,3

Source : Commission de l'UEMOA

<sup>5</sup> Sauf indication contraire les données utilisées dans cette partie au niveau du secteur réel, des Finances publiques et de la dette publiques sont les dernières transmises officiellement à la Commission dans le cadre du Rapport d'exécution de la surveillance multilatérale.

### 3.3.2. Perspectives 2022-2026

#### 3.3.2.1. Principales hypothèses

Les prévisions reposent sur les hypothèses suivantes :

- la bonne dynamique de la production agricole : la poursuite des investissements dans le secteur agricole (PNIA 2<sup>6</sup>) et de la redynamisation des organisations professionnelles dans les différents secteurs ;
- la poursuite de la mise en œuvre de l'agenda de réformes administratives et financières « 2020-2022 » : dématérialisation des services administratifs, agenda des réformes « Doing Business » 2020-2022 ;
- la poursuite de la mise en œuvre des projets structurants : aménagement et bitumage de l'autoroute Yamoussoukro-Bouaké, Construction d'un pont à haubans sur la baie de Cocody, construction de routes et d'échangeurs dans le cadre du projet de transport urbain d'Abidjan, barrage de Gribo Popoli, quatrième (4<sup>ème</sup>) pont d'Abidjan, nouvelles centrales thermiques d'Azito et de Ciprel, etc. ;
- la création d'infrastructures sportives et l'organisation de l'édition 2023 de la Coupe d'Afrique des Nations de football (CAN 2023).

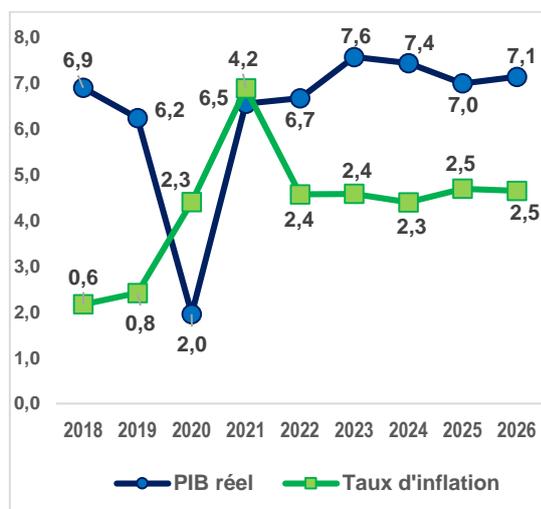
#### 3.3.2.2. Principaux résultats

##### 3.3.2.2.1. Secteur réel et inflation

*Une croissance vigoureuse, grâce à la poursuite et à l'accélération des grands travaux d'infrastructures publiques, combinée à une consolidation progressive du déficit budgétaire global*

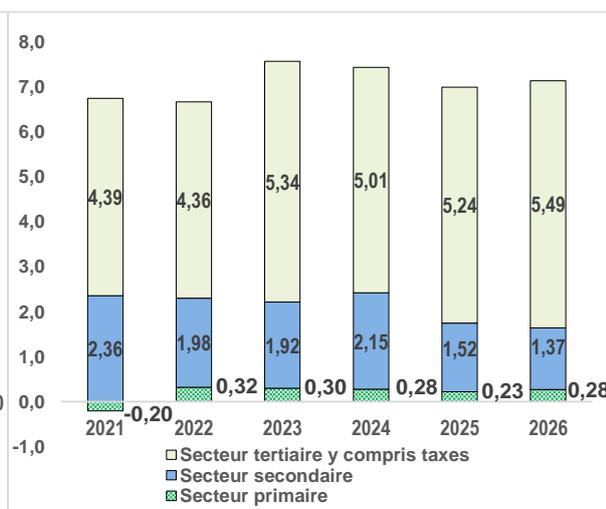
La Côte d'Ivoire devrait renouer avec l'évolution appréciable de sa croissance économique d'avant la crise sanitaire. En effet, la croissance s'établirait d'abord à 6,7% en 2022, ensuite à 7,6% en 2023, puis à 7,4% en 2024 et respectivement à 7,0% à 7,1% en 2025 et 2026. Par rapport au cadrage macroéconomique de mai 2021, la croissance de 2022 est revue en baisse de 0,6 pp, suite, entre autres, aux incertitudes alimentées par la nouvelle vague de la pandémie apparue en décembre 2021 et aux perturbations que pourraient entraîner la crise malienne et, plus largement, la crise sécuritaire dans la région.

*Figure 21: Evolution de la croissance et du taux d'inflation en Côte d'Ivoire (en %)*



Source : Commission de l'UEMOA

*Figure 22: Contribution des secteurs à la croissance de la Côte d'Ivoire (en points)*



Source : Commission de l'UEMOA

<sup>6</sup> Programme national d'investissement agricole.

Cette croissance est également en dessous des prévisions nationales de 0,4 pp. Pour les autres années de la période sous revue, les corrections de la croissance sont supérieures, en moyenne, de 0,8 pp par rapport au dernier cadrage de la Commission, mais inférieures de 0,8 pp comparativement aux perspectives nationales. Il faut tout de même relever que la croissance serait dynamique, en lien avec les grands travaux d'infrastructures inscrits dans le programme des autorités et l'organisation d'un certain nombre de grands événements dont la CAN 2023. Le secteur primaire se renforcerait également avec le développement de certaines spéculations de l'agriculture dont la noix de cajou. L'inflation continuerait d'être maîtrisée, avec un taux moyen de 2,4% sur la période.

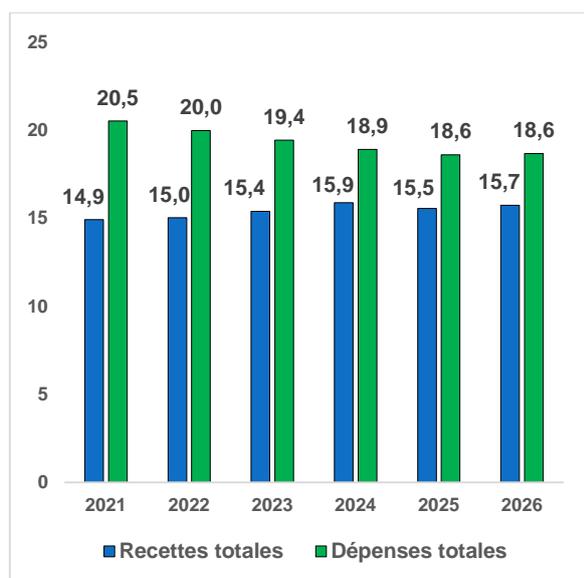
Du côté de la demande, la consommation finale (+6,8%, en moyenne) et l'investissement (+12,1%, en moyenne) contribueraient à porter la croissance sur la période 2022-2026.

### 3.3.2.2. Finances publiques et dette publique

*Un effort constant dans la mobilisation des ressources et la maîtrise des charges qui conduiraient le déficit budgétaire global à 3,0 % du PIB à partir de 2024, avec un taux d'endettement moyen de 50,5%*

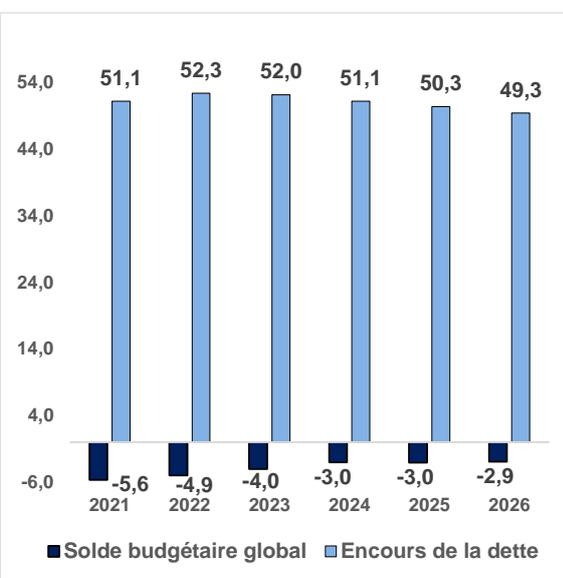
Le recouvrement des recettes en 2022 devrait s'améliorer grâce, entre autres, aux réformes entreprises dans les régies financières et la vigueur attendue de l'activité économique. En effet, les recettes totales progresseraient de 9,0% cette année pour représenter 15,0% du PIB, notamment en raison de la hausse de 8,4% des recettes fiscales et celle de 20,8% des dons. Quant aux dépenses, elles continueraient d'être exécutées, en 2022, pour soutenir les secteurs touchés par la crise sanitaire, mais aussi concrétiser les projets d'investissement public. Ainsi, les dépenses totales augmenteraient de 5,1% pour s'établir à 20,0% du PIB, en lien avec la baisse attendue des charges (-2,7%) et la hausse des dépenses d'investissement (+25,2%). Sur le reste de la période sous-revue, les recettes augmenteraient, en moyenne, de 9,7% pour s'établir à 15,6% du PIB, tandis que les dépenses progresseraient de 6,6% pour atteindre 18,9% du PIB. En somme, le déficit budgétaire serait de 4,9% du PIB en 2022, puis de 4,0% en 2023, ensuite de 3,0% en 2024 et en 2025 et de 2,9% 2026. La dette publique, quant à elle, ressortirait à 52,3% du PIB en 2022, 52,0% en 2023, 51,1% en 2024 et respectivement de 50,3% et 49,3% en 2025 et 2026.

*Figure 23: Agrégats des finances publiques (en % du PIB)*



Source : Commission de l'UEMOA

*Figure 24: Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB)*



Source : Commission de l'UEMOA

### 3.3.2.2.3. Balance des paiements et situation monétaire

*Un solde global de la balance des paiements qui resterait excédentaire sur toute la période et la masse monétaire se consoliderait avec un accroissement des créances sur les autres secteurs*

En 2022, un excédent de 1483,0 milliards serait attendu au niveau du solde global de la balance des paiements, après 630,7 milliards en 2021. En moyenne, sur la période 2023-2026, un excédent de 932,9 milliards (+1,9% du PIB) devrait être observé.

Pour ce qui est du secteur monétaire, la masse monétaire poursuivrait sa consolidation en progressant, en moyenne, de 4,6% (35,7% du PIB), soutenue par l'augmentation des créances sur les autres secteurs (34,3% du PIB) accordées par le secteur bancaire pour soutenir l'activité économique.

*Tableau 8: Agrégats de la BDP et de la monnaie de la Côte d'Ivoire (en mds FCFA)*

Agrégats et Indicateurs	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
<b>Balance des paiements</b>							
Solde des transactions courantes (en mds)	-1 191,8	-1 456,1	-1 165,7	-1 297,9	-1 243,4	-1 977,0	-1 702,1
Solde des transactions courantes (en % du PIB)	-3,4	-3,9	-2,8	-2,9	-2,5	-3,7	-3,0
Solde global (en mds)	607,0	630,7	1 483,0	1 215,2	1 140,5	740,1	784,5
<b>Situation monétaire</b>							
Créance sur les autres secteurs (en mds)	8 131,7	9 139,3	12 286,4	14 061,3	16 527,1	19 768,5	23 032,3
Masse monétaire M2 (en mds)	13 042,6	15 435,3	16 071,7	16 831,7	17 331,7	17 848,1	19 271,1
Masse monétaire M2 (en % du PIB)	36,9	40,2	38,7	37,3	35,4	33,7	33,6

Source : Commission de l'UEMOA

### 3.3.3. Risques et recommandations

Les perspectives de croissance de la Côte d'Ivoire restent fragiles au regard des risques relatifs à :

- l'aboutissement effectif, et dans les délais, des grands projets d'investissement public et leur efficacité ;
- la bonne tenue des cours internationaux des principaux produits agricoles d'exportation, à savoir le cacao, le caoutchouc, le café, l'anacarde, etc. ;
- la faible performance des régies financières dans l'atteinte des objectifs de recouvrement des recettes, au regard de la déconnexion apparente et persistante des recettes fiscales de l'évolution de l'activité économique ;

En conséquence, en Côte d'Ivoire, des dispositions devraient être prises en vue de poursuivre :

- les actions pour réaliser, dans les délais, les grands travaux et veiller à la mise en œuvre efficace des plans de riposte sanitaire, économique et sociale à la crise sanitaire de la Covid-19 ;
- les actions du gouvernement visant à soutenir les producteurs et à rationaliser les productions agricoles ;

- l'amélioration du niveau de recouvrement des recettes budgétaires, à travers l'élargissement de l'assiette fiscale, la modernisation de l'administration fiscale et douanière, la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales ainsi que la corruption.

### 3.4. Guinée Bissau

#### 3.4.1. Evolution macroéconomique récente<sup>7</sup>

*Une accélération de l'activité économique soutenue par les secteurs primaire et tertiaire et un taux d'endettement qui resterait au-dessus de 70% du PIB*

La croissance économique a enregistré un rebond, en 2021, se situant à 6,3%, contre 1,5% en 2020. Cette accélération de l'activité économique est notamment en lien avec le dynamisme de la production de la noix cajou (+ 9,0%) et de la production vivrière (+ 6,0%), des branches des transports (+4,7%) et du commerce (+11,5%) et de la progression de tous les sous-secteurs du secondaire. Du côté de la demande, la consommation finale (+6,1%) a principalement contribué à cette croissance. L'inflation est ressortie à 3,3%, contre 1,5% en 2020.

Au niveau des finances publiques, les recettes totales ont augmenté de 18,4%, représentant ainsi 15,8% du PIB, contre 14,6% en 2020, en relation avec les performances dans le recouvrement des recettes fiscales (+38,0%) et la mobilisation des dons (+15,1%). Pour ce qui est des dépenses totales, elles ont progressé de 2,6% pour se situer à 22,4% du PIB, tirées par les dépenses courantes (+ 6,2%), tandis que les dépenses d'investissement se sont repliées de 5,0% du fait de la diminution des dons-projets. Le déficit budgétaire est ainsi ressorti à 6,5% du PIB, contre 9,3% en 2020. Quant à l'encours de la dette, il s'est situé à 73,1%, soit une progression de 3,2 pp.

Au niveau de la situation extérieure, le solde global de la balance des paiements a affiché un excédent de 24,1 milliards, après 52,5 milliards en 2020 et la masse monétaire s'est consolidée en augmentant de 7,6% pour représenter 42,8% du PIB, contre 43,4% l'année précédente.

*Tableau 9: Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2019-2021 de la Guinée Bissau*

	2019	2020	2021
<i>PIB nominal (en mds)</i>	885,1	919,1	1 005,0
<b>Croissance réelle (en %)</b>			
<i>Secteur primaire</i>	5,3	3,2	6,3
<i>Secteur secondaire</i>	-0,1	1,4	6,8
<i>Secteur tertiaire y compris taxes</i>	5,2	0,4	6,2
<b>PIB</b>	<b>4,5</b>	<b>1,5</b>	<b>6,3</b>
<b>Finances publiques et dette (en % du PIB)</b>			
<i>Recettes Fiscales</i>	8,9	7,4	9,3
<i>Solde global (en % du PIB)</i>	-3,6	-9,3	-6,6
<i>Encours de la dette</i>	61,1	69,9	73,1
<b>Balance des Paiements (en mds de FCFA)</b>			
<i>Solde global</i>	-15,3	52,5	24,1
<b>Situation monétaire (en Mds)</b>			
<i>Masse monétaire</i>	366,0	399,2	429,7

Source : Commission de l'UEMOA.

<sup>7</sup> Sauf indication contraire les données utilisées dans cette partie au niveau du secteur réel, des Finances publiques et de la dette publiques sont les dernières transmises officiellement à la Commission dans le cadre du Rapport d'exécution de la surveillance multilatérale

### 3.4.1.1. Perspectives 2022-2026

### 3.4.1.2. Principales hypothèses

Les prévisions reposent sur les hypothèses suivantes :

- la bonne tenue de la production de noix de cajou ;
- la mise en œuvre efficace du programme « Terra Ranka », défini pour la période 2015-2025 ;
- la poursuite de la réhabilitation des infrastructures de base, notamment les travaux de réhabilitation des voiries de Bissau, le projet de construction de la deuxième (2<sup>ème</sup>) sortie de Bissau et la mise en œuvre de certains projets prévus dans le Plan National de développement (2020-2023);
- le renforcement de la production locale de riz, avec l'appui des partenaires, notamment la BOAD, le FIDA et l'UEMOA, dans le cadre du PNIA.

### 3.4.1.3. Principaux résultats

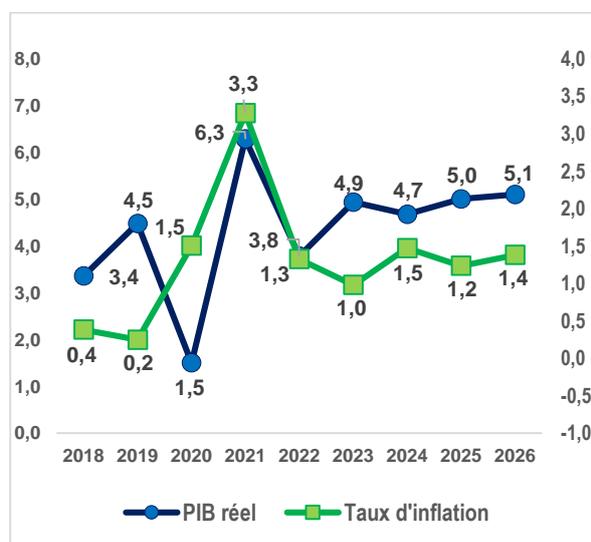
#### 3.4.1.3.1. Secteur réel et prix

*Le retour à un rythme modéré de la croissance à moyen terme, soutenue par la mise en œuvre du plan national de développement*

L'activité économique devrait revenir à sa trajectoire d'avant crise, grâce, entre autres, à une production satisfaisante de la noix de cajou attendue sur la période. La croissance économique se situerait à 3,8% en 2022, soit au-dessus des prévisions nationales de 0,2 pp. La correction à la baisse de la croissance de 2022 s'expliquerait par le contexte sanitaire qui reste toujours peu favorable à la bonne tenue des activités. Néanmoins, par rapport aux prévisions nationales, il est fait l'hypothèse que les projets de réhabilitation des infrastructures et des routes annoncés par le pays devraient apporter un surplus d'activité, notamment au niveau de la branche « construction ».

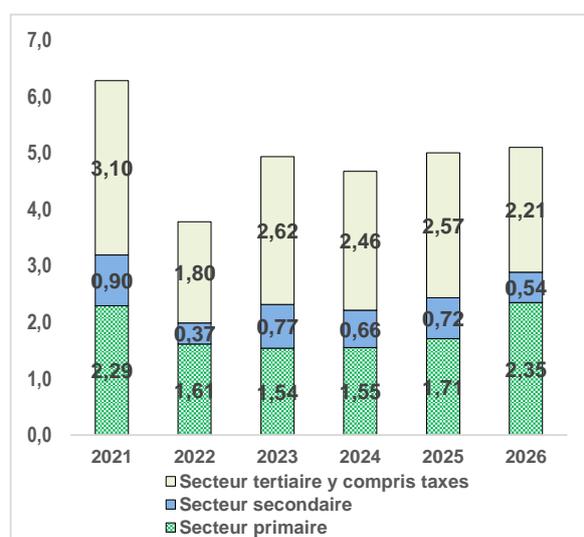
Sur le reste de la période, la croissance se situerait ainsi à 4,9% en 2023, à 4,7% en 2024 et à 5,0% et 5,1%, respectivement en 2025 et 2026, soit une révision moyenne à la baisse de 0,1 pp par rapport au cadrage de mai 2021 et à la hausse de 1,4 pp, comparativement aux perspectives du pays. L'inflation continuerait d'être maîtrisée, avec un taux moyen de 1,3% sur la période 2022-2026.

*Figure 25: Evolution de la croissance et du taux d'inflation en Guinée-Bissau (en %)*



Source : Commission de l'UEMOA

*Figure 26: Contribution des secteurs à la croissance de la Guinée-Bissau (en points)*



Source : Commission de l'UEMOA

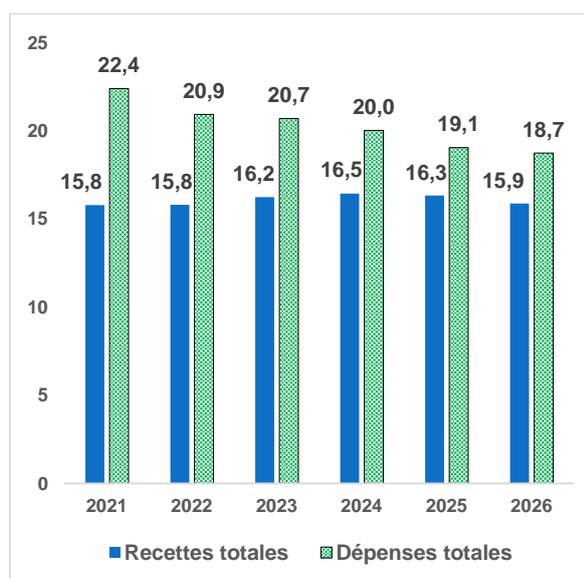
Du côté de la demande, sur la période 2022-2026, la croissance serait portée, en grande partie, par la consommation finale (+4,7%, en moyenne) et, dans une moindre mesure, par l'investissement (+3,6%, en moyenne).

### 3.4.1.3.2. Finances publiques et dette publique

*Une consolidation budgétaire qui ne devrait aboutir qu'à partir de 2025, avec un taux d'endettement moyen de 73,1%*

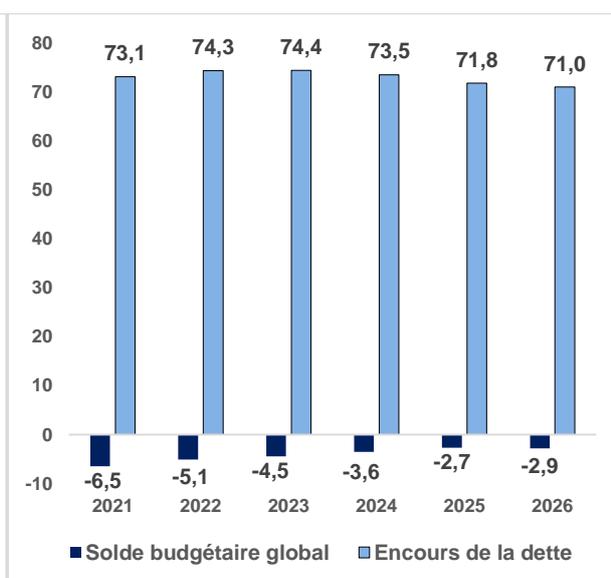
La mobilisation des recettes devrait se renforcer, grâce aux réformes entreprises par les autorités au niveau des régies financières. En effet, il serait attendu, en 2022, une hausse des recettes totales de 4,5%, puis de 9,3% en 2023 et des hausses respectives de 7,6% et 5,5% en 2024 et 2025. Cette évolution favorable du recouvrement des ressources résulterait des performances au niveau des recettes fiscales qui se situeraient à 10,1% du PIB en 2022, après 9,4% en 2021 et, en moyenne, à 10,8% sur la période 2023-2026. Toutefois, le rythme de progression des dépenses ne permettrait pas l'atteinte d'un déficit d'au plus 3,0% du PIB avant 2025. Les dépenses totales ressortiraient, en moyenne, à 19,9% du PIB sur la période sous revue, en lien avec l'accélération de la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND), les charges salariales ainsi que les intérêts sur la dette. En somme, le déficit budgétaire global qui en résulterait serait de 5,1% du PIB en 2022, puis de 4,5% en 2023, avant de se situer à 3,6% en 2024 et respectivement à 2,8% et 2,9% en 2025 et 2026. La dette publique, quant à elle, ressortirait à 74,3% du PIB en 2022, 74,4% en 2023 et 73,5% en 2024, puis à 71,9% et 71,0% en 2025 et 2026.

*Figure 27: Agrégats des finances publiques (en % du PIB)*



Source : Commission de l'UEMOA

*Figure 28: Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB)*



Source : Commission de l'UEMOA

### 3.4.1.3.3. Balance des paiements et situation monétaire

*Un solde global de la balance des paiements qui resterait excédentaire durant toute la période et la masse monétaire se consoliderait avec un accroissement des créances sur les autres secteurs*

Le solde global de la balance des paiements afficherait un excédent de 40,1 milliards en 2022. Il devrait, par la suite, continuer d'être positif, avec un montant moyen de 39,8 milliards sur la période 2023-2026.

Le secteur monétaire devrait, quant à lui, enregistrer une hausse de la masse monétaire (+8,3%, en moyenne, sur la période pour un ratio d'environ 45,6% du PIB), accompagnée d'une dynamique favorable des créances sur les autres secteurs (+6,7%, pour 25,0% du PIB, en moyenne), dans le cadre du soutien aux activités économiques.

*Tableau 10: Agrégats de la BDP et de la monnaie de la Guinée Bissau (en mds FCFA)*

<b>Agrégats et Indicateurs</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>	<b>2026</b>
<b>Balance des paiements</b>							
Solde des transactions courantes (en mds)	-70,5	-38,6	-11,1	-7,0	-10,8	-8,7	-7,5
Solde des transactions courantes (en % du PIB)	-7,9	-4,1	-1,0	-0,6	-0,9	-0,7	-0,6
Solde global (en mds)	52,5	24,1	40,7	36,0	42,5	41,1	39,7
<b>Situation monétaire</b>							
Créance sur les autres secteurs (en mds)	147,1	157,9	198,2	221,8	239,9	259,6	281,0
Masse monétaire M2 (en mds)	399,2	429,7	462,9	503,6	547,1	594,2	640,5
Masse monétaire M2 (en % du PIB)	43,4	42,8	43,6	44,6	45,6	46,6	47,6

Source : Commission de l'UEMOA

#### **3.4.1.4. Risques et recommandations**

Les risques qui entourent les prévisions sont relatifs à :

- la mise en œuvre effective et efficace du PND pour soutenir la croissance du pays ;
- la baisse des cours internationaux de la noix de cajou qui pourrait atténuer les performances de la branche agriculture et réduire les revenus des producteurs ;
- la contreperformance des régies financières dans la mobilisation de ressources conséquentes pour faire face aux charges, dont la masse salariale et les intérêts sur la dette, et dégager de l'espace budgétaire pour l'investissement.

Ainsi, en Guinée-Bissau, des dispositions devraient être prises en vue de poursuivre :

- la mise en œuvre effective et efficace du PND ;
- renforcer les actions en faveur de la diversification de l'économie ;
- l'amélioration du niveau de recouvrement des recettes budgétaires, à travers l'élargissement de l'assiette fiscale, la modernisation de l'administration fiscale et douanière, la lutte contre la fraude et la corruption ;
- les actions visant à maîtriser, voire réduire le taux d'endettement du pays ;
- la maîtrise de la masse salariale et de l'endettement.

### **3.5. Mali**

#### **3.5.1. Evolution macroéconomique récente**

*Une reprise de la croissance, après le fléchissement de 2020, portée par les secteurs primaire et tertiaire et accompagnée d'une légère détérioration du déficit public*

Après avoir reculé de 1,2% en 2020, l'activité économique au Mali a fortement repris pour se situer à 5,2% en 2021, grâce à une amélioration de la production agricole, en lien avec la production cotonnière (800.000 tonnes en 2021, après une chute de 77,7% en 2020), la mise en œuvre de la loi d'orientation agricole, une bonne pluviosité et une relance des branches du secteur des services. Les secteurs primaire et tertiaire ont ainsi progressé, respectivement de 9,1% et 4,6%. Toutefois, la crise institutionnelle s'est accentuée et les conséquences de la crise sécuritaire se sont intensifiées dans le pays au cours de l'année. Du côté de la demande, la hausse des investissements (+4,7%) et celle de la consommation finale (+3,3%) ont principalement contribué à l'augmentation de cette croissance. L'inflation est ressortie à 3,8%, contre 0,5% en 2020.

Concernant les finances publiques, une performance a été enregistrée dans la mobilisation des recettes totales qui sont ressorties en hausse de 22,2%, après la chute de 7,6% observée

en 2020, situant leur ratio au PIB à 23,4%, contre 20,6% un an auparavant. Cette augmentation des ressources résulte de toutes les composantes que sont les recettes fiscales (+3,8%, contre 0,4% en 2020, pour un taux de pression fiscale de 15% du PIB), les recettes non fiscales (+94,2%, contre -0,5% en 2020, pour un ratio au PIB de 1,2%) et les dons (+95,5%, contre -40,7% en 2020, soit un ratio de 2,0% du PIB). Quant aux dépenses totales, elles ont progressé de 19,3% pour s'établir à 28,9% du PIB, en lien principalement avec la hausse des dépenses en capital (+41,4%) et celle des charges (+10,0%). Le déficit budgétaire est ainsi ressorti à -5,6% du PIB, contre -5,5% du PIB en 2020. Quant à l'encours de la dette publique, il s'est situé à 49,6%, contre 47,3% en 2020, soit une progression de 2,3 points de pourcentage.

Pour ce qui est des échanges extérieurs, le solde global de la balance des paiements est ressorti excédentaire de 78,3 milliards, après 450,8 milliards en 2020 et la masse monétaire s'est consolidée en ressortant à 39,5% du PIB, contre 36,4% un an avant.

*Tableau 11: Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2019-2021 du Mali*

	2019	2020	2021
<i>PIB nominal (en mds)</i>	10 124,7	10 052,8	10 837,3
<b>Croissance réelle (en %)</b>			
<i>Secteur primaire</i>	4,0	-4,3	9,1
<i>Secteur secondaire</i>	3,7	-0,1	-0,1
<i>Secteur tertiaire y compris taxes</i>	5,6	0,3	4,6
<b>PIB</b>	<b>4,8</b>	<b>-1,2</b>	<b>5,2</b>
<b>Finances publiques et dette (en % du PIB)</b>			
<i>Recettes Fiscales</i>	15,4	15,6	15,0
<i>Solde global (en % du PIB)</i>	-1,7	-5,5	-5,6
<i>Encours de la dette</i>	40,6	47,3	49,6
<b>Balance des Paiements (en mds de FCFA)</b>			
<i>Solde global</i>	264,2	450,8	78,3
<b>Situation monétaire (en Mds)</b>			
<i>Masse monétaire</i>	2 991,8	3 657,1	4 281,5

Source : Commission de l'UEMOA.

### 3.5.2. Perspectives 2022-2026

#### 3.5.2.1. Principales hypothèses

Les prévisions reposent principalement sur les hypothèses suivantes :

- l'application de l'accord pour la paix et la réconciliation ainsi que le renforcement de la sécurisation des personnes et de leurs biens sur toute l'étendue du territoire ;
- la mise en œuvre efficace du nouveau Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD 2019-2023) ;
- le développement des infrastructures : quatrième (4<sup>ème</sup>) pont de Bamako, tronçon Bourem-Kidal-Frontière Algérie, Zantiébougou-Kolondiéba-Frontière Côte d'Ivoire, et reprise des travaux de construction du barrage de Taoussa.

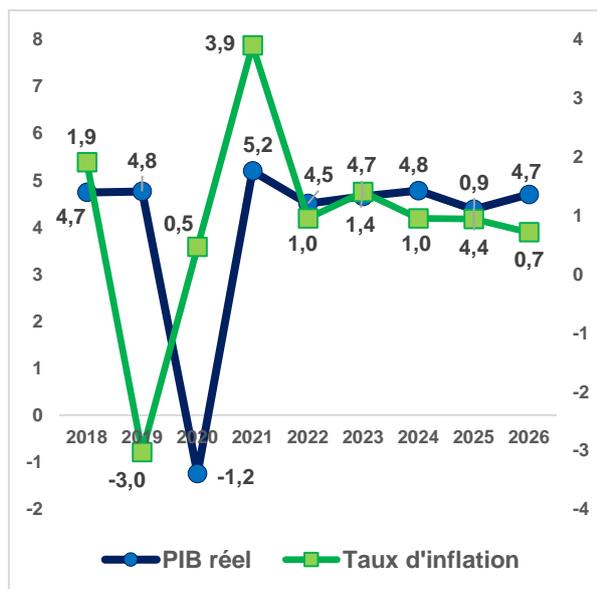
#### 3.5.2.2. Résultats

##### 3.5.2.2.1. Secteur réel et prix

*Des perspectives soumises à de multiples incertitudes, mais avec une croissance qui resterait dynamique, grâce principalement au secteur primaire*

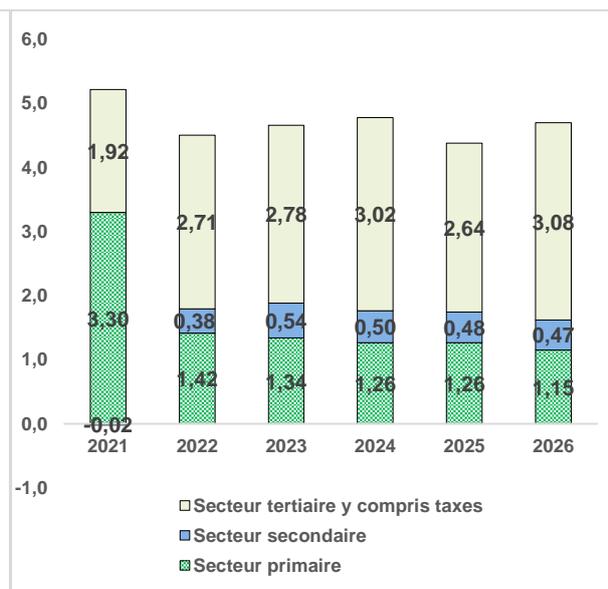
En 2022, l'activité économique malienne se tiendrait dans un contexte moins favorable que celui de 2021. En effet, le pays continuerait d'être confronté à la triple crise qu'il traverse depuis 2020, à la fois sur les plans sanitaire, sécuritaire et institutionnel.

**Figure 29: Evolution de la croissance et du taux d'inflation au Mali (en %)**



Source : Commission de l'UEMOA

**Figure 30: Contribution des secteurs à la croissance du Mali (en points)**



Source : Commission de l'UEMOA

Ainsi, la croissance devrait ressortir à 4,5%, soit une révision à la baisse de 1 pp par rapport au cadrage de la Commission de mai 2021 et de 0,8 pp par rapport aux prévisions du pays. Cette révision s'explique par l'incertitude autour de la fin des crises précitées et, notamment, par leur impact réel sur l'activité économique du pays. Néanmoins, la croissance demeure appréciable au regard de son évolution récente. Elle serait principalement portée par le secteur primaire qui devrait bénéficier d'une pluviosité globalement satisfaisante, après la mauvaise campagne agricole enregistrée en 2021. Pour les autres années de la période sous revue, la croissance ressortirait à 4,7% en 2023, à 4,8% en 2024 et respectivement à 4,4% et 4,7% en 2025 et 2026, soit une correction à la baisse de 1,1 pp par rapport aux perspectives de mai 2021 de la Commission et de 0,5 pp comparativement à celles du pays.

Du côté de la demande, sur la période 2022-2026, la croissance serait portée par la consommation finale (+4,1% en moyenne). L'inflation est attendue, en moyenne, à 1,1% sur la période 2022-2026.

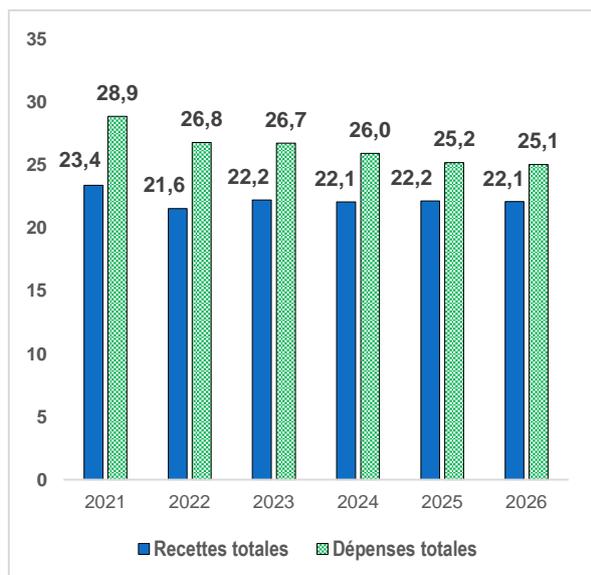
### 3.5.2.2.2. Finances publiques et dette publique

**Une consolidation budgétaire attendue en 2025 grâce à la poursuite des efforts de mobilisation des ressources et de rationalisation des charges se traduisant par un taux d'endettement moyen de 54,9%**

Les recettes totales devraient fléchir de 2,6% en 2022 pour représenter 21,6% du PIB, suite principalement à une baisse attendue au niveau des dons (-59,4%), après leur rebond exceptionnel observé en 2021 (+95,5%) et les incertitudes autour de l'évolution de la crise institutionnelle. Toutefois, les recettes fiscales augmenteraient de 1,7%, plombées en partie par les recettes de porte, alors qu'un renforcement dans la mobilisation des recettes intérieures est attendu. Concernant les dépenses totales, elles se réduiraient de 2,2% en 2022 pour représenter 26,8% du PIB, en lien principalement avec la contraction des dépenses en capital de 16,6% pour lesquelles la mise en œuvre des projets subirait les effets négatifs du contexte. Sur la période 2023-2026, les recettes devraient progresser, en moyenne, de 5,7% et les dépenses de 3,3%, ce qui les situeraient respectivement à 22,1% et 25,7% du PIB.

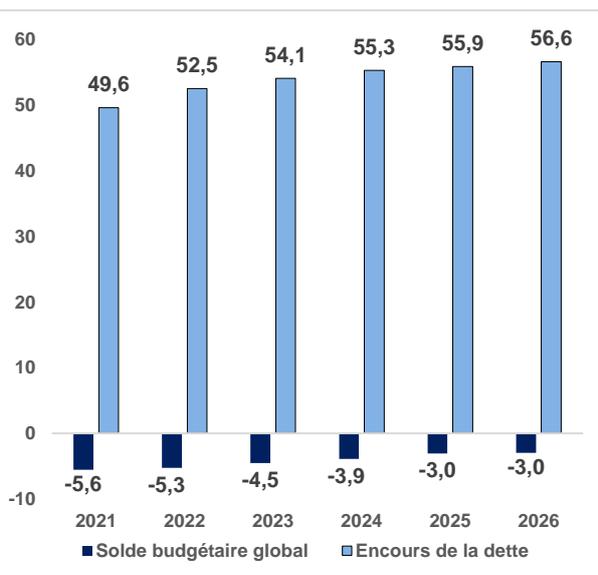
Le déficit budgétaire ressortirait ainsi à 5,3% du PIB en 2022, puis à 4,5% en 2023 et à 3,9% en 2024, avant de s'établir à 3,0% en 2025 et 2026. L'encours de la dette publique, quant à lui, s'établirait à 52,5% du PIB en 2022, à 54,1% en 2023, à 55,3% en 2024 et respectivement à 55,9% et 56,6% en 2025 et 2026.

**Figure 31: Agrégats des finances publiques (en % du PIB)**



Source : Commission de l'UEMOA

**Figure 32: Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB)**



Source : Commission de l'UEMOA

### 3.5.2.2.3. Balance des paiements et situation monétaire

*Un solde global de la balance des paiements qui ressortirait déficitaire sur toute la période et la masse monétaire qui se consoliderait légèrement*

Après l'excédent de 78,3 milliards enregistré en 2021, le solde global de la balance des paiements devrait se détériorer sur la période 2022-2026 (-135,5 milliards, soit -1,0% du PIB).

Au niveau du secteur monétaire, la masse monétaire se renforcerait (+2,2%, en moyenne pour 36,0% du PIB), grâce, entre autres, à une amélioration des créances sur les autres secteurs (+3,8%, en moyenne, pour 28,3% du PIB).

**Tableau 12: Agrégats de la BDP et de la monnaie du Mali (en mds FCFA)**

Agrégats et Indicateurs	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
<b>Balance des paiements</b>							
Solde des transactions courantes (en mds)	-375,2	-331,4	-603,6	-676,2	-617,1	-754,6	-778,7
Solde des transactions courantes (en % du PIB)	-4,0	-5,1	-5,3	-5,6	-4,8	-5,7	-5,6
Solde global	450,8	78,3	33,3	-186,3	-91,7	-189,8	-243,0
<b>Situation monétaire</b>							
Créance sur les autres secteurs (en mds)	2 809,0	3 230,7	3 377,1	3 446,7	3 523,2	3 706,8	3 897,9
Masse monétaire M2 (en mds)	3 657,1	4 281,5	4 397,6	4 441,1	4 572,2	4 696,8	4 716,9
Masse monétaire M2 (en % du PIB)	36,4	39,5	38,5	36,6	35,9	35,2	33,9

Source : Commission de l'UEMOA

### 3.5.3. Risques et recommandations

Les risques qui entourent les prévisions sont relatifs aux éléments suivants :

- la levée tardive des sanctions des institutions sous régionales ;
- un retard dans le retour à l'ordre institutionnel normal et la détérioration de la situation sécuritaire dans le nord du pays ;
- les conséquences du dérèglement climatique (sécheresse, inondations, etc.) et celles de la non résolution des problèmes dans le secteur du coton sur la qualité des campagnes agricoles ;
- la faible mobilisation des ressources et des retards dans la mise en œuvre des programmes publics d'investissement.

Les autorités maliennes devraient prendre les dispositions en vue de poursuivre :

- les efforts visant à assurer un environnement sécuritaire stable, notamment à travers un retour à l'ordre constitutionnel normal et à des institutions propices au développement des activités économiques ;
- le renforcement et la mise en œuvre des plans d'accompagnement des acteurs du domaine rural;
- l'amélioration du niveau de recouvrement des recettes budgétaires, à travers l'élargissement de l'assiette fiscale, la modernisation de l'administration fiscale et douanière, la lutte contre la fraude et la corruption.

## 3.6. Niger

### 3.6.1. Evolution macroéconomique récente<sup>8</sup>

*Une croissance qui s'accélère, soutenue par les secteurs primaire et tertiaire et assortie d'un déficit public qui se résorbe*

En 2021, l'économie nigérienne a continué d'être confrontée, à l'instar de ses paires sahéliennes que sont celles du Burkina Faso et du Mali, à une dégradation de la crise sécuritaire à laquelle la crise sanitaire s'est ajoutée depuis 2020. Néanmoins, l'activité économique a fait montre d'une certaine vigueur, le taux de croissance économique du pays ressortant à 5,5%, contre 3,6% en 2020, stimulé par les secteurs primaire et tertiaire. Cette performance est en lien, notamment, avec la poursuite des investissements dans le cadre de l'Initiative « 3N »<sup>9</sup> et du Millenium Challenge Corporation (MCC) ainsi qu'avec les résultats satisfaisants de la campagne agricole, les bonnes performances enregistrées par les branches « construction » (+9,5%), « électricité, eau et gaz » (+5,7%), « activités de fabrication » (+4,0%), les activités de commerce (+5,4%), l'hôtellerie et la restauration (+8,1%), la communication (+6,2%) et les services non marchands (+6,2%). Le secteur secondaire a été impacté par la fermeture programmée du site de production uranifère de la « Cominak<sup>10</sup> » en mars 2021 et il a progressé de 3,3%, contre 2,7% en 2020. Du côté de la demande, cette croissance a été tirée par la hausse des investissements (+8,6%) et celle de la consommation finale (+5,9%), principalement. L'inflation est ressortie à 3,8%, contre 2,9% en 2020.

Concernant les finances publiques, la progression dans le recouvrement des recettes totales a été de 12,4%, contre 1,9% en 2020, lesdites recettes atteignant ainsi 18,0% du PIB en 2021, après 17,3% un an plus tôt. Cette hausse des recettes est en lien avec l'augmentation, aussi bien, des recettes fiscales (+25,4%) que des dons (1,4%), atténuée toutefois par les recettes non fiscales (-28,5%). Quant aux dépenses totales (22,6% du PIB), elles ont augmenté de

<sup>8</sup> Sauf indication contraire les données utilisées dans cette partie au niveau du secteur réel, des Finances publiques et de la dette publiques sont les dernières transmises officiellement à la Commission dans le cadre du Rapport d'exécution de la surveillance multilatérale

<sup>9</sup> Les Nigériens nourrissent les Nigériens.

<sup>10</sup> Compagnie minière d'Akouta.

7,9%, en lien avec la hausse de toutes leurs composantes, notamment les charges (+12,0%) et les acquisitions nettes d'actifs non financiers (+4,3%). Le déficit budgétaire est ainsi ressorti à 4,5% du PIB en 2021, contre -5,2% en 2020. Quant à l'encours de la dette, il s'est situé à 42,5% du PIB, après 43,6% en 2020.

Pour ce qui est du solde global de la balance des paiements, il est ressorti excédentaire de 60,5 milliards, après un déficit de 81,6 milliards en 2020 et la masse monétaire s'est globalement consolidée, augmentant de 8,8% pour représenter 19,1% du PIB, contre 18,8% en 2020.

*Tableau 13: Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2019-2021 du Niger*

	2019	2020	2021
<i>PIB nominal (en mds)</i>	7 612,6	8 045,7	8 647,0
<i>Secteur primaire</i>	3,4	8,3	6,0
<i>Secteur secondaire</i>	8,7	2,7	3,3
<i>Secteur tertiaire y compris taxes</i>	6,6	0,2	6,1
<b>PIB</b>	<b>5,9</b>	<b>3,6</b>	<b>5,5</b>
<b>Finances publiques et dette (en % du PIB)</b>			
<i>Recettes Fiscales</i>	10,3	9,4	11,0
<i>Solde global (en % du PIB)</i>	-3,5	-5,2	-4,5
<i>Encours de la dette</i>	41,4	43,6	42,5
<b>Balance des Paiements (en mds de FCFA)</b>			
<i>Solde global</i>	317,7	-81,6	60,5
<b>Situation monétaire (en Mds)</b>			
<i>Masse monétaire</i>	1 295,8	1 516,3	1 649,4

Source : Commission de l'UEMOA.

### 3.6.2. Perspectives 2022-2026

#### 3.6.2.1. Principales hypothèses

Les prévisions reposent essentiellement sur les hypothèses suivantes :

- La tenue satisfaisante de la production agricole, soutenue par l'initiative 3N et la mise en œuvre des projets financés par le Millenium Challenge Corporation (MCC) ;
- Le renforcement de la production d'électricité, à travers la mise en œuvre des projets relatifs aux deux (02) centrales d'énergies solaires de 20 MW, d'une centrale hybride de 6 MW diesel et d'une centrale solaire de 13 MW à Agadez, le renforcement des capacités de production de la SONICHAR<sup>11</sup> avec deux (02) tranches de 25 MW chacune, la centrale à charbon de Salkadamna et le projet de construction de deux (02) lignes électriques de 132 KV, à savoir SORAZ<sup>12</sup>-Zinder et Maradi-Malbaza ;
- L'augmentation de la production de pétrole avec l'exportation du brut à partir de 2023.

#### 3.6.2.2. Principaux résultats

##### 3.6.2.2.1. Secteur réel et prix

*La croissance se renforcerait avec le début de l'exportation du pétrole brut et la poursuite de grands projets publics d'infrastructures.*

L'activité économique nigérienne devrait poursuivre sa relance en 2022, en dépit du contexte peu favorable (crise sécuritaire et sanitaire). En effet, la croissance économique devrait ressortir à 5,3%, soit une révision à la baisse de 5 pp par rapport au cadrage de mai 2021 de la Commission et de 1,8 pp, comparativement aux prévisions nationales. Cette révision s'explique, pour ce qui est du cadrage de mai 2021, par le décalage de l'exportation du pétrole

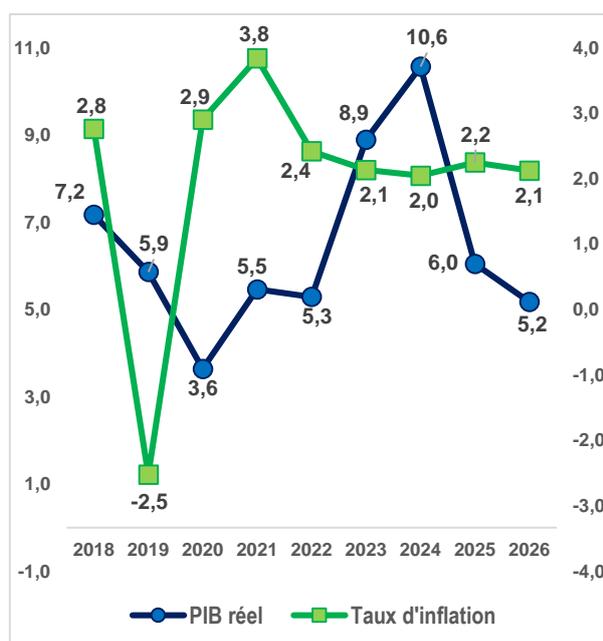
<sup>11</sup> Société Nigérienne du Charbon.

<sup>12</sup> Société de Raffinage de Zinder.

brut en 2023, au lieu de 2022. En ce qui concerne l'écart par rapport aux prévisions nationales, la recrudescence de la pandémie en fin 2021 et la détérioration globale de l'environnement économique (menaces sécuritaires, incertitude sur la tenue de la campagne agricole, etc.) le soutiennent. Néanmoins, tous les secteurs enregistreraient des évolutions appréciables, notamment le primaire (+5,8%) et le tertiaire (+7,9%).

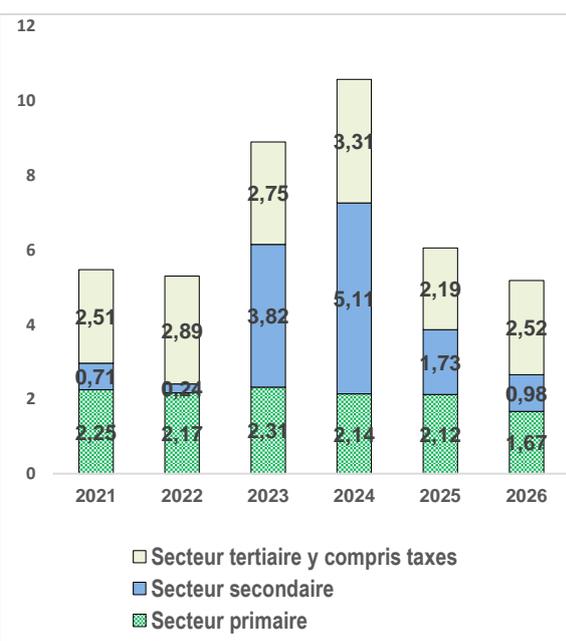
Le secteur secondaire devrait augmenter de 1,1%, en lien avec la faible évolution des activités extractives. Sur le reste de la période sous revue, la croissance se situerait à 8,9% en 2023, 10,6% en 2024 et respectivement 6,0% et 5,2% en 2025 et 2026, soit une correction moyenne à la hausse de 1,4 pp par rapport au cadrage de mai 2021 et à la baisse de 0,8 pp, comparativement aux prévisions du pays.

**Figure 33: Evolution de la croissance et du taux d'inflation au Niger (en %)**



Source : Commission de l'UEMOA

**Figure 34: Contribution des secteurs à la croissance du Niger (en points)**



Source : Commission de l'UEMOA

Du côté de la demande, la croissance serait portée par la consommation finale (+4,8%, en moyenne) et l'investissement (+7,4%, en moyenne) et les exportations (+32,1%, en moyenne). L'inflation resterait maîtrisée sur la période, avec un taux moyen de 2,2%.

### 3.6.2.2. Finances publiques et dette publique

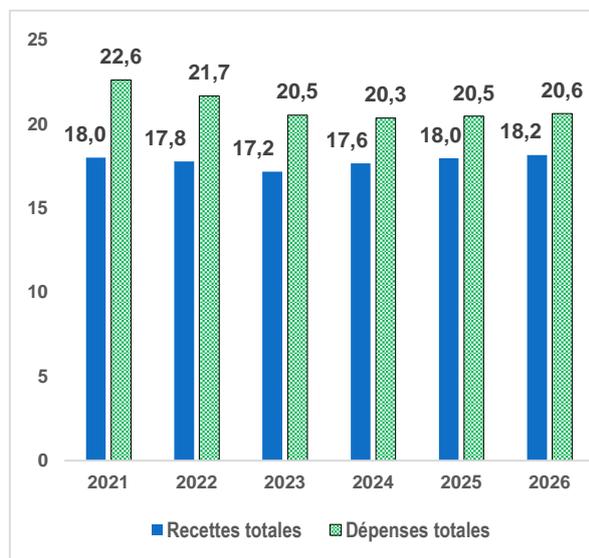
**L'amélioration attendue dans le recouvrement des recettes, portée par celle des recettes de porte devrait permettre d'atteindre la consolidation budgétaire à partir de 2024, avec un taux d'endettement moyen de 42,2%**

La mobilisation appréciable des recettes observée en 2021 devrait se poursuivre en 2022, entres autres, grâce aux effets attendus des réformes, dont celle concernant les factures normalisées, et au dynamisme de l'activité économique. Les recettes augmenteraient de 5,9%, soutenues par les recettes fiscales (+10,6%, pour un ratio de 11,3% du PIB) alors que les dons enregistreraient un repli de 2,3%. Pour ce qui est des dépenses, leur exécution devrait augmenter de 2,6% pour les situer à 21,7% du PIB, en lien avec des progressions au niveau des charges (+0,9%) et des dépenses en capital (+4,2%). En 2023, les exportations de pétrole brut devraient permettre aux recettes de porte de se renforcer et de contribuer à faire progresser les recettes fiscales de 10% ainsi que les recettes totales de 6,2%, portant celles-ci à 17,2% du PIB. Cette bonne orientation devrait se poursuivre au cours des années allant de 2024 à 2026, avec des recettes fiscales et totales qui seraient respectivement en hausse

de 12,3% et 10,1%, pour s'établir à 12,3% et 17,9 % du PIB. Quant aux dépenses, elles seraient, en moyenne, en hausse de 8,1%, se situant ainsi à 20,5% du PIB. Dès lors, le déficit budgétaire global se situerait à 3,9% du PIB en 2022, puis à 3,4% en 2023, avant d'atteindre 2,7% en 2024 et de s'établir à 2,5% en 2025 et 2026.

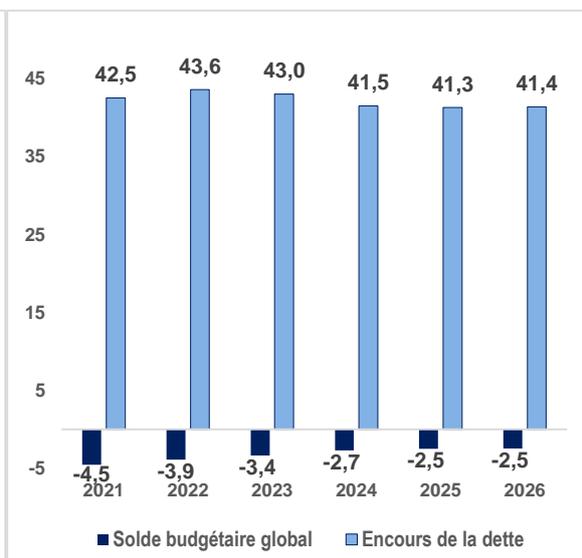
En ce qui concerne, la dette publique, son encours ressortirait à 43,6% du PIB en 2022, ensuite à 43,0% en 2023, puis à 41,5% en 2024 et respectivement à 41,3% et 41,4% en 2025 et 2026.

*Figure 35: Agrégats des finances publiques (en % du PIB)*



Source : Commission de l'UEMOA

*Figure 36: Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB)*



Source : Commission de l'UEMOA

### 3.6.2.2.3. Balance des paiements et situation monétaire

*Un solde global de la balance des paiements qui resterait excédentaire sur toute la période et la masse monétaire se consoliderait avec un accroissement des créances sur les autres secteurs*

L'exportation du pétrole brut à partir du dernier trimestre de 2023 permettrait aux échanges extérieurs de renforcer l'excédent qui serait enregistré au niveau du solde global de la balance des paiements en 2022, sur la période 2023-2026.

*Tableau 14: Agrégats de la BDP et de la monnaie du Niger (en mds FCFA)*

Agrégats et Indicateurs	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
<b>Balance des paiements</b>							
Solde des transactions courantes (en mds)	-1 047,6	-1 261,6	-1 251,1	-766,1	-321,6	-480,8	-874,4
Solde des transactions courantes (en % du PIB)	-13,0	-14,6	-13,5	-7,5	-2,9	-4,0	-6,8
Solde global (en mds)	-81,6	60,5	114,9	350,9	922,8	807,8	363,5
<b>Situation monétaire</b>							
Créance sur les autres secteurs (en mds)	1 044,5	1 205,8	1 344,5	1 495,0	1 558,9	1 656,4	1 747,7
Masse monétaire M2 (en mds)	1 516,2	1 649,4	1 716,3	1 845,2	1 953,8	2 139,4	2 285,4
Masse monétaire M2 (en % du PIB)	18,8	19,1	18,5	18,1	17,3	17,7	19,4

Source : Commission de l'UEMOA.

Ainsi, après le montant de 114,9 mds attendu en 2022, l'excédent du solde global se situerait, en moyenne, à 611,2 mds sur la période 2023-2026.

Pour ce qui est de la masse monétaire, elle se consoliderait durant toute la période, avec une hausse moyenne de 6,8% qui la situerait 17,9% du PIB.

### 3.6.3. Risques et recommandations

Les risques qui entourent les prévisions sont relatifs à :

- un retard dans la mise en œuvre du projet d'exploitation de la production de pétrole brut destinée à l'exportation et la fermeture accélérée des sites d'exploitation d'uranium ;
- des conséquences accrues du dérèglement climatique (inondations, sécheresse, menaces acridiennes, etc.) entravant la production agricole et la persistance des menaces sécuritaires ;
- la faible performance dans la mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre du plan de relance économique et des programmes de développement structurants (barrage de Kandadji, centrale d'énergie solaire, etc.).

Les autorités nigériennes devraient prendre les dispositions en vue de poursuivre :

- les efforts visant à assurer un environnement sécuritaire propice au développement des activités ;
- l'amélioration de la capacité productive des terres et la généralisation de l'utilisation des techniques et technologies innovantes afin d'accroître la production agricole et, par ricochet, limiter la hausse des prix des denrées alimentaires ;
- l'amélioration du niveau de recouvrement des recettes budgétaires, à travers l'élargissement de l'assiette fiscale, la modernisation de l'administration fiscale et douanière, la lutte contre la fraude et la corruption.

## 3.7. Sénégal

### 3.7.1. Evolution macroéconomique récente<sup>13</sup>

*Un retour de la vigueur de l'activité économique, portée par la reprise des activités de services et la dynamique continue des secteurs primaire et secondaire, avec une forte progression du taux d'endettement*

L'activité économique au Sénégal s'est redressée en 2021, après avoir subi les conséquences de la crise sanitaire en 2020, avec une croissance de 5,0%, contre 1,5% l'année précédente. Cette accélération de la croissance relève du dynamisme de l'ensemble des secteurs. En effet, le secteur primaire, après le bond exceptionnel de 15,9% enregistré en 2020, a progressé de 4,1%, en lien avec la bonne campagne agricole. Pour ce qui est du secteur secondaire, il a été en hausse de 8,8%, après 0,1%, grâce au renforcement de l'exploitation des mines d'or, la poursuite de l'exécution des grands travaux de l'État (BRT, autoponts, aménagements du pôle urbain de Diamniadio, etc.). Quant au secteur tertiaire, sa hausse de 3,9%, contre -1,4% un an auparavant, tient à la bonne tenue du transport (+4,7%), de l'information et de la communication (+11,1%) et des activités commerciales (+4,1%). Du côté de la demande, l'investissement (+10,1%) et la consommation finale (+5,0%) ont principalement soutenu cette croissance. L'inflation s'est située à 2,2%, contre 2,5% en 2020.

Au niveau des finances publiques, les régies financières ont enregistré des performances appréciables, faisant progresser les recettes fiscales de 14,1%, après la chute de 1,8% observée en 2020. Les recettes non fiscales et les dons ont reculé, respectivement de 19% et

---

<sup>13</sup> Sauf indication contraire les données utilisées dans cette partie au niveau du secteur réel, des Finances publiques et de la dette publiques sont les dernières transmises officiellement à la Commission dans le cadre du Rapport d'exécution de la surveillance multilatérale

27,3%. Globalement, les recettes totales ont augmenté de 9,6%, représentant ainsi 20,3% du PIB. Au niveau des dépenses totales, elles ont augmenté de 5,8% pour s'établir à 25,9% du PIB, en lien avec la hausse des charges (+3,1%) et celles des dépenses d'équipement (+10,6%). Le déficit budgétaire global est ressorti à 6,3% du PIB, contre 6,4% en 2020. Quant à l'encours de la dette publique, il s'est situé à 67,4% du PIB, après 62,8% en 2020.

Pour ce qui est du solde global de la balance des paiements, il est ressorti excédentaire de 293,0 milliards, contre un déficit de 90,0 milliards en 2020 et la masse monétaire s'est consolidée en augmentant de 14,5% pour se situer à 47,9% du PIB, après 45,1% l'année précédente.

*Tableau 15: Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2019-2021 du Sénégal*

	2019	2020	2021
<i>PIB nominal (en mds)</i>	13 655,4	14 184,9	15 280,9
<b>Croissance réelle (en %)</b>			
<i>Secteur primaire</i>	4,5	15,9	4,1
<i>Secteur secondaire</i>	3,7	0,1	8,8
<i>Secteur tertiaire y compris taxes</i>	4,6	-1,4	3,9
<b>PIB</b>	<b>4,4</b>	<b>1,5</b>	<b>5,0</b>
<b>Finances publiques et Dette (en % du PIB)</b>			
<i>Recettes Fiscales</i>	17,6	16,7	17,6
<i>Solde global (en % du PIB)</i>	-3,9	-6,4	-6,3
<i>Encours de la dette</i>	57,3	62,8	67,4
<b>Balance des Paiements (en mds de FCFA)</b>			
<i>Solde global</i>	146,5	-90,0	293,0
<b>Situation monétaire (en Mds)</b>			
<i>Masse monétaire</i>	5 692,0	6 394,3	7 321,2

Source : Commission de l'UEMOA

### 3.7.2. Perspectives 2022-2026

#### 3.7.2.1. Principales hypothèses

Les prévisions reposent principalement sur les hypothèses suivantes :

- la poursuite de la mise en œuvre des réformes structurelles et des projets structurants : seconde phase du Plan Sénégal Emergent (PSE), Programme d'actions prioritaire ajusté et accéléré (PAP 2A) ;
- la poursuite du développement des infrastructures : la finalisation de la Voie de la Dégagement Nord (VDN), la poursuite des aménagements du pôle urbain de Diamniadio ainsi que les programmes d'habitat social, les travaux de construction du stade du Sénégal et d'hôtels de proximité à Diamniadio en perspective des Jeux olympiques de la jeunesse de 2026<sup>14</sup>, les travaux d'aménagement de plateformes en vue de l'exploitation du pétrole et du gaz à partir de 2023.
- l'amélioration du recouvrement des recettes, notamment à travers la mise en œuvre de la stratégie de recettes à moyen terme (SRMT) ;
- l'augmentation de la production pétrolière et gazière à partir de 2023.

<sup>14</sup> Ces jeux étaient initialement prévus en 2022. Ils ont le report des Jeux Olympiques Tokyo 2020, par les reports ultérieurs de grands événements sportifs internationaux, et par les conséquences opérationnelles et financières de la crise sanitaire mondiale.

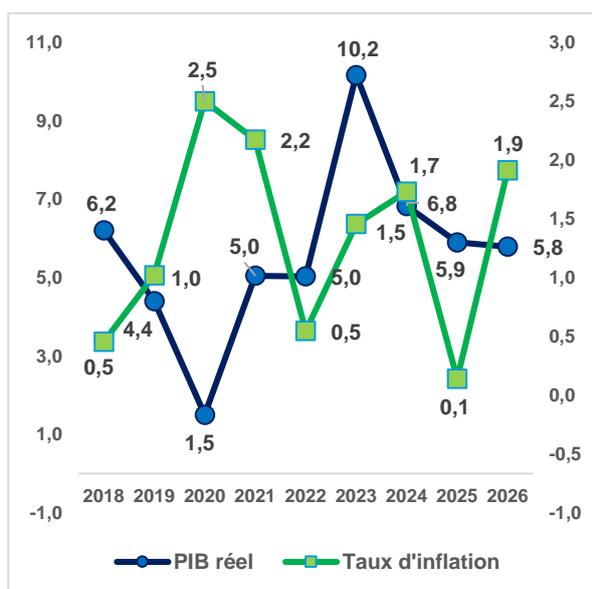
### 3.7.2.2. Principaux résultats

#### 3.7.2.2.1. Secteur réel et prix

*Une expansion significative de la croissance attendue dès 2023, stimulée par le démarrage de la production pétrolière et la poursuite de grands projets publics d'infrastructures, dans le cadre du PAP2A*

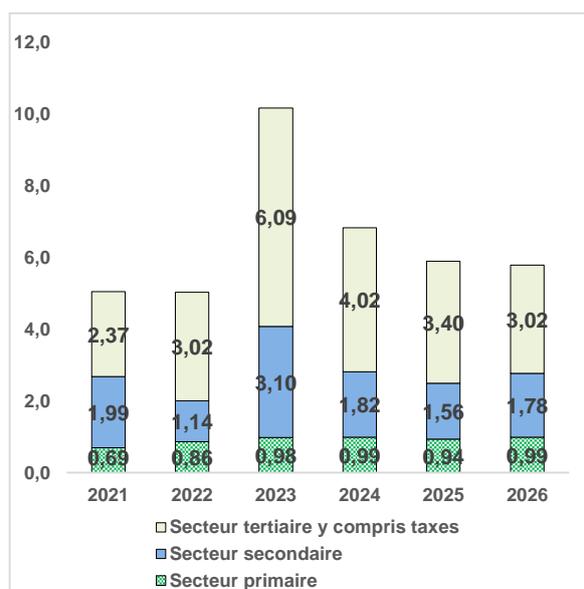
La croissance économique du Sénégal devrait maintenir sa vigueur en 2022, ressortant à 5,0% comme en 2021, soit une révision à la baisse de 1,3 pp par rapport au cadrage de mai 2021 de la Commission et de 0,5 pp comparativement aux prévisions nationales. Cette révision à la hausse tient à la capacité de reprise dont a fait montre l'économie sénégalaise, en dépit de la recrudescence de la pandémie qui n'a pas favorisé la reprise normale des activités touristiques dans le pays. Toutefois, la correction à la baisse tient aux incertitudes autour de l'évolution de la pandémie et à l'environnement économique peu favorable dans lequel se déroule l'activité économique. La croissance devrait être portée en 2023 par le début de la production sur les nouveaux champs pétrolifères et gaziers du pays et se situerait à 10,2%, avant de s'établir ensuite à 6,8% en 2024 et respectivement à 5,9% et 5,8% en 2025 et 2026. Par rapport au dernier cadrage de la Commission de mai 2021, une révision moyenne à la baisse de 2,4 pp est à relever et la révision par rapport aux perspectives du pays est de 0,8 pp. Le secteur tertiaire (+7,5%, en moyenne) bénéficierait des retombées de la bonne évolution du secteur secondaire (+8,1%) et de la poursuite des grands travaux d'infrastructures conduits dans le cadre de la « seconde phase » du PSE, c'est-à-dire le PAP2A.

*Figure 37: Evolution de la croissance et taux d'inflation au Sénégal (en %)*



Source : Commission de l'UEMOA

*Figure 38: Contribution des secteurs à la du croissance du Sénégal (en points)*



Source : Commission de l'UEMOA

Du côté de la demande, sur la période 2021-2026, la croissance serait portée par la consommation finale (+6,3%, en moyenne) et l'investissement (+8,9%, en moyenne). L'inflation, quant à elle, serait maîtrisée sur la période, avec un taux moyen de 1,1%.

#### 3.7.2.2.2. Finances publiques et dette publique

*Un déficit public rapporté au PIB de 3,0% en 2024, grâce à de bonnes performances dans le recouvrement des recettes et à une maîtrise des dépenses publiques contribuant à un taux d'endettement moyen de 63,5%*

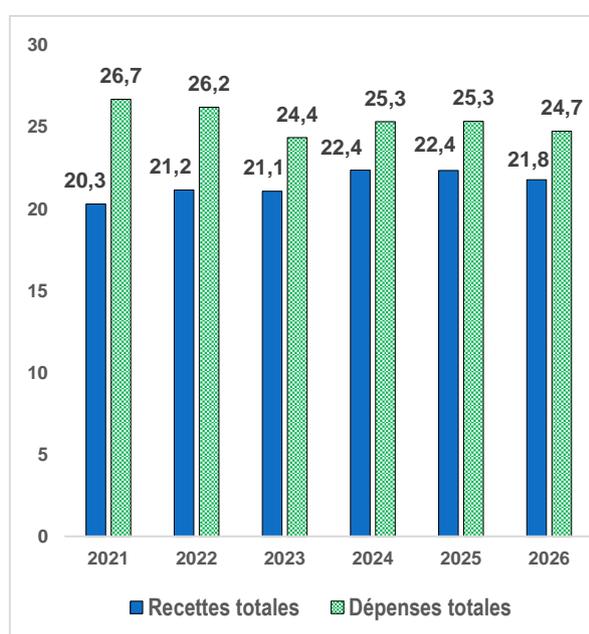
Les performances des régies devraient se poursuivre en 2022 et les recettes seront mobilisées avec une hausse de 10,5% qui les porterait à 21,2% du PIB, grâce aux impacts attendus des réformes et de la bonne tenue de l'activité économique.

Cette augmentation des recettes totales résulterait de la hausse de 9,4% des recettes fiscales (+18,2% du PIB) et de 25,4% des dons (+1,8% du PIB). Sur le reste de la période, les recettes fiscales passeraient de 18,4% du PIB en 2023 à 19,7% en 2024 et 2025, puis à 19,3% en 2026.

Ainsi, les recettes totales augmenteraient, en moyenne, de 9,5% sur la période 2023-2026 pour se situer à 21,9% du PIB. Quant aux dépenses totales, elles seraient exécutées en augmentation de 4,3% en 2022, pour atteindre 26,2% du PIB et, en moyenne, en hausse de 7,6% sur la période 2023-2026 pour se situer à 24,9% du PIB, principalement en lien avec la poursuite de la mise en œuvre du PAP2A. Le déficit budgétaire ressortirait ainsi à 5,0% du PIB en 2022, ensuite à 3,3% en 2023, à 3,0% en 2024 et 2025, puis à 2,9% en 2026.

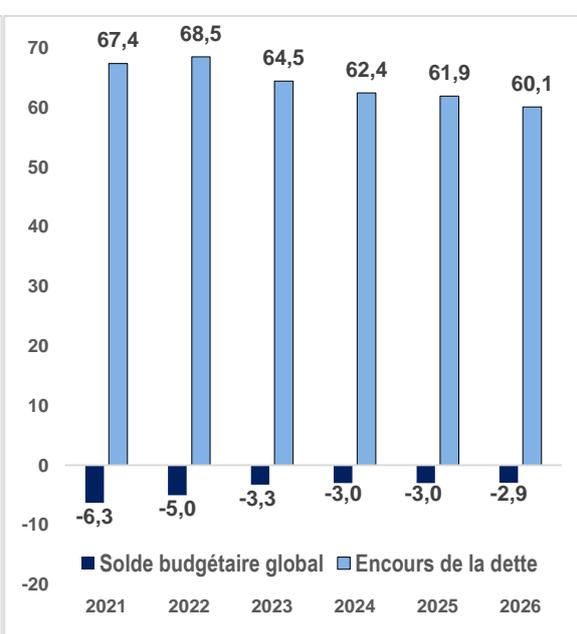
L'encours de la dette publique, quant à lui, se situerait à 68,5% du PIB en 2022, puis à 64,5% en 2023, avant de s'établir à 62,4% en 2024 et, ensuite, à 61,9% en 2025 et 60,1% en 2026.

*Figure 39: Agrégats des finances publiques (en % du PIB)*



Source : Commission de l'UEMOA

*Figure 40: Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB)*



Source : Commission de l'UEMOA

### 3.7.2.2.3. Balance des paiements et situation monétaire

*Un solde global de la balance des paiements qui resterait excédentaire durant toute la période et la masse monétaire se consoliderait*

A la suite de l'excédent de 293,0 milliards enregistré en 2021, le solde global de la balance des paiements devrait connaître une amélioration progressive au cours de la période 2022-2026, ressortant excédentaire de 486,9 milliards, en moyenne, notamment soutenu par la production pétrolière et gazière.

Pour ce qui est de la situation monétaire, la masse monétaire devrait se consolider (+10,7%, en moyenne, soit 53,6% du PIB) et les créances sur les autres secteurs seraient en augmentation pour soutenir l'activité économique, s'établissant à 29,1% du PIB.

*Tableau 16: Agrégats de la BDP et de la monnaie du Sénégal (en mds FCFA)*

Agrégats et Indicateurs	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
	<b>Balance des paiements</b>						
Solde des transactions courantes (en mds)	-1 523,4	-1 737,7	-2 072,5	-1 371,4	-1 564,4	-1 802,6	-1878,8
Solde des transactions courantes (en % du PIB)	-10,7	-11,4	-12,8	-7,6	-7,9	-8,6	-8,3
Solde global (en mds)	-90,0	293,0	117,5	768,2	627,3	520,4	401,1
	<b>Situation monétaire</b>						
Créance sur les autres secteurs (en mds)	4 667,6	4 943,4	5 015,4	5 252,1	5 561,5	6 005,5	6 423,6
Masse monétaire M2 (en mds)	6 394,3	7 321,2	8 243,6	9 796,7	10 819,8	11 415,8	12122,8
Masse monétaire M2 (en % du PIB)	45,1	47,9	50,8	53,9	55,0	54,7	53,6

Source : Commission de l'UEMOA

### 3.7.3. Risques et recommandations

Les risques qui entourent les prévisions sont relatifs à :

- la recrudescence de la pandémie et des conséquences plus accrues sur l'économie ainsi que l'incertitude concernant sa durée ;
- la lenteur dans la mise en œuvre des réformes, notamment celles portant sur la gouvernance, la fiscalité, l'énergie, le développement du secteur privé, etc. ;
- un retard dans le démarrage de la production de pétrole ;
- une conduite peu prudente de l'endettement public au regard de son évolution.

Les autorités sénégalaises devraient prendre les dispositions en vue de poursuivre :

- les mesures de soutien aux secteurs et activités les plus touchés par la crise sanitaire;
- l'amélioration du niveau de recouvrement des recettes budgétaires, à travers l'élargissement de l'assiette fiscale, la modernisation de l'administration fiscale et douanière, la lutte contre la fraude et la corruption ;
- la gestion prudente de la dette, y compris à travers le renforcement de l'analyse de viabilité de la dette.

## 3.8. Togo

### 3.8.1. Evolution macroéconomique récente<sup>15</sup>

*Une accélération de la croissance économique, portée par les secteurs primaire et tertiaire et accompagnée d'un déficit budgétaire global élevé*

L'économie togolaise a enregistré une croissance de 5,3%, principalement en lien avec le dynamisme des secteurs primaire (+4,6%, contre +1,3% en 2020) et tertiaire (+6,2%, contre +0,6% en 2020). En effet, au cours de l'année, l'activité économique a bénéficié, dans le domaine de l'agriculture, du soutien du Gouvernement à travers le Mécanisme Incitatif pour le Financement Agricole (MIFA), de la mise en œuvre des projets d'infrastructures routières et autoroutières de la feuille de route gouvernementale Togo 2025, de la bonne tenue des activités extractives et de l'amélioration de la capacité de production électrique, ainsi que de

<sup>15</sup> Sauf indication contraire les données utilisées dans cette partie au niveau du secteur réel, des Finances publiques et de la dette publiques sont les dernières transmises officiellement à la Commission dans le cadre du Rapport d'exécution de la surveillance multilatérale

l'augmentation du volume du trafic portuaire et aéroportuaire. Du côté de la demande, l'investissement (+5,9%) et la consommation finale (+5,9%) ont principalement soutenu cette croissance. L'inflation serait ressortie à 4,5%, contre 1,8% 2020.

Au niveau des finances publiques, une mobilisation conséquente des recettes totales a été enregistrée, avec une hausse de 10,0%, situant leur ratio au PIB à 16,6%, après leur chute de 6,2% observée en 2020. Cette évolution découle de l'augmentation des recettes fiscales (+8,6%, contre -3,9% en 2020) et des dons (+29,7%, contre -16,3% en 2020). Quant aux dépenses totales, elles ont enregistré une hausse de 4,6%, après 28,4% en 2020, en lien avec les augmentations des dépenses en capital (+9,5%) et, dans une moindre mesure, des charges (+1,5%). Le déficit budgétaire est ressorti à 6,0% du PIB, après 7,0% en 2020. Quant à l'encours de la dette publique, il s'est situé à 60,4%, contre 58,6% en 2020.

Pour ce qui est du solde global de la balance des paiements, il est ressorti excédentaire de 12,0 milliards, contre 240,7 milliards en 2020 et la masse monétaire s'est consolidée en ressortant à 48,4% du PIB, après 46,2% l'année précédente.

*Tableau 17: Evolution des indicateurs macroéconomiques 2019-2021 du Togo*

	2019	2020	2021
<i>PIB nominal (en mds)</i>	4 230,5	4 359,9	4 665,4
<b>Croissance réelle (en %)</b>			
<i>Secteur primaire</i>	1,9	1,3	4,6
<i>Secteur secondaire</i>	6,5	5,3	3,5
<i>Secteur tertiaire y compris taxes</i>	6,4	0,6	6,2
<b>PIB</b>	<b>5,5</b>	<b>1,8</b>	<b>5,3</b>
<b>Finances publiques et Dette (en % du PIB)</b>			
<i>Recettes Fiscales</i>	13,1	12,2	12,4
<i>Solde global (en % du PIB)</i>	-0,8	-7,0	-6,0
<i>Encours de la dette</i>	51,9	58,6	60,4
<b>Balance des Paiements (en mds de FCFA)</b>			
<i>Solde global</i>	170,1	240,7	12,0
<b>Situation monétaire (en Mds)</b>			
<i>Masse monétaire</i>	1 804,3	2 012,8	2 256,3

Source : Commission de l'UEMOA

### 3.8.2. Perspectives 2022-2026

#### 3.8.2.1. Principales hypothèses

Les prévisions reposent sur les hypothèses suivantes :

- la poursuite des projets structurants, notamment à travers la mise en œuvre de la Feuille de route gouvernementale Togo 2025 ;
- le renforcement de la production agricole : mise en œuvre des projets du Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnel ; (PNIASAN) et du Mécanisme Incitatif pour le Financement Agricole (MIFA) ;
- le développement des infrastructures : rénovation des routes reliant la capitale aux autres villes (Lomé, Kpalimé, Aného) ;
- le développement des activités de fabrication : transformation locale des produits agricoles et miniers, notamment, le phosphate.

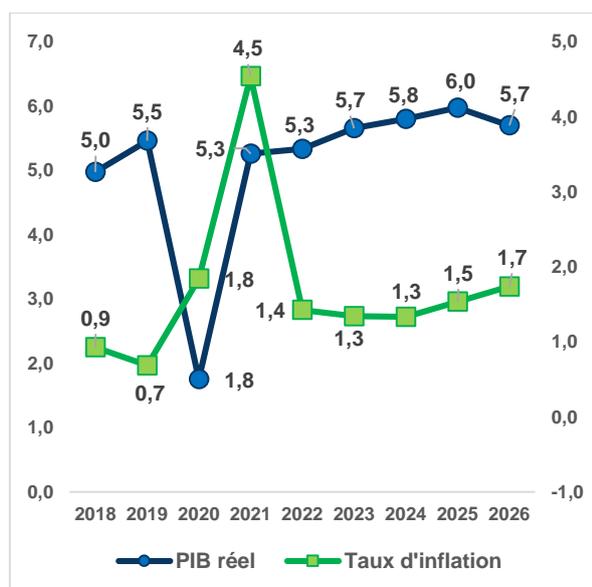
### 3.8.2.2. Principaux résultats

#### 3.8.2.2.1. Secteur réel et dette

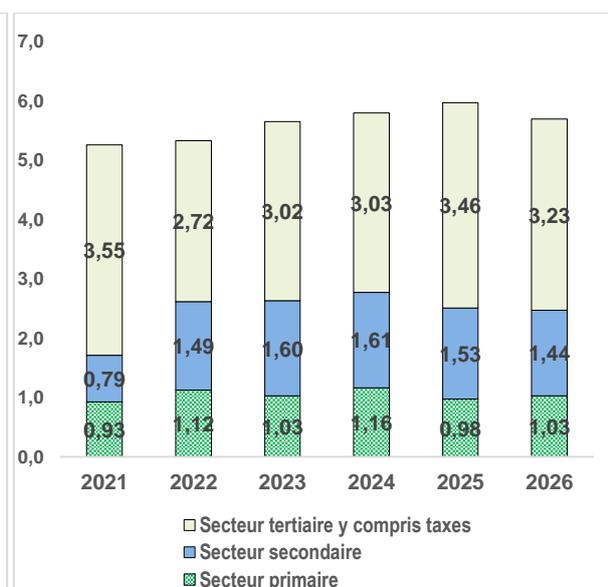
*Une croissance qui se renforcerait, grâce principalement à la bonne tenue de tous les secteurs et à la poursuite des projets d'investissement public*

La croissance économique du Togo resterait dynamique en 2022, se situant à 5,3% comme en 2021, soit une révision à la baisse de 0,2 pp par rapport au cadrage de mai 2021 de la Commission et de 0,8 pp, comparativement aux prévisions nationales. Ainsi, cette croissance resterait forte et reposerait sur la poursuite des investissements dans le cadre de la mise en œuvre de la Feuille de Route dénommée « Togo 2025 », la mise en œuvre du Mécanisme incitatif de financement agricole (MIFA), l'augmentation de la capacité de production, de transport et de distribution d'électricité, les hausses attendues au niveau des activités financières et d'assurance, des télécommunications, et de l'hôtellerie et la restauration. Sur le reste de la période, l'activité économique progresserait de 5,7% en 2023, de 5,8% en 2024, puis de 6,0% et 5,7% respectivement, en 2025 et 2026, soit une correction moyenne à la hausse de 0,2 pp par rapport au cadrage de mai 2021 et en baisse de 0,7 pp, comparativement aux perspectives nationales, au regard du contexte peu favorable et des multiples incertitudes, particulièrement sur la fin de la pandémie.

*Figure 41: Evolution de la croissance et du taux d'inflation au Togo (en %)*



*Figure 42: Contribution des secteurs à la croissance du Togo (en points)*



Source : Commission de l'UEMOA

Source : Commission de l'UEMOA

Du côté de la demande, sur la période 2022-2026, la croissance serait portée principalement par l'investissement (+9,2%, en moyenne) et dans une moindre mesure par la consommation finale (+3,9%, en moyenne). L'inflation, quant à elle, serait maîtrisée, sur la période 2022-2026, avec un taux moyen de 1,4%.

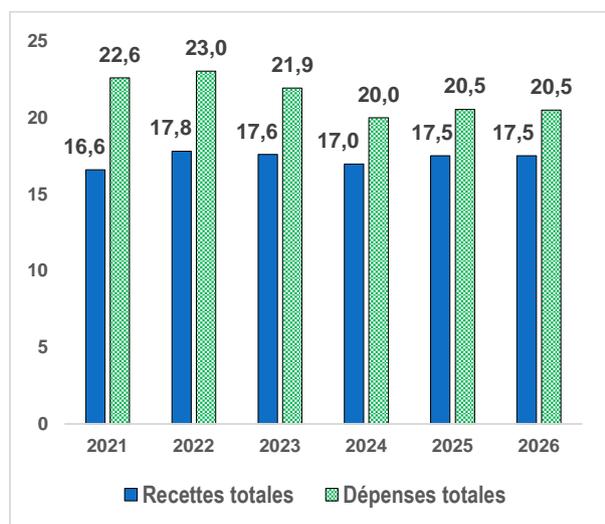
#### 3.8.2.2.2. Finances publiques et dette publique

*Un déficit budgétaire de 3,0% du PIB en 2024, grâce à une amélioration du recouvrement des recettes et à une maîtrise des dépenses publiques permettant de situer le taux d'endettement moyen à 60,6%*

Les recettes totales augmenteraient de 8,7%, en moyenne, sur la période 2022-2026. Cette hausse serait en relation avec l'amélioration du recouvrement des recettes fiscales (+12,5%, pour un ratio de 13,9% du PIB), grâce à la meilleure tenue de l'activité économique globale.

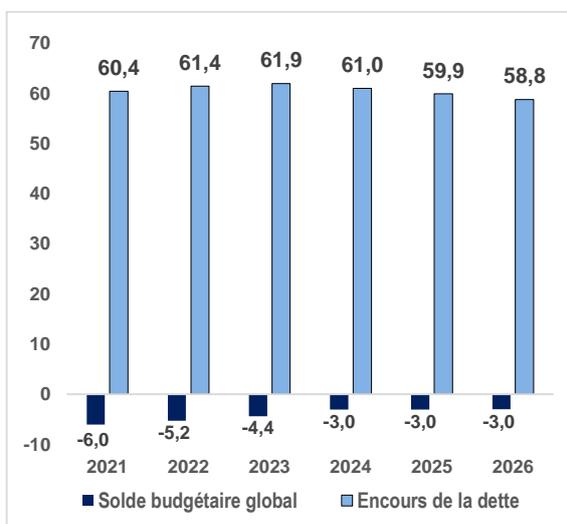
Au cours de la période 2022-2026, les recettes fiscales passeraient de 12,9% du PIB en 2022 à 13,3% en 2023, puis à 14,3% en 2024 et à 15,1% en 2025 et 2026.

*Figure 43: Agrégats des finances publiques (en % du PIB)*



Source : Commission de l'UEMOA

*Figure 44: Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB)*



Source : Commission de l'UEMOA

Quant aux dépenses totales, elles augmenteraient de 5,0%, en moyenne, sur la période 2022-2026 (pour représenter 21,2% du PIB, en moyenne), en lien avec la hausse des charges (+4,9%, en moyenne) et des dépenses d'investissement (+5,6%, en moyenne), notamment du fait de la mise en œuvre des projets structurants prévus dans le cadre de la Feuille de route « Togo 2025 ».

Le déficit budgétaire ressortirait ainsi à 5,2% en 2022, puis à 4,4% en 2023, ensuite à 3,0% de 2024 à 2026. L'encours de la dette publique, quant à lui, ressortirait à 61,4% du PIB en 2022, à 61,9% en 2023, puis à 61,0% en 2024 et à 59,9% et 58,8% respectivement, en 2025 et 2026.

### 3.8.2.2.3. Balance des paiements et situation monétaire

*Un solde global de la balance des paiements qui resterait excédentaire sur toute la période et la masse monétaire qui se consoliderait avec un accroissement des créances sur les autres secteurs*

Après un excédent de 12,0 milliards enregistrés en 2021, le solde global de la balance des paiements ressortirait, en moyenne, à 270,1 milliards sur la période 2022-2026.

*Tableau 18: Agrégats de la BDP et de la monnaie du Togo (en mds FCFA)*

Agrégats et Indicateurs	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
<b>Balance des paiements</b>							
Solde des transactions courantes (en mds)	-32,5	-110,5	-299,7	-307,7	-287,4	-249,1	-274,6
Solde des transactions courantes (en % PIB)	-0,7	-2,4	-6,0	-5,8	-5,0	-4,1	-3,8
Solde global (en mds)	170,1	240,7	328,4	336,7	132,0	283,1	123,8
<b>Situation monétaire</b>							
Créance sur les autres secteurs (en mds)	1305,5	1425,0	1593,7	1639,4	1776,3	1822,4	1911,3
Masse monétaire (en mds)	2012,8	2 256,3	2 305,4	2 439,7	2 586,1	2 652,1	2 771,8
Masse monétaire (en % PIB)	46,2	48,4	46,0	45,6	45,2	43,3	42,5

Source : Commission de l'UEMOA

Au niveau du secteur monétaire, une augmentation de la masse monétaire serait attendue (+4,2%, en moyenne pour un ratio de 44,5% du PIB), soutenue par une amélioration des créances sur les autres secteurs (+3,1%, en moyenne).

### **3.8.3. Risques et recommandations**

Les risques qui entourent les prévisions sont relatifs aux incertitudes quant à :

- la reprise des activités économiques, notamment celles du transport et de l'hôtellerie ;
- la capacité des régions financières à atteindre leur niveau de performance d'avant crise ;
- la poursuite des réformes visant une gestion prudente de la dette.

Les Autorités togolaises devraient prendre les dispositions en vue de poursuivre :

- les efforts en vue d'une mise en œuvre efficace du plan de relance économique ;
- l'amélioration du niveau de recouvrement des recettes budgétaires, à travers l'élargissement de l'assiette fiscale, la modernisation de l'administration fiscale et douanière, la lutte contre la fraude et la corruption;
- la gestion prudente de la dette, à travers le renforcement de l'analyse de viabilité de la dette.

## SOURCES DE DONNEES

Banque Africaine de Développement	<a href="https://dataportal.opendataforafrica.org/">https://dataportal.opendataforafrica.org/</a>
Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)	<a href="https://www.bceao.int/fr/content/la-base-des-donnees-economiques-et-financieres">https://www.bceao.int/fr/content/la-base-des-donnees-economiques-et-financieres</a>
Banque mondiale	<a href="https://www.worldbank.org/en/research/commodity-markets">https://www.worldbank.org/en/research/commodity-markets</a>
CNUCED	<a href="https://unctadstat.unctad.org/FR/Index.html">https://unctadstat.unctad.org/FR/Index.html</a>
Index Mundi	<a href="https://www.indexmundi.com/commodities/">https://www.indexmundi.com/commodities/</a>
Fonds monétaire international	<a href="https://www.imf.org/en/Publications/SPROLLs/world-economic-outlook-databases">https://www.imf.org/en/Publications/SPROLLs/world-economic-outlook-databases</a>
OCDE	<a href="https://data.oecd.org/fr/">https://data.oecd.org/fr/</a>
Organisation mondiale pour l'Alimentation	<a href="http://www.fao.org/statistics/fr/">http://www.fao.org/statistics/fr/</a>

## **ANNEXES**

Evolution des agrégats macroéconomiques  
de l'Union et des Etats membres

## UNION

**Tableau A.1 : PIB nominal (en milliards de FCFA)**

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-21	mai-21	déc-21	déc-20	oct-21
2015	68 799,8	68 799,8	68 799,8	67 956,8	68 811,8
2016	73 104,1	73 038,2	73 104,1	71 888,7	73 077,2
2017	77 697,4	77 688,7	77 697,4	76 787,5	77 699,6
2018	83 330,4	83 313,2	83 330,4	82 288,6	83 301,1
2019	88 608,6	88 586,3	88 608,6	87 835,8	88 519,4
2020	91 947,9	91 508,0	91 947,9	90 269,5	91 522,2
2021	99 408,6	96 686,4	99 408,6	96 904,2	98 581,9
2022	106 660,6	104 051,7	107 858,5	105 089,0	106 448,8
2023	116 180,0	113 169,5	118 388,4	114 740,4	115 963,7
2024	125 262,4	122 564,3	129 528,8	nd	125 641,2
2025	134 100,3	132 142,5	141 080,8	nd	135 694,1
2026	143 737,7	nd	153 336,6	nd	146 000,6

**Tableau A.2 : Taux de croissance économique (%)**

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-21	mai-21	déc-21	déc-20	oct-21
2015	6,4	6,4	6,4	6,4	6,4
2016	6,2	6,2	6,2	6,2	6,2
2017	6,4	6,5	6,4	6,5	6,5
2018	6,4	6,4	6,4	6,4	6,4
2019	5,7	5,9	5,7	5,9	5,5
2020	1,8	1,5	1,8	0,7	1,8
2021	6,1	5,3	6,1	5,9	6,1
2022	6,0	6,9	6,5	7,1	nd
2023	7,6	7,4	8,3	7,8	nd
2024	6,9	7,0	7,6	nd	nd
2025	6,3	7,1	7,2	nd	nd
2026	6,2	nd	7,1	nd	nd

**Tableau A.3 : Taux de croissance par secteur (en %)**

Secteurs	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur primaire	3,5	3,7	4,0	4,3	4,2	4,3	4,4
Secteur secondaire	2,6	8,6	6,3	9,1	9,1	6,3	5,6
Secteur tertiaire	1,0	6,2	6,7	8,2	7,1	6,9	7,1
<b>PIB</b>	1,8	6,1	6,0	7,6	6,9	6,3	6,2

**Tableau A.4 : Contribution à la croissance (en point)**

Secteurs	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur primaire	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9
Secteur secondaire	0,5	1,8	1,3	1,9	2,0	1,4	1,2
Secteur tertiaire	0,6	3,5	3,8	4,7	4,1	4,0	4,1
<b>PIB</b>	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9

**Tableau A.5 : Recettes totales (en milliards de FCFA)**

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-21	mai-21	déc-21	déc-20	oct-21
2015	11 205,2	11 300,6	11 205,2	11 300,6	11 216,5
2016	11 987,0	12 113,6	11 987,0	12 111,4	11 834,0
2017	13 011,9	12 959,5	13 011,9	13 002,3	13 013,9
2018	13 574,0	13 701,0	13 574,0	13 633,7	13 616,2
2019	15 448,2	15 496,1	15 448,2	15 522,1	15 428,1
2020	15 661,2	15 824,9	15 661,2	15 928,3	15 716,0
2021	17 325,5	16 989,3	17 325,5	17 177,1	16 782,7
2022	18 603,5	18 375,9	19 076,7	18 962,6	18 511,1
2023	20 375,0	20 301,4	20 815,0	21 293,1	20 655,3
2024	22 518,8	22 123,1	23 240,0	nd	22 760,6
2025	24 105,8	23 987,2	25 639,8	nd	24 781,2
2026	25 905,3	nd	27 944,0	nd	26 642,8

**Tableau A.6 : Dépenses Totales (en milliards de FCFA)**

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-21	mai-21	déc-21	déc-20	oct-21
2015	13 256,4	13 391,9	13 256,4	13 478,9	13 441,8
2016	14 254,3	14 704,7	14 254,3	14 715,4	14 486,5
2017	15 564,6	15 782,5	15 564,6	15 783,6	15 792,3
2018	16 153,6	16 379,5	16 153,6	16 376,7	16 386,0
2019	17 155,2	17 658,6	17 155,2	17 700,1	17 511,1
2020	20 411,5	20 808,4	20 411,5	21 262,0	20 919,5
2021	22 453,2	21 228,9	22 453,2	22 012,9	22 240,1
2022	23 802,7	22 362,8	24 074,1	22 944,6	23 420,7
2023	24 919,3	23 830,1	25 194,0	24 819,8	24 827,3
2024	26 370,1	25 449,7	26 889,6	nd	26 494,0
2025	28 069,1	27 152,8	29 636,1	nd	28 795,8
2026	29 945,8	nd	32 368,2	nd	nd

**Tableau 7.6 : Indicateurs macroéconomiques**

Indicateurs	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Solde budgétaire global, dons compris / PIB nominal	-3,5	-3,3	-2,5	-5,6	-5,7	-4,9	-3,9	-3,1	-2,8	-2,7
Encours de la dette publique / PIB nominal	38,2	42,0	43,5	50,1	53,3	54,6	54,1	53,2	52,5	53,5
Masse salariale / Recettes fiscales	39,7	41,3	39,5	42,8	41,0	39,7	37,4	34,8	34,2	32,8
Taux de pression fiscale	12,8	12,6	13,4	13,0	13,5	13,6	13,9	14,6	14,6	14,8

## BENIN

**Tableau B.1 : PIB nominal (en milliards de FCFA)**

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-21	mai-21	déc-21	déc-20	oct-21
2015	6 732,8	6 732,8	6 732,8	6 732,8	6 732,8
2016	7 005,2	7 005,2	7 005,2	7 005,2	7 005,2
2017	7 375,3	7 375,3	7 375,3	7 375,3	7 375,3
2018	7 922,0	7 922,0	7 922,0	7 915,7	7 915,7
2019	8 432,2	8 432,2	8 432,2	8 432,2	8 432,3
2020	9 008,8	9 008,8	9 008,8	8 838,3	9 008,8
2021	9 830,9	9 616,3	9 830,9	9 559,3	9 888,8
2022	10 692,3	10 320,1	10 729,8	10 413,7	10 731,2
2023	11 768,0	10 982,9	11 800,1	11 367,8	11 598,2
2024	12 793,1	11 739,9	13 059,2	nd	12 568,8
2025	13 913,0	12 529,8	14 572,5	nd	13 633,3
2026	14 880,7	nd	16 381,8	nd	14 782,6

**Tableau B.2 : Taux de croissance économique (%)**

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-21	mai-21	déc-21	déc-20	oct-21
2015	2,1	2,1	2,1	2,1	1,8
2016	3,3	3,3	3,3	3,3	3,3
2017	5,7	5,7	5,7	5,7	5,7
2018	6,7	6,7	6,7	6,7	6,7
2019	6,9	6,9	6,9	6,9	6,9
2020	3,8	3,8	3,8	2,3	3,8
2021	7,0	5,5	7,0	6,0	5,5
2022	6,8	6,6	7,0	6,8	6,5
2023	7,7	6,3	7,8	7,0	6,5
2024	6,9	6,5	8,5	nd	6,5
2025	7,3	6,3	9,4	nd	6,5
2026	6,2	nd	10,2	nd	6,5

**Tableau B.3 : Taux de croissance - Secteurs d'offre et composantes de la demande (en %)**

Agrégats	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur primaire	1,8	3,2	3,8	6,5	6,6	6,8	7,0
Secteur secondaire	5,2	10,5	7,2	6,5	8,7	8,8	6,5
Secteur tertiaire	4,9	7,2	7,2	9,6	7,5	8,0	6,6
<b>PIB</b>	<b>3,8</b>	<b>7,0</b>	<b>6,8</b>	<b>7,7</b>	<b>6,9</b>	<b>7,3</b>	<b>6,2</b>
Consommation finale	4,7	5,9	3,6	5,0	5,1	5,4	5,2
<i>Privée</i>	3,2	5,9	2,8	5,0	4,2	4,2	4,0
<i>Publique</i>	14,4	5,8	8,5	4,9	10,1	12,3	11,4
FBCF	2,1	5,1	2,6	3,2	17,5	10,2	12,2
<i>Privée</i>	-7,1	5,6	3,0	2,8	13,3	12,6	7,7
<i>Publique</i>	88,4	2,9	1,3	4,5	30,7	3,5	25,3
Exportations	-25,0	17,4	16,9	10,6	0,5	0,8	3,9
Importations	1,8	3,2	3,8	6,5	6,6	6,8	7,0

**Tableau B.4 : Contribution à la croissance (en points)**

Agrégats	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur primaire	0,5	0,9	1,0	1,7	1,7	1,7	1,8
Secteur secondaire	0,8	1,7	1,2	1,1	1,4	1,5	1,1
Secteur tertiaire	2,5	4,5	4,6	4,9	3,8	4,1	3,3
<b>PIB</b>	<b>3,8</b>	<b>7,0</b>	<b>6,8</b>	<b>7,7</b>	<b>6,9</b>	<b>7,3</b>	<b>6,2</b>
Consommation finale	3,7	4,7	2,7	3,7	3,7	3,8	3,6
Investissement	0,5	2,0	1,0	1,4	4,8	3,3	3,6
Echanges extérieurs	-0,3	0,4	3,1	2,6	-1,5	0,1	-1,1

**Tableau B.5 : Recettes Totales (en milliards de FCFA)**

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-21	mai-21	déc-21	déc-20	oct-21
2015	848,3	848,3	848,3	848,3	848,3
2016	800,8	800,8	800,8	800,8	780,3
2017	1 001,7	1 001,7	1 001,7	1 001,7	1 001,7
2018	1 092,4	1 092,4	1 092,4	1 092,4	1 075,8
2019	1 185,6	1 185,6	1 185,6	1 185,6	1 185,7
2020	1 294,3	1 294,3	1 294,3	1 217,3	1 294,3
2021	1 390,3	1 356,5	1 390,3	1 322,7	1 353,9
2022	1 509,9	1 467,9	1 518,4	1 496,8	1 511,1
2023	1 690,6	1 576,6	1 723,7	1 645,7	1 709,0
2024	1 927,3	1 688,6	1 974,5	nd	1 877,1
2025	2 195,8	1 815,5	2 306,8	nd	2 031,4
2026	2 369,3	nd	2 714,4	nd	2 232,2

**Tableau B.6 : Dépenses Totales (en milliards de FCFA)**

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-21	mai-21	déc-21	déc-20	oct-21
2015	1 222,2	1 222,2	1 222,2	1 222,2	1 222,2
2016	1 080,8	1 080,8	1 080,8	1 086,3	1 080,8
2017	1 310,5	1 310,5	1 310,5	1 318,1	1 311,7
2018	1 303,4	1 303,4	1 303,4	1 305,9	1 311,4
2019	1 231,2	1 231,2	1 231,2	1 225,9	1 231,2
2020	1 718,1	1 718,1	1 718,1	1 670,6	1 718,1
2021	2 026,4	1 772,0	2 026,4	1 753,7	1 798,9
2022	1 997,4	1 821,4	1 999,3	1 801,5	1 929,3
2023	2 145,0	1 900,4	2 111,4	1 947,2	2 056,9
2024	2 311,4	2 016,6	2 306,5	nd	2 191,3
2025	2 589,8	2 148,8	2 631,8	nd	2 372,2
2026	2 742,8	nd	3 095,8	nd	2 527,8

**Tableau B.7 : Secteur extérieur et monnaie (en mds)**

<b>Agrégats</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>	<b>2026</b>
Solde global (BDP)	256,4	612,1	334,0	160,4	138,6	72,9	73,8
Masse monétaire (M2)	2751,9	3203,7	3 311,0	3 434,9	3 766,3	4 141,0	4 405,7

**Tableau B.8 : Indicateurs macroéconomiques**

<b>Indicateurs</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>	<b>2026</b>
Solde budgétaire global, dons compris / PIB nominal (%)	-4,3	-2,9	-0,5	-4,7	-6,5	-4,6	-3,9
Encours de la dette publique / PIB nominal (%)	39,7	41,1	41,2	46,1	49,2	49,8	49,2
Variation de l'IHPC (en %)	1,7	0,8	-0,9	1,5	1,7	1,5	2,0
Masse salariale / Recettes fiscales (%)	47,3	44,0	41,2	41,7	38,2	35,5	34,9
Taux de pression fiscale (%)	9,7	10,2	10,6	10,5	11,0	11,3	11,5

## BURKINA FASO

**Tableau C.1 : PIB nominal (en milliards de FCFA)**

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-21	mai-21	déc-21	déc-20	oct-21
2015	6 995,3	6 995,3	6 995,3	6 162,5	6 995,3
2016	7 605,1	7 605,1	7 605,1	6 455,7	7 605,1
2017	8 191,3	8 191,3	8 191,3	7 290,0	8 191,3
2018	8 920,4	8 920,4	8 920,4	7 858,4	8 920,4
2019	9 369,2	9 369,2	9 369,2	8 509,4	9 369,2
2020	10 065,4	10 030,9	10 065,3	9 071,7	9 988,4
2021	10 762,3	10 584,8	10 762,2	9 701,0	10 910,0
2022	11 485,0	11 346,1	11 488,6	10 328,2	11 793,2
2023	12 301,3	12 197,3	12 460,9	10 958,7	12 707,9
2024	12 933,6	13 204,3	13 163,0	11 591,3	13 688,1
2025	13 605,4	14 108,7	13 959,4	12 302,5	14 741,7
2026	14 338,9	nd	14 755,8	nd	15 881,5

**Tableau C.2 : Taux de croissance économique (%)**

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-21	mai-21	déc-21	déc-20	oct-21
2015	3,9	3,9	3,9	3,9	3,9
2016	6,0	6,0	6,0	5,9	6,0
2017	6,2	6,2	6,2	6,3	6,2
2018	6,7	6,7	6,7	6,8	6,7
2019	5,7	5,7	5,7	5,7	5,7
2020	1,9	1,9	1,9	1,4	1,9
2021	7,1	5,4	7,1	5,6	6,7
2022	6,6	5,8	6,8	5,4	5,6
2023	6,9	6,5	8,3	4,9	5,3
2024	5,0	7,2	5,4	4,7	5,3
2025	5,2	6,3	5,3	4,5	5,3
2026	5,9	nd	5,3	nd	5,3

**Tableau C.3 : Taux de croissance - Secteurs d'offre et composantes de la demande (en %)**

Agrégats	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur primaire	6,5	4,7	4,9	3,7	3,0	4,4	5,0
Secteur secondaire	8,1	11,1	5,6	5,9	4,4	3,3	3,7
Secteur tertiaire	-4,2	6,3	7,6	8,7	5,8	6,6	7,8
<b>PIB</b>	<b>1,9</b>	<b>7,1</b>	<b>6,6</b>	<b>6,9</b>	<b>5,0</b>	<b>5,2</b>	<b>5,9</b>
Consommation finale	-0,8	9,9	2,8	5,6	6,9	4,2	6,8
<i>Privée</i>	-0,7	10,0	1,1	5,5	6,6	5,0	6,1
<i>Publique</i>	-1,0	9,6	9,1	5,7	8,0	1,7	9,4
FBCF	-5,4	7,3	5,5	2,4	6,9	4,4	6,6
<i>Privée</i>	-4,9	7,5	1,3	1,9	9,2	7,2	7,9
<i>Publique</i>	-6,1	7,1	10,2	2,9	4,4	1,2	5,1
Exportations	9,9	18,9	12,4	3,2	7,7	12,1	6,1
Importations	-6,9	13,9	5,1	5,6	7,4	3,9	13,1

**Tableau C.4 : Contribution à la croissance (en points)**

Agrégats	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur primaire	1,4	1,0	1,1	0,8	0,6	0,9	1,0
Secteur secondaire	1,8	2,6	1,4	1,4	1,1	0,8	0,9
Secteur tertiaire	-1,3	3,4	4,2	4,7	3,4	3,5	4,0
<b>PIB</b>	<b>1,9</b>	<b>7,1</b>	<b>6,6</b>	<b>6,9</b>	<b>5,0</b>	<b>5,2</b>	<b>5,9</b>
Consommation finale	-0,7	8,2	2,4	4,5	5,6	3,5	5,6
Investissement	-2,6	1,1	2,6	3,5	0,1	0,5	3,3
Echanges extérieurs	5,1	-2,2	1,7	-1,1	-0,6	1,2	-3,0

**Tableau C.5 : Recettes Totales (en milliards de FCFA)**

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-21	mai-21	déc-21	déc-20	oct-21
2015	1 182,5	1 278,0	1 182,5	1 278,0	1 278,0
2016	1 306,0	1 410,7	1 306,0	1 412,6	1 410,7
2017	1 570,2	1 583,6	1 570,2	1 583,6	1 583,6
2018	1 699,9	1 750,5	1 699,9	1 746,0	1 745,9
2019	1 832,1	1 882,0	1 832,1	1 882,0	1 882,0
2020	1 937,6	1 975,4	1 937,6	2 062,6	1 975,3
2021	2 090,3	2 146,3	2 090,4	2 180,6	2 040,2
2022	2 264,7	2 212,5	2 274,4	2 211,5	2 177,0
2023	2 345,2	2 518,2	2 425,6	2 472,4	2 331,7
2024	2 459,2	2 768,6	2 539,0	2 661,6	2 525,9
2025	2 623,0	2 934,4	2 753,9	2 830,7	2 747,7
2026	2 852,5	nd	2 968,8	nd	2 986,1

**Tableau C.6 : Dépenses Totales (en milliards de FCFA)**

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-21	mai-21	déc-21	déc-20	oct-21
2015	1 424,2	1 411,6	1 424,2	1 411,6	1 424,2
2016	1 673,7	1 665,0	1 673,7	1 665,0	1 645,1
2017	2 150,0	2 146,5	2 150,0	2 146,5	2 150,0
2018	2 076,4	2 127,6	2 076,4	2 127,6	2 137,7
2019	2 149,8	2 177,4	2 149,9	2 177,4	2 201,3
2020	2 470,4	2 504,2	2 470,4	2 523,9	2 544,3
2021	2 644,0	2 674,7	2 644,0	2 721,4	2 651,1
2022	2 827,0	2 754,3	2 814,4	2 666,7	2 743,1
2023	2 848,2	2 921,2	2 910,8	2 861,1	2 840,0
2024	2 852,3	3 056,4	2 935,4	2 997,5	2 936,6
2025	3 029,6	3 174,8	3 158,8	3 145,8	3 189,9
2026	3 207,0	nd	3 382,2	nd	3 462,6

**Tableau C.7 : Secteur extérieur et monnaie (en mds)**

<b>Agrégats</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>	<b>2026</b>
Solde global (BDP)	476,0	393,1	354,5	165,9	215,1	134,5	161,0
Masse monétaire (M2)	4779,2	5 344,5	5 554,2	5 780,7	6 077,9	6 393,6	6 709,3

**Tableau C.8 : Indicateurs macroéconomiques**

<b>Indicateurs</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>	<b>2026</b>
Solde budgétaire global, dons compris / PIB nominal (%)	-4,6	-5,1	-4,9	-4,1	-3,0	-3,0	-2,5
Encours de la dette publique / PIB nominal (%)	47,3	52,6	54,2	54,7	55,0	55,5	55,1
Variation de l'IHPC (en %)	1,9	3,9	2,6	0,1	0,6	0,8	0,3
Masse salariale / Recettes fiscales (%)	61,0	56,5	53,2	51,5	48,7	47,2	44,1
Taux de pression fiscale (%)	14,3	15,6	14,8	14,9	15,6	15,8	16,6

# CÔTE D'IVOIRE

**Tableau D.1 : PIB nominal (en milliards de FCFA)**

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-21	mai-21	déc-21	déc-20	oct-21
2015	27 086,2	27 086,2	27 086,2	27 086,2	27 086,2
2016	28 423,9	28 423,9	28 423,9	28 423,9	28 423,9
2017	29 955,0	29 955,0	29 955,0	29 955,0	29 955,0
2018	32 222,3	32 222,3	32 222,3	32 222,3	32 222,3
2019	34 298,9	34 298,9	34 298,9	34 298,9	34 298,9
2020	35 311,4	35 124,6	35 311,4	35 124,6	35 193,0
2021	38 439,2	37 077,5	38 439,2	37 698,5	37 811,2
2022	41 486,8	40 090,9	41 951,1	40 555,0	40 780,9
2023	45 176,4	43 701,3	46 098,2	43 593,5	43 965,4
2024	48 900,4	47 012,4	50 721,3	46 940,0	47 387,9
2025	52 909,1	50 784,5	55 672,4	50 531,1	51 081,6
2026	57 338,8	nd	60 696,9	nd	55 012,8

**Tableau D.2 : Taux de croissance économique (%)**

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-21	mai-21	déc-21	déc-20	oct-21
2015	8,8	8,8	8,8	8,8	8,8
2016	7,2	7,2	7,2	7,2	7,2
2017	7,4	7,4	7,4	7,4	7,4
2018	6,9	6,9	6,9	6,9	6,9
2019	6,2	6,2	6,2	6,2	6,2
2020	2,0	1,8	2,0	1,8	2,0
2021	6,5	6,0	6,5	6,5	6,0
2022	6,7	7,3	7,1	6,8	6,5
2023	7,6	7,5	8,2	6,7	6,4
2024	7,4	6,6	8,2	7,0	6,3
2025	7,0	6,7	8,2	6,9	6,1
2026	7,1	nd	7,7	nd	6,0

**Tableau D.3 : Taux de croissance - Secteurs d'offre et composantes de la demande (en %)**

Agrégats	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur primaire	-1,3	2,3	2,3	2,2	2,1	1,8	2,3
Secteur secondaire	11,2	9,0	9,0	8,5	9,5	6,6	5,9
Secteur tertiaire	6,5	7,0	6,9	8,4	7,8	8,1	8,4
<b>PIB</b>	<b>2,0</b>	<b>6,5</b>	<b>6,7</b>	<b>7,6</b>	<b>7,4</b>	<b>7,0</b>	<b>7,1</b>
Consommation finale	4,4	6,2	7,4	8,0	6,5	5,9	4,4
<i>Privée</i>	4,5	6,6	8,0	8,4	7,0	6,3	4,5
<i>Publique</i>	3,9	3,5	2,6	4,5	3,0	2,7	3,9
FBCF	10,2	5,5	17,5	10,9	18,4	8,0	10,2
<i>Privée</i>	11,1	6,9	21,9	11,1	21,4	7,3	11,1
<i>Publique</i>	8,1	2,1	6,4	10,4	9,8	10,4	8,1
Exportations	7,3	3,1	4,3	3,4	2,4	12,4	7,3
Importations	8,3	0,7	13,0	8,8	14,1	5,3	8,3

**Tableau D.4 : Contribution à la croissance (en points)**

Agrégats	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur primaire	0,3	-0,2	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3
Secteur secondaire	0,4	2,4	2,0	1,9	2,1	2,2	1,8
Secteur tertiaire	1,2	4,4	4,4	5,3	5,0	4,5	5,0
<b>PIB</b>	<b>2,0</b>	<b>6,5</b>	<b>6,7</b>	<b>7,6</b>	<b>7,4</b>	<b>7,0</b>	<b>7,1</b>
Consommation finale	-0,2	3,4	4,6	5,5	5,9	4,9	4,3
Investissement	5,8	3,6	1,5	4,4	3,1	6,6	2,3
Echanges extérieurs	-3,6	-0,4	0,5	-2,3	-1,5	-4,5	0,5

**Tableau B.5 : Recettes Totales (en milliards de FCFA)**

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-21	mai-21	déc-21	déc-20	oct-21
2015	3 916,8	3 916,8	3 916,8	3 916,8	3 916,8
2016	4 176,7	4 176,7	4 176,6	4 176,6	4 188,9
2017	4 443,9	4 443,9	4 510,9	4 510,9	4 523,4
2018	4 734,3	4 734,3	4 764,1	4 764,0	4 764,1
2019	5 158,4	5 158,4	5 158,4	5 259,1	5 158,5
2020	5 289,2	5 289,3	5 289,2	5 089,6	5 289,2
2021	5 711,9	5 559,6	5 711,9	5 774,1	5 525,0
2022	6 225,7	6 076,4	6 417,7	6 360,6	6 240,2
2023	6 944,0	6 619,2	7 137,6	6 929,8	6 780,2
2024	7 758,2	7 040,0	8 008,0	7 444,1	7 337,5
2025	8 220,1	7 618,8	8 613,1	8 016,3	7 817,8
2026	9 004,7	nd	9 117,6	nd	8 345,4

**Tableau D.6 : Dépenses Totales (en milliards de FCFA)**

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-21	mai-21	déc-21	déc-20	oct-21
2015	4 470,0	4 418,2	4 469,8	4 470,0	4 470,0
2016	5 014,9	5 014,9	5 014,6	5 014,7	5 043,4
2017	5 509,3	5 509,3	5 521,8	5 509,3	5 521,8
2018	5 708,3	5 708,3	5 708,3	5 708,3	5 708,3
2019	5 943,9	5 936,9	5 943,9	6 049,2	5 943,8
2020	7 255,1	7 215,9	7 255,1	7 174,0	7 255,1
2021	7 874,5	7 066,8	7 874,5	7 524,5	7 629,7
2022	8 277,7	7 580,2	8 393,0	7 918,5	8 170,3
2023	8 765,6	7 924,8	8 903,4	8 257,8	8 461,0
2024	9 233,1	8 330,4	9 539,5	8 700,8	8 781,1
2025	9 831,5	8 782,6	10 283,2	9 111,7	9 362,1
2026	10 687,4	nd	11 027,0	nd	10 020,1

**Tableau D.7 : Secteur extérieur et monnaie (en mds)**

<b>Agrégats</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>	<b>2026</b>
Solde global (BDP)	607,0	630,7	1 483,0	1 215,2	1 140,5	740,1	784,5
Masse monétaire (M2)	13 042,6	15 435,3	16 071,7	16 831,7	17 331,7	17 848,1	19 271,1

**Tableau D.8 : Indicateurs macroéconomiques**

<b>Indicateurs</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>	<b>2026</b>
Solde budgétaire global, dons compris / PIB nominal	-5,6	-5,6	-4,9	-4,0	-3,0	-3,0	-2,9
Encours de la dette publique / PIB nominal	47,6	51,1	52,3	52,0	51,1	50,3	49,3
Variation de l'IHPC (%)	2,3	4,2	2,4	2,4	2,3	2,5	2,5
Masse salariale / Recettes fiscales	42,0	38,9	37,8	34,7	31,8	31,0	29,1
Taux de pression fiscale	12,3	12,4	12,5	13,0	13,5	13,3	13,5

## GUINEE-BISSAU

**Tableau E.1 : PIB nominal (en milliards de FCFA)**

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-21	mai-21	déc-21	déc-20	oct-21
2015	681,3	681,3	681,3	681,3	681,3
2016	737,8	737,8	737,8	737,8	737,8
2017	853,6	853,6	853,6	853,6	853,6
2018	854,5	854,5	854,5	832,1	836,0
2019	885,1	885,1	885,1	860,4	843,5
2020	919,1	894,5	919,1	861,6	824,1
2021	1 005,0	943,6	1 005,0	924,7	874,2
2022	1 061,4	1 010,6	1 052,1	993,3	934,7
2023	1 128,8	1 075,9	1 103,6	1 069,3	1 008,9
2024	1 199,5	1 148,8	1 152,9	1 158,4	1 089,0
2025	1 274,9	1 229,4	1 196,9	1 223,0	1 175,5
2026	1 344,6	nd	1 242,6	nd	1 268,8

**Tableau E.2 : Taux de croissance économique (%)**

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-21	mai-21	déc-21	déc-20	oct-21
2015	6,1	6,1	6,1	6,1	6,1
2016	5,4	5,4	5,4	5,4	5,3
2017	4,7	4,7	4,7	4,7	4,8
2018	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
2019	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5
2020	1,5	-2,3	1,5	-2,3	-1,4
2021	6,3	4,0	6,3	4,7	3,3
2022	3,8	4,8	3,6	5,6	4,0
2023	4,9	4,7	3,8	5,6	5,0
2024	4,7	4,8	3,6	6,4	5,0
2025	5,0	5,4	3,4	4,6	5,0
2026	5,1	nd	3,3	nd	5,0

**Tableau E.3 : Taux de croissance - Secteurs d'offre et composantes de la demande (en %)**

Agrégats	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur primaire	3,2	6,3	4,5	4,2	4,3	4,7	6,5
Secteur secondaire	1,4	6,8	2,8	5,8	5,0	5,4	4,7
Secteur tertiaire	2,5	5,2	4,0	5,4	4,9	5,2	4,1
<b>PIB</b>	<b>1,5</b>	<b>6,3</b>	<b>3,8</b>	<b>4,9</b>	<b>4,7</b>	<b>5,0</b>	<b>5,1</b>
Consommation finale	-1,3	6,1	5,2	4,8	4,1	4,7	4,7
<i>Privée</i>	-5,3	4,6	4,1	4,9	4,0	4,8	4,8
<i>Publique</i>	16,3	11,5	9,1	4,5	4,3	4,7	4,7
FBCF	1,8	2,1	-5,1	4,1	1,8	2,5	2,5
<i>Privée</i>	-12,1	11,7	-5,4	4,8	2,3	3,2	3,2
<i>Publique</i>	34,3	-12,5	-4,5	2,7	0,8	1,2	1,2
Exportations	-28,1	25,1	28,2	1,1	1,3	1,2	1,2
Importations	-13,8	8,6	4,3	4,2	4,0	4,2	4,2

**Tableau E.4 : Contribution à la croissance (en points)**

Agrégats	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur primaire	1,1	2,3	1,6	1,5	1,5	1,7	2,3
Secteur secondaire	0,2	0,9	0,4	0,8	0,7	0,7	0,6
Secteur tertiaire	0,2	3,1	1,8	2,6	2,5	2,6	2,1
<b>PIB</b>	<b>1,5</b>	<b>6,3</b>	<b>3,8</b>	<b>4,9</b>	<b>4,7</b>	<b>5,0</b>	<b>5,1</b>
Consommation finale	-1,1	5,3	4,5	4,2	3,6	4,1	4,1
Investissement	2,8	0,5	-3,4	1,7	2,0	1,8	1,8
Echanges extérieurs	-0,1	0,5	2,7	-1,0	-0,9	-0,9	-0,9

**Tableau E.5 : Recettes Totales (en milliards de FCFA)**

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-21	mai-21	déc-21	déc-20	oct-21
2015	124,9	124,9	124,9	124,9	125,0
2016	112,2	113,6	112,2	112,2	112,0
2017	143,7	145,2	143,7	143,7	143,3
2018	128,6	129,8	128,6	128,6	127,0
2019	130,1	130,1	130,1	130,1	130,1
2020	134,5	132,8	134,5	125,3	134,7
2021	160,6	154,1	159,2	149,6	162,5
2022	167,8	170,8	170,9	163,5	174,0
2023	183,4	188,2	185,4	177,9	191,0
2024	197,3	202,5	190,7	188,3	202,6
2025	208,3	214,1	195,5	193,1	219,9
2026	213,5	nd	195,5	nd	236,7

**Tableau E.6 : Dépenses Totales (en milliards de FCFA)**

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-21	mai-21	déc-21	déc-20	oct-21
2015	141,1	141,1	141,1	176,3	146,5
2016	142,4	142,4	142,4	152,3	151,4
2017	155,3	155,3	155,3	155,3	154,6
2018	165,3	165,3	165,3	166,4	168,1
2019	161,8	161,8	161,8	161,8	163,2
2020	219,7	213,9	219,8	208,2	212,9
2021	225,5	212,8	225,5	210,5	206,2
2022	222,3	220,3	217,7	211,8	216,5
2023	233,7	234,4	221,6	223,1	232,4
2024	240,3	243,2	223,2	221,1	241,1
2025	243,0	245,6	224,4	222,9	254,5
2026	245,7	nd	224,4	nd	274,0

**Tableau E.7 : Secteur extérieur et monnaie (en mds)**

<b>Agrégats</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>	<b>2026</b>
Solde global (BDP)	52,5	24,1	40,7	36,0	42,5	41,1	39,7
Masse monétaire (M2)	399,2	428,5	462,9	503,6	547,1	594,2	640,5

**Tableau E.8 : Indicateurs macroéconomiques**

<b>Indicateurs</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>	<b>2026</b>
Solde budgétaire global, dons compris / PIB nominal	-9,3	-6,5	-5,1	-4,5	-3,6	-2,7	-2,9
Encours de la dette publique / PIB nominal	69,9	73,1	74,3	74,4	73,5	71,8	71,0
Variation de l'IHPC (%)	1,5	3,3	1,3	1,0	1,5	1,2	1,4
Masse salariale / Recettes fiscales	78,1	61,5	56,4	51,8	48,9	46,4	43,0
Taux de pression fiscale	7,4	9,4	10,1	10,5	10,7	10,8	11,2

# MALI

**Tableau F.1 : PIB nominal (en milliards de FCFA)**

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-21	mai-21	déc-21	déc-20	oct-21
2015	7 747,7	7 747,7	7 747,7	7 747,7	7 747,7
2016	8 311,9	8 311,9	8 311,9	8 311,9	8 311,9
2017	8 922,2	8 922,2	8 922,2	8 922,2	8 922,0
2018	9 482,0	9 482,0	9 482,0	9 482,0	9 482,0
2019	10 124,7	10 125,6	10 124,7	10 124,3	10 124,7
2020	10 052,8	10 011,6	10 052,8	10 193,6	10 053,3
2021	10 837,3	10 575,0	10 837,3	10 882,8	10 744,5
2022	11 435,7	11 254,9	11 649,0	11 727,8	11 549,1
2023	12 118,6	12 025,5	12 504,9	12 560,5	12 372,8
2024	12 748,3	12 894,3	13 330,0	13 453,5	13 251,2
2025	13 340,2	13 921,6	14 210,8	14 427,1	14 192,1
2026	13 900,1	nd	15 147,7	nd	15 199,7

**Tableau F.2 : Taux de croissance économique (%)**

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-21	mai-21	déc-21	déc-20	oct-21
2015	6,2	6,2	6,2	6,2	6,2
2016	5,9	5,9	5,9	5,9	5,9
2017	5,3	5,3	5,3	5,3	5,3
2018	4,7	4,7	4,7	4,7	4,7
2019	4,8	4,8	4,8	4,8	4,8
2020	- 1,2	-1,2	- 1,2	-1,2	-1,6
2021	5,2	4,5	5,2	4,9	4,0
2022	4,5	5,5	5,3	5,7	5,3
2023	4,7	5,7	5,5	5,0	5,0
2024	4,8	5,6	5,0	5,0	5,0
2025	4,4	5,9	5,0	5,0	5,0
2026	4,7	nd	5,0	nd	5,0

**Tableau F.3 : Taux de croissance - Secteurs d'offre et composantes de la demande (en %)**

Agrégats	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur primaire	-4,9	9,1	3,8	3,6	3,4	3,5	3,2
Secteur secondaire	-0,2	-0,1	2,2	3,3	3,1	3,0	3,0
Secteur tertiaire	1,4	4,6	6,5	5,6	5,8	5,1	4,7
<b>PIB</b>	<b>-1,2</b>	<b>5,2</b>	<b>4,5</b>	<b>4,7</b>	<b>4,8</b>	<b>4,4</b>	<b>4,7</b>
Consommation finale	2,3	3,3	4,2	4,3	4,0	4,6	3,4
<i>Privée</i>	1,9	3,0	4,3	4,3	4,0	5,0	3,7
<i>Publique</i>	4,5	5,0	3,5	4,0	4,1	2,8	1,8
FBCF	-4,3	4,7	-1,9	-0,8	0,8	1,2	0,3
<i>Privée</i>	-5,7	4,9	-1,1	1,0	1,9	1,9	1,0
<i>Publique</i>	-3,0	4,5	-2,6	-2,6	-0,3	0,4	-0,5
Exportations	0,5	-6,1	3,0	-2,8	-3,5	1,0	0,3
Importations	-2,9	4,8	0,9	-2,5	-3,6	-7,4	7,5

**Tableau F.4 : Contribution à la croissance (en points)**

Agrégats	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur primaire	-1,6	2,8	1,2	1,1	1,1	1,1	1,0
Secteur secondaire	0,0	0,0	0,4	0,6	0,5	0,5	0,5
Secteur tertiaire	0,4	2,4	2,9	3,0	3,2	2,8	3,2
<b>PIB</b>	<b>-1,2</b>	<b>5,2</b>	<b>4,5</b>	<b>4,7</b>	<b>4,8</b>	<b>4,4</b>	<b>4,7</b>
Consommation finale	2,1	3,2	3,9	4,0	3,8	4,3	3,2
Investissement	-4,4	4,7	0,4	0,3	0,4	2,1	3,3
Echanges extérieurs	1,1	-2,7	0,2	0,4	0,6	-2,0	-1,8

**Tableau F.5 : Recettes Totales (en milliards de FCFA)**

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-21	mai-21	déc-21	déc-20	oct-21
2015	1 481,0	1 481,0	1 481,0	1 481,0	1 481,1
2016	1 792,0	1 792,0	1 792,0	1 792,0	1 522,2
2017	1 790,2	1 789,9	1 790,2	1 790,2	1 789,7
2018	1 476,4	1 566,5	1 476,4	1 473,4	1 475,9
2019	2 241,7	2 241,7	2 241,7	2 165,0	2 173,3
2020	2 072,9	2 198,7	2 072,2	2 327,1	2 083,4
2021	2 531,7	2 421,7	2 531,6	2 322,9	2 368,3
2022	2 464,6	2 584,6	2 579,2	2 535,7	2 543,6
2023	2 695,7	2 769,1	2 879,7	2 774,7	2 787,6
2024	2 814,1	2 989,5	3 118,0	3 054,8	3 023,5
2025	2 955,3	3 223,7	3 375,9	3 347,7	3 247,2
2026	3 071,8	nd	3 654,5	nd	3 487,6

**Tableau F.6 : Dépenses Totales (en milliards de FCFA)**

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-21	mai-21	déc-21	déc-20	oct-21
2015	1 622,3	1 622,3	1 622,3	1 622,3	1 622,3
2016	2 116,5	2 121,1	2 116,5	2 116,5	1 850,1
2017	2 045,0	2 055,1	2 045,0	2 045,0	2 045,0
2018	1 926,4	1 932,8	1 926,4	1 926,4	1 925,5
2019	2 410,5	2 416,3	2 410,5	2 343,8	2 343,8
2020	2 626,6	2 633,5	2 626,6	2 957,3	2 625,3
2021	3 134,5	2 834,4	3 134,5	2 959,3	2 959,2
2022	3 066,4	2 917,6	3 126,8	2 943,2	3 063,3
2023	3 241,1	3 089,8	3 327,3	3 168,9	3 220,7
2024	3 308,8	3 321,0	3 506,2	3 457,3	3 421,1
2025	3 361,3	3 587,5	3 795,8	3 795,8	3 672,9
2026	3 484,2	nd	4 108,8	nd	3 943,6

**Tableau F.7 : Secteur extérieur et monnaie (en mds)**

<b>Agrégats</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>	<b>2026</b>
Solde global (BDP)	450,8	78,3	33,3	-186,3	-91,7	-189,8	-243,0
Masse monétaire (M2)	3657,1	4 281,5	4 397,6	4 441,1	4 572,2	4 696,8	4 716,9

**Tableau F.8 : Indicateurs macroéconomiques**

<b>Indicateurs</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>	<b>2026</b>
Solde budgétaire global, dons compris / PIB nominal	-5,5	-5,6	-5,3	-4,5	-3,9	-3,0	-3,0
Encours de la dette publique / PIB nominal	47,3	49,6	52,5	54,1	55,3	55,9	56,6
Variation de l'IHPC (%)	0,5	3,8	1,0	1,4	1,0	0,9	0,7
Masse salariale / Recettes fiscales	39,5	46,5	50,8	48,7	47,5	46,5	45,9
Taux de pression fiscale	15,6	15,0	14,5	14,7	14,5	14,6	14,6

# NIGER

**Tableau G.1 : PIB nominal (en milliards de FCFA)**

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-21	mai-21	déc-21	déc-20	oct-21
2015	5 725,1	5 725,2	5 725,1	5 715,0	5 724,9
2016	6 162,4	6 096,5	6 162,4	6 096,4	6 135,4
2017	6 494,7	6 486,0	6 494,7	6 486,0	6 497,0
2018	7 138,6	7 121,4	7 138,6	7 121,4	7 134,3
2019	7 612,6	7 589,4	7 612,6	7 565,3	7 565,0
2020	8 045,7	7 892,9	8 045,7	7 872,9	7 909,4
2021	8 647,0	8 401,5	8 647,0	8 558,9	8 559,0
2022	9 256,9	9 253,4	9 453,4	9 845,0	9 300,6
2023	10 175,0	10 089,5	10 434,4	11 151,5	10 470,9
2024	11 283,6	10 696,0	11 778,3	12 136,7	11 894,8
2025	12 075,6	11 385,4	12 746,7	13 162,4	13 165,9
2026	12 803,9	nd	13 715,1	nd	14 228,9

**Tableau G.2 : Taux de croissance économique (%)**

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-21	mai-21	déc-21	déc-20	oct-21
2015	4,8	4,3	4,8	4,3	4,4
2016	5,7	5,7	5,7	5,7	5,7
2017	3,8	5,0	3,8	5,0	5,0
2018	7,2	7,0	7,2	7,0	7,2
2019	5,9	5,9	5,9	5,9	5,9
2020	3,6	1,2	3,6	1,2	3,6
2021	5,5	5,2	5,5	6,9	5,4
2022	5,3	10,3	7,1	12,8	6,6
2023	8,9	9,0	9,3	11,1	10,4
2024	10,6	5,8	11,1	6,7	11,4
2025	6,0	6,6	6,5	6,3	8,6
2026	5,2	nd	6,9	nd	6,0

**Tableau G.3 : Taux de croissance - Secteurs d'offre et composantes de la demande (en %)**

Agrégats	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur primaire	8,3	6,0	5,8	6,1	5,8	6,0	4,7
Secteur secondaire	2,7	3,3	1,1	18,8	23,1	7,0	3,9
Secteur tertiaire	-0,1	5,8	7,9	6,7	7,7	5,6	6,6
<b>PIB</b>	<b>3,6</b>	<b>5,5</b>	<b>5,3</b>	<b>8,9</b>	<b>10,6</b>	<b>6,0</b>	<b>5,2</b>
Consommation finale	3,7	6,0	5,8	4,9	5,7	5,5	2,2
<i>Privée</i>	3,5	6,1	5,9	4,8	5,6	5,4	2,0
<i>Publique</i>	4,4	5,4	5,5	5,1	5,9	5,9	3,1
FBCF	3,2	8,6	12,2	5,3	4,5	9,2	6,2
<i>Privée</i>	2,2	4,5	14,2	5,8	4,8	10,4	5,3
<i>Publique</i>	5,0	15,8	9,0	4,4	3,8	7,1	7,7
Exportations	-8,8	4,3	9,2	38,2	54,9	18,3	40,0
Importations	-1,1	10,5	16,9	3,6	8,4	12,0	21,5

**Tableau G.4 : Contribution à la croissance (en points)**

Agrégats	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur primaire	3,0	2,2	2,2	2,3	2,1	2,1	1,7
Secteur secondaire	0,6	0,7	0,2	3,8	5,1	1,7	1,0
Secteur tertiaire	0,1	2,5	2,9	2,8	3,3	2,2	2,5
<b>PIB</b>	<b>3,6</b>	<b>5,5</b>	<b>5,3</b>	<b>8,9</b>	<b>10,6</b>	<b>6,0</b>	<b>5,2</b>
Consommation finale	3,2	5,1	5,0	4,2	4,7	4,4	1,7
Investissement	1,0	2,6	4,0	2,0	1,3	3,0	0,6
Echanges extérieurs	-0,5	-2,2	-3,7	2,7	4,6	-1,3	2,8

**Tableau G.5 : Recettes Totales (en milliards de FCFA)**

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-21	mai-21	déc-21	déc-20	oct-21
2015	999,7	999,7	999,8	999,7	1 001,3
2016	913,9	913,9	913,9	913,9	914,1
2017	1 022,9	1 022,9	1 022,9	999,9	999,7
2018	1 291,2	1 291,2	1 291,2	1 291,2	1 291,3
2019	1 362,4	1 362,4	1 362,4	1 362,5	1 362,5
2020	1 388,4	1 388,4	1 388,4	1 382,0	1 388,4
2021	1 560,6	1 557,2	1 560,6	1 562,2	1 473,3
2022	1 643,9	1 640,7	1 754,1	1 773,0	1 593,3
2023	1 745,6	1 782,3	1 867,5	2 035,4	1 872,8
2024	1 991,0	1 923,0	2 188,5	2 243,5	2 176,9
2025	2 168,6	2 097,2	2 360,5	2 473,1	2 447,8
2026	2 324,3	nd	2 459,0	nd	2 669,4

**Tableau G.6 : Dépenses Totales (en milliards de FCFA)**

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-21	mai-21	déc-21	déc-20	oct-21
2015	1 384,5	1 384,5	1 384,5	1 384,5	1 387,6
2016	1 187,7	1 187,7	1 187,7	1 187,7	1 187,9
2017	1 263,5	1 263,5	1 263,5	1 266,9	1 267,1
2018	1 505,4	1 505,4	1 505,4	1 505,4	1 505,3
2019	1 625,1	1 625,1	1 625,1	1 631,8	1 631,8
2020	1 810,6	1 769,5	1 810,6	1 842,1	1 810,5
2021	1 953,8	1 884,1	1 953,8	1 959,2	2 038,1
2022	2 004,2	1 939,4	2 122,7	2 085,2	2 086,6
2023	2 088,3	2 082,2	2 201,6	2 314,0	2 260,8
2024	2 295,0	2 215,1	2 366,1	2 548,7	2 534,4
2025	2 470,1	2 367,9	2 641,4	2 800,1	2 843,1
2026	2 639,4	nd	2 751,6	nd	3 096,8

**Tableau G.7 : Secteur extérieur et monnaie (en mds)**

<b>Agrégats</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>	<b>2026</b>
Solde global (BDP)	-81,6	60,5	114,9	350,9	922,8	807,8	363,5
Masse monétaire (M2)	1 516,3	1 649,4	1 716,3	1 845,2	1 953,8	2 139,4	2 285,4

**Tableau G.8 : Indicateurs macroéconomiques**

<b>Indicateurs</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>	<b>2026</b>
Solde budgétaire global, dons compris / PIB nominal	-5,2	-4,5	-3,9	-3,4	-2,7	-2,5	-2,5
Encours de la dette publique / PIB nominal	43,6	42,5	43,6	43,0	41,5	41,3	41,4
Variation de l'IHPC (%)	2,9	3,8	2,4	2,1	2,0	2,2	2,1
Masse salariale / Recettes fiscales	39,2	33,3	32,3	31,2	28,0	27,3	26,3
Taux de pression fiscale	9,4	11,0	11,3	11,3	12,0	12,2	12,7

## SENEGAL

**Tableau H.1 : PIB nominal (en milliards de FCFA)**

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-21	mai-21	déc-21	déc-20	oct-21
2015	10 508,7	10 508,7	10 508,7	10 508,7	10 508,7
2016	11 283,4	11 283,4	11 283,4	11 283,4	11 283,4
2017	12 191,8	12 191,8	12 191,8	12 191,8	12 191,8
2018	12 840,2	12 840,2	12 840,2	12 906,4	12 840,1
2019	13 655,4	13 655,4	13 655,4	13 814,7	13 655,4
2020	14 184,9	14 184,9	14 184,9	14 006,0	14 185,4
2021	15 280,9	14 881,2	15 280,9	14 998,7	15 145,3
2022	16 229,0	15 830,5	16 473,3	16 289,0	16 317,3
2023	18 162,7	17 822,5	18 502,9	18 669,7	18 387,6
2024	19 688,6	20 236,7	20 376,1	21 570,0	19 865,5
2025	20 852,0	22 134,1	22 265,6	23 328,7	21 328,5
2026	22 608,9	nd	24 355,9	nd	22 819,3

**Tableau H.2 : Taux de croissance économique (%)**

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-21	mai-21	déc-21	déc-20	oct-21
2015	6,4	6,4	6,4	6,4	6,4
2016	6,4	6,4	6,4	6,4	6,4
2017	7,4	7,4	7,4	7,4	7,4
2018	6,2	6,4	6,2	6,4	6,2
2019	4,4	5,3	4,4	5,3	4,4
2020	1,5	-0,7	1,5	-0,7	1,5
2021	5,0	4,3	5,0	5,2	4,7
2022	5,0	6,3	5,5	6,9	5,5
2023	10,2	10,2	11,5	13,7	10,8
2024	6,8	10,5	7,4	14,9	6,2
2025	5,9	9,4	6,3	10,1	5,4
2026	5,8	nd	6,4	nd	5,4

**Tableau H.3 : Taux de croissance - Secteurs d'offre et composantes de la demande (en %)**

Agrégats	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur primaire	15,9	4,1	5,1	5,8	6,1	5,8	6,1
Secteur secondaire	0,1	8,8	4,9	13,3	7,6	6,5	7,3
Secteur tertiaire	-0,2	4,4	4,1	10,6	7,7	3,6	6,2
<b>PIB</b>	<b>1,5</b>	<b>5,0</b>	<b>5,0</b>	<b>10,2</b>	<b>6,8</b>	<b>5,9</b>	<b>5,8</b>
Consommation finale	3,5	5,0	5,6	7,1	6,0	6,1	6,8
<i>Privée</i>	2,3	4,6	4,1	5,4	5,2	4,3	7,0
<i>Publique</i>	9,5	7,2	12,1	14,1	9,3	12,8	6,3
FBCF	-2,0	10,1	8,8	9,7	9,4	6,7	9,8
<i>Privée</i>	-4,0	9,3	7,9	7,5	8,9	3,5	10,0
<i>Publique</i>	5,4	12,9	11,9	16,4	11,0	15,7	9,3
Exportations	-2,3	7,6	27,4	15,6	5,2	4,4	1,1
Importations	6,4	7,1	14,2	9,1	8,9	2,2	0,4

**Tableau H.4 : Contribution à la croissance (en points)**

Agrégats	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur primaire	2,3	0,7	0,8	1,0	1,0	0,9	1,0
Secteur secondaire	0,0	2,0	1,2	3,1	1,8	1,6	1,8
Secteur tertiaire	-0,8	2,4	3,0	6,1	4,0	3,4	3,0
<b>PIB</b>	<b>1,5</b>	<b>5,0</b>	<b>5,0</b>	<b>10,2</b>	<b>6,8</b>	<b>5,9</b>	<b>5,8</b>
Consommation finale	2,9	4,2	4,7	6,0	4,9	4,9	5,6
Investissement	1,8	2,1	0,2	4,1	4,6	0,8	0,1
Echanges extérieurs	-3,2	-1,3	0,1	0,0	-2,7	0,2	0,1

**Tableau H.5 : Recettes Totales (en milliards de FCFA)**

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-21	mai-21	déc-21	déc-20	oct-21
2015	2 026,1	2 026,1	2 026,1	2 026,1	2 026,4
2016	2 334,6	2 334,6	2 334,6	2 332,0	2 334,7
2017	2 376,6	2 376,6	2 376,6	2 376,6	2 376,8
2018	2 425,4	2 425,4	2 425,5	2 425,5	2 425,5
2019	2 789,1	2 789,1	2 789,1	2 789,1	2 789,1
2020	2 842,7	2 842,7	2 842,7	2 965,0	2 842,7
2021	3 108,9	2 959,8	3 108,9	3 090,0	3 059,2
2022	3 434,4	3 301,8	3 461,0	3 558,2	3 419,7
2023	3 829,7	3 793,2	3 649,1	4 294,5	4 034,8
2024	4 401,9	4 389,3	4 243,1	5 013,1	4 562,6
2025	4 661,0	4 882,1	4 943,0	5 592,9	5 090,8
2026	4 926,9	nd	5 638,7	nd	5 443,4

**Tableau H.6 : Dépenses Totales (en milliards de FCFA)**

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-21	mai-21	déc-21	déc-20	oct-21
2015	2 411,5	2 411,5	2 411,5	2 411,5	2 411,4
2016	2 703,9	2 703,9	2 703,9	2 703,9	2 703,9
2017	2 738,8	2 738,8	2 738,8	2 738,8	2 738,7
2018	2 902,9	2 902,9	2 902,9	2 902,9	2 895,7
2019	3 326,2	3 326,2	3 326,2	3 326,2	3 317,4
2020	3 745,7	3 745,6	3 745,7	3 825,1	3 745,7
2021	4 075,9	3 712,4	4 075,9	3 833,9	3 876,7
2022	4 252,9	3 998,8	4 245,0	4 209,7	4 108,0
2023	4 423,7	4 461,9	4 335,7	4 855,2	4 588,6
2024	4 986,4	5 001,9	4 853,7	5 659,1	5 155,6
2025	5 285,1	5 498,2	5 615,2	6 301,7	5 728,2
2026	5 593,1	nd	6 373,5	nd	6 127,7

**Tableau H.7 : Secteur extérieur et monnaie (en mds)**

<b>Agrégats</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>	<b>2026</b>
Solde global (BDP)	-90,0	293,0	117,5	768,2	627,3	520,4	401,1
Masse monétaire (M2)	8270,1	10 199,1	10 243,6	10 796,7	11 819,8	12 415,8	13 122,8

**Tableau H.8 : Indicateurs macroéconomiques**

<b>Indicateurs</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>	<b>2026</b>
Solde budgétaire global, dons compris / PIB nominal	-6,4	-6,3	-5,0	-3,3	-3,0	-3,0	-2,9
Encours de la dette publique / PIB nominal	62,8	67,4	68,5	64,5	62,4	61,9	60,1
Variation de l'IHPC (%)	1,4	4,5	0,5	1,5	1,7	-0,1	1,9
Masse salariale / Recettes fiscales	34,0	33,3	32,3	31,2	29,0	29,0	29,0
Taux de pression fiscale	16,7	17,6	18,2	18,4	19,7	19,7	19,3

# TOGO

**Tableau I.1 : PIB nominal (en milliards de FCFA)**

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-21	mai-21	déc-21	déc-20	oct-21
2015	3 322,7	3 322,7	3 322,7	3 322,7	3 335,0
2016	3 744,6	3 574,4	3 574,4	3 574,4	3 574,4
2017	3 713,6	3 713,6	3 713,6	3 713,6	3 713,6
2018	3 950,4	3 950,4	3 950,4	3 950,4	3 950,5
2019	4 230,5	4 230,5	4 230,5	4 230,6	4 230,5
2020	4 359,9	4 359,9	4 359,9	4 300,9	4 359,9
2021	4 665,4	4 606,5	4 665,4	4 580,2	4 648,9
2022	5 013,6	4 945,3	5 061,3	4 937,0	5 041,9
2023	5 349,3	5 274,5	5 483,4	5 369,3	5 452,1
2024	5 715,2	5 632,0	5 948,0	5 859,3	5 895,8
2025	6 130,1	6 049,0	6 456,5	6 411,0	6 375,6
2026	6 521,8	nd	7 040,8	6 962,7	6 891,8

**Tableau I.2 : Taux de croissance économique (%)**

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-21	mai-21	déc-21	déc-20	oct-21
2015	5,7	5,7	5,7	5,7	5,7
2016	5,6	5,6	5,6	5,6	5,6
2017	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3
2018	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0
2019	5,5	5,5	5,5	5,5	5,5
2020	1,8	0,7	1,8	0,7	1,8
2021	5,3	4,7	5,3	4,7	4,8
2022	5,3	5,5	6,1	6,0	5,9
2023	5,7	5,4	6,3	7,1	6,1
2024	5,8	5,5	6,5	7,3	6,3
2025	6,0	5,9	6,7	7,5	6,5
2026	5,7	nd	7,1	nd	6,5

**Tableau I.3 : Taux de croissance - Secteurs d'offre et composantes de la demande (en %)**

Agrégats	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur primaire	1,3	4,6	5,6	5,1	5,8	4,9	4,6
Secteur secondaire	5,3	3,5	6,7	7,1	7,1	6,6	6,0
Secteur tertiaire	0,6	6,2	4,7	5,3	5,3	6,1	4,7
<b>PIB</b>	<b>1,8</b>	<b>5,3</b>	<b>5,3</b>	<b>5,7</b>	<b>5,8</b>	<b>6,0</b>	<b>5,7</b>
Consommation finale	-0,1	5,9	4,8	4,5	4,1	0,5	3,9
<i>Privée</i>	-0,5	6,9	5,5	3,8	4,5	0,3	4,2
<i>Publique</i>	2,0	0,5	0,8	8,3	1,8	1,4	2,5
FBCF	15,0	5,9	10,5	10,7	9,3	5,3	8,3
<i>Privée</i>	-2,7	4,3	8,5	9,7	8,4	5,4	7,3
<i>Publique</i>	62,6	8,4	13,6	12,3	10,5	5,2	10,0
Exportations	-4,7	1,9	4,6	4,4	5,0	22,6	7,7
Importations	0,8	5,0	7,4	6,5	2,7	1,7	4,7

**Tableau I.4 : Contribution à la croissance (en points)**

Agrégats	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur primaire	0,3	0,9	1,1	1,0	1,2	1,0	0,9
Secteur secondaire	1,1	0,8	1,5	1,6	1,6	1,5	1,3
Secteur tertiaire	0,3	3,5	2,7	3,0	3,0	3,5	3,4
<b>PIB</b>	<b>1,8</b>	<b>5,3</b>	<b>5,3</b>	<b>5,7</b>	<b>5,8</b>	<b>6,0</b>	<b>5,7</b>
Consommation finale	-0,1	5,0	4,1	3,9	3,5	0,4	3,4
Investissement	3,2	1,4	2,6	3,0	2,2	1,3	2,1
Echanges extérieurs	-1,4	-1,2	-1,4	-1,2	0,2	4,3	0,2

**Tableau I.5 : Recettes Totales (en milliards de FCFA)**

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-21	mai-21	déc-21	déc-20	oct-21
2015	625,9	625,9	625,9	625,9	539,5
2016	571,3	571,3	571,3	571,3	571,3
2017	595,8	595,8	595,8	595,8	595,8
2018	712,6	710,8	712,6	712,6	710,8
2019	748,8	746,9	748,8	748,8	746,9
2020	702,4	703,4	702,4	759,4	708,0
2021	772,6	834,2	772,6	775,0	800,2
2022	892,4	921,3	901,0	863,3	852,3
2023	940,8	1 054,5	946,3	962,8	948,3
2024	969,8	1 121,8	978,1	1 069,1	1 054,4
2025	1 073,8	1 201,4	1 091,1	1 176,2	1 178,8
2026	1 142,4	nd	1 195,5	nd	1 288,7

**Tableau I.6 : Dépenses Totales (en milliards de FCFA)**

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-21	mai-21	déc-21	déc-20	oct-21
2015	780,6	780,6	780,6	780,6	757,7
2016	789,0	789,0	789,0	789,0	824,0
2017	603,7	603,5	603,7	603,7	603,5
2018	733,8	733,9	733,8	733,8	733,9
2019	783,7	783,7	783,9	783,9	678,7
2020	1 006,7	1 007,7	1 006,6	1 060,9	1 007,7
2021	1 053,1	1 071,8	1 053,1	1 050,4	1 080,2
2022	1 154,8	1 130,9	1 155,2	1 107,9	1 103,8
2023	1 173,7	1 215,4	1 182,3	1 192,6	1 167,0
2024	1 142,9	1 265,1	1 158,9	1 244,7	1 232,9
2025	1 258,6	1 347,3	1 285,5	1 364,0	1 372,9
2026	1 337,1	nd	1 404,9	nd	1 498,6

**Tableau I.7 : Secteur extérieur et monnaie (en mds)**

<b>Agrégats</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>	<b>2026</b>
Solde global (BDP)	240,7	12,0	328,4	336,7	132,0	283,1	283,1
Masse monétaire (M2)	2 012,8	2 256,3	2 305,4	2 439,7	2 586,1	2 652,1	2 771,8

**Tableau I.8 : Indicateurs macroéconomiques**

<b>Indicateurs</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>	<b>2026</b>
Solde budgétaire global, dons compris / PIB nominal	-7,0	-6,0	-5,2	-4,4	-3,0	-3,0	-3,0
Encours de la dette publique / PIB nominal	58,6	60,4	61,4	61,9	61,0	59,9	58,8
Variation de l'IHPC (%)	1,8	4,5	1,4	1,3	1,3	1,5	1,7
Masse salariale / Recettes fiscales	44,2	44,0	40,7	38,1	34,4	35,8	35,1
Taux de pression fiscale	12,2	12,4	12,9	13,3	14,3	15,1	15,1